

Nafeez AHMED

LES LIENS CONGÉNITAUX ENTRE GOOGLE ET L'APPAREIL DE RENSEIGNEMENT ÉTASUNIEN



SkyNet



Les liens congénitaux entre Google et l'appareil de renseignement étasunien

AU SEIN DU RÉSEAU SECRET DERRIÈRE LA SURVEILLANCE DE MASSE,
LA GUERRE SANS FIN, ET SKYNET

Nafeez Mosaddeq AHMED

2015

Version : 2020-12-02

Traduction française : 2018 par l'équipe du Saker francophone
<https://lesakerfrancophone.fr>

Version anglaise : [How the CIA made Google](#) et [Why Google made the NSA](#)



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](#).

Table des matières

Table des matières	3
Table des figures	3
1 Et la CIA crée Google...	5
1 Le réseau caché	9
2 Le Highlands Forum	10
3 La société de capital risque intellectuel du Pentagone	12
4 Le Club de Yoda	14
5 La guerre de l'information	19
6 Fermé au public	20
7 Google : une jeune poussie plantée par le Pentagone .	24
8 Prise de conscience totale de l'information	35
9 Google, la DARPA, et le chemin suivi par l'argent .	39
10 Google capture le Pentagone	43
11 Rumsfeld et la surveillance permanente	48
12 Le noyau espionnage-jeune poussie	51
13 La connexion à Goldman Sachs	57
14 Combattre la terreur par la terreur	60
2 ...et Google crée la NSA	64
1 La machine de guerre	66
2 Savoir, c'est pouvoir	72

3	La « <i>Longue Guerre</i> »	77
4	Yoda et les Soviets	81
5	Enron, les Talibans, et l'Irak	83
6	Enron et les projets de guerre du Pentagone	88
7	La propagande du Pentagone pour tout nettoyer	92
8	Le noyau surveillance-propagande	97
9	Guerre clandestine et pseudo-terrorisme	100
10	Communications stratégiques : propagande de guerre sur le sol étasunien et à l'étranger	106
11	L'empire contre-attaque	115
12	La fin des ombres	121

Table des figures

1.1	Linton Wells II et Rosemary Wenchel	11
1.2	Richard ‘Dick’ Patrick O’Neill	15
1.3	Andrew ‘Yoda’ Marshall	16
1.4	Anthony J. Tether	17
1.5	Dispositive de la présentation d’O’Neill	18
1.6	Le Dr. Anita Jones	38
1.7	Lewis Shepherd et Peter Norvig au Highlands Forum . .	45
1.8	Regina Dugan	47
1.9	Le Dr Itamara Lochard	61
2.1	Le général Keith Alexander au Highlands Forum	67
2.2	Jeffrey Cooper et Phil Venables	68
2.3	John Rendon, Nik Gowing et Jeff Jonas	95

TABLE DES FIGURES

5

2.4	John Arquilla, membre fondateur du Highlands Forum .	101
2.5	Le Dr. Amy Zalman	107
2.6	John Seely Brown, John Seely Brown, Ann Pendleton-Jullian, Antonio et Hanna Damasio	111
2.7	Rosemary Wenchel, Jeff ‘Skunk’ Baxter, et Jeff Cooper	113
2.8	John Rendon	115
2.9	Andrew Marshall	119

L'auteur

Né en 1978, Nafeez Mosaddeq Ahmed est un journaliste d'investigation britannique, auteur à succès et universitaire. Il travaille pour le journal britannique [The Guardian](#) et dirige l'*Institute for Policy Research & Development*. Titulaire d'un doctorat en Relations Internationales obtenu à l'université du Sussex, il a également fondé [Insurge Intelligence](#), une plateforme d'enquête et de publication fonctionnant en financement participatif.



Chapitre 1

Et la CIA créa Google...

Ce chapitre constitue une retranscription de l'article [Et la CIA créa Google...](#)



Au cœur du réseau caché derrière la surveillance de masse, les guerres sans fin, et Skynet...

Insurge Intelligence, un nouveau projet de journalisme d'investigation en financement participatif, révèle en exclusivité les méthodes employées par les agences de renseignement étasuniennes pour financer, couver et incuber Google, dans le dessein de dominer le monde au travers du contrôle de l'information. Google, financée dès le tout début par la NSA et la CIA, ne fut ni la première, ni la dernière jeune poussée du secteur privé à se voir cooptée par les renseignements américains pour maintenir une 'supériorité informationnelle'. Les origines de cette stratégie ingénieuse remontent à un groupe secret sponsorisé par le Pentagone, qui a joué le rôle de lien, ces vingt dernières années, entre le gouvernement étasunien et les élites des mondes des affaires ; de l'industrie ; de la finance ; des multinationales ; et des médias. Ce même groupe a permis à des intérêts bien particuliers des grandes sociétés étasuniennes d'écludre systématiquement tout contrôle démocratique et même les lois, afin d'influencer les politiques du gouvernements et de façonneer les opinions publiques aux USA et partout dans le monde. Les résultats en sont désastreux : la surveillance de masse exercée par la NSA, un état permanent de guerre mondiale, et des actions récentes visant à transformer l'armée étasunienne en Skynet.

Nous publions le présent rapport sans restriction, dans l'intérêt général, et rappelons qu'il fut permis par un financement participatif. Je voudrais remercier la communauté fantastique qui m'a soutenu, et sans laquelle ce travail d'enquête en profondeur n'aurait pas pu se tenir. S'il vous plaît, continuez de soutenir les journalistes indépendants dans leurs enquêtes sur les grands sujets qui nous concernent tous.

Au lendemain des attentats de Charlie Hebdo à Paris, les gouver-



nements occidentaux se hâtent de légiférer pour attribuer de nouveaux pouvoirs à la surveillance de masse, et au contrôle d'Internet, le tout au nom de la lutte contre le terrorisme.

Les [hommes politiques](#), des deux côtés de l'Atlantique, ont appelé à protéger l'espionnage type NSA, et à faire progresser les possibilités d'entraver la vie privée sur internet, en rendant le chiffrement illégal. Une idée qui se répand consiste à vouloir, via un partenariat avec les télécoms, effacer unilatéralement tout contenu considéré comme « *propageant la haine et la violence* », dans des situations considérées comme « *appropriées* ». Des discussions énergiques sont en cours dans les gouvernements et les parlements, pour rompre le principe de confidentialité des échanges [entre l'avocat et son client](#).

Il paraît bien [mystérieux](#) de se figurer en quoi l'une ou l'autre de ces actions aurait pu empêcher les attentats de Charlie Hebdo, d'autant plus qu'il est établi que les terroristes étaient connus des services de renseignement français depuis une dizaine d'années.

En fait, il n'y a rien de bien nouveau jusqu'ici. Les atrocités

du 11 septembre furent le début d'une longue série d'attentats terroristes, à chaque fois suivis par des extensions incroyables des pouvoirs des États, au détriment des libertés publiques, sur fond d'envoi de troupes dans les régions considérées comme des points chauds hébergeant des terroristes. À ce stade, aucune indication n'incite à penser que cette formule, pourtant tant employée, ait fait baisser les niveaux de danger. En revanche, il apparaît que nous nous enfermons dans une spirale infernale de violence, sans réelle possibilité d'en sortir.

Alors que nos gouvernements maintiennent la pression pour gagner en pouvoir, Insurge intelligence peut à présent révéler l'étendue de l'implication de la communauté du renseignement étasunienne dans la couvaison des plate-formes web que nous connaissons aujourd'hui, dans le but précis d'utiliser la technologie comme mécanisme de combat dans une « guerre de l'information » mondiale, visant à faire apparaître comme légitime le pouvoir de quelques-uns sur nous tous. Le pilier de cette étude est l'entreprise qui définit le XXI^e siècle à de multiples égards, de par son omniprésence imperceptible : Google.

Google se pare des atours d'une société technologique amicale, branchée, simple à utiliser, ayant bâti son succès par une combinaison de talent, de chance et d'innovation authentique. Et toutes ces facettes sont réelles. Mais elles ne constituent qu'un fragment de l'histoire. Dans la réalité, Google est un écran de fumée, derrière lequel évoluent les acteurs du complexe militaro-industriel étasunien.

L'histoire racontée de l'intérieur de la montée de Google, révélée pour la première fois par ces lignes, dévoile une pieuvre dont les tentacules vont bien plus loin que Google ; de manière inattendue, elle dévoile l'existence d'un réseau parasite, qui conduit les évolutions de l'appareil de sécurité nationale étasunien, et tire des profits obscènes de son fonctionnement.

1 Le réseau caché

Depuis une vingtaine d'années, les stratégies étasuniennes en matière de politique étrangère et de renseignement ont amené à une « *guerre contre la terreur* » mondiale, constituée d'invasions militaires prolongées dans le monde musulman et d'une surveillance totale des populations civiles. Ces stratégies ont été incubées, pour ne pas dire imposées, par un réseau caché, qui prend ses racines au Pentagone, mais s'est développé également en dehors.

Ce réseau bi-partisan – mis en place sous l'administration Clinton, consolidé sous Bush, et fermement enraciné depuis Obama, et composé surtout d'idéologues néo-conservateurs – a scellé sa domination sur le département de la défense étasunien (le DoD) début 2015, par l'intervention d'une obscure entité privée distincte du Pentagone, mais pilotée par le Pentagone.

En 1999, la CIA créait sa propre société d'investissement en capital risque, In-Q-Tel, pour financer les jeunes pousses prometteuses, qui pourraient créer des technologies intéressant les agences de renseignement. Mais l'inspiration derrière In-Q-Tel en était antérieure ; elle remonte au moment où le Pentagone créa ses propres émanations privées.

Connu sous le nom de « *Highlands Forum*¹ », ce réseau privé a opéré comme lien entre le Pentagone et les puissantes élites étasuniennes extérieures à l'appareil militaire, depuis le milieu des années 1990. Au gré des changements survenus dans les administrations civiles, le réseau autour du *Highlands Forum* a réussi à accroître avec le temps sa main-mise sur la politique de défense étasunienne.

Les gigantesques fournisseurs privés de la défense, comme *Booz Allen Hamilton* et *Science Applications International Corporation* sont parfois appelés « *communauté cachée du renseignement* » en raison des porosités qui existent entre eux-mêmes et le gouvernement.

1. littéralement « *Forum des hauts-plateaux* », NdT

ment, et de par leur capacité à influencer et en même temps tirer profit de la politique de défense. Ces fournisseurs sont en concurrence entre eux pour le pouvoir et pour l'argent, mais ils savent également collaborer entre eux quand il le faut. Depuis 20 ans, le *Highlands Forum* constitue un espace de rencontre discret entre certains des plus puissants membres de la communauté cachée du renseignement, avec des officiels du gouvernement étasunien, ainsi que d'autres dirigeants d'industries choisies.

J'ai été confronté pour la première fois à l'existence de ce réseau en novembre 2014, alors que je travaillais sur un article pour *Motherboard*². J'avais alors été amené à signaler que le secrétaire étasunien à la défense, Chuck Hagel, venait d'annoncer que la « *Defense Innovation Initiative* » visait à construire Skynet – ou quelque chose qui lui ressemblerait, dans le but suprême de dominer l'ère naissante de la guerre par robots automatisée.

Cet article se basait sur un obscur « *livre blanc* », financé par le Pentagone, publié deux mois auparavant par la *National Defense University* (NDU) de Washington DC, une institution importante de l'appareil militaire étasunien, qui, parmi d'autres choses, produit des recherches visant à développer la politique de défense étasunienne aux plus hauts niveaux. Le livre blanc clarifiait les idées qui sous-tendaient cette nouvelle initiative, ainsi que les développements scientifiques et technologiques révolutionnaires sur lesquels il espérait capitaliser.

2 Le Highlands Forum

L'un des auteurs de ce livre blanc du NDU est Linton Wells, un ancien dirigeant militaire étasunien, qui avait tenu le poste de *directeur des systèmes d'information du Pentagone* sous l'administration Bush, parmi ses fonctions, il supervisait la *National Security Agency* (NSA) ainsi que d'autres agences d'espionnage. Il dispose

2. un journal en ligne édité par VICE, NdT

encore d'habilitations de sécurité au niveau top-secret, et si l'on en croit un article du journal *Government Executive*, il présida en 2006 le *Highlands Forum*, fondé par le Pentagone en 1994.



FIGURE 1.1 – Linton Wells II (à droite), ancien DSi du Pentagone et assistant du secrétaire de la défense pour les réseaux, lors d'une session récente du Highlands Forum au Pentagone. Rosemary Wenchel, une dirigeante du département établi de la sécurité intérieure, est assise à ses cotés.

Le journal *New Scientist* (article à accès payant) a comparé le *Highlands Forum* à une réunion d'élites semblable à « *Davos, Ditchley et Aspen* », avec ceci de plus qu'il est « *beaucoup moins connu du public, mais tout aussi influent* ». Les sessions du *Forum* rassemblent « *des personnalités innovantes pour décrire les interactions entre le monde politique et la technologie. Ses plus grands*

succès résident dans le développement de la guerre en réseau de haute technologie ».

Au vu du rôle joué par Wells dans un tel *Forum*, il n'était peut-être pas surprenant que son livre blanc sur la transformation de la défense ait un impact aussi profond sur les politiques décidées par le Pentagone. Mais si tel fut le cas, pourquoi personne ne s'en est-il rendu compte ?

Bien qu'il soit soutenu par le Pentagone, je n'ai pas réussi à trouver la moindre page officielle sur le site internet du DoD qui fasse référence au *Highlands Forum*. Mes sources au sein de l'armée et des renseignements, actives ou retraitées, n'avaient jamais entendu parler de ce *Forum*, pas plus qu'aucun journaliste spécialisé sur les sujets de sécurité nationale. J'étais déconcerté.

3 La société de capital risque intellectuel du Pentagone

Dans le prologue de son livre de 2007, dont le titre est *Une foule d'individus : l'avenir de l'identité individuelle*³, John Clippinger, un scientifique du MIT membre du *Media Lab Human Dynamics Group*, décrivait sa participation à une rencontre du *Highlands Forum*, une « *instance réservée aux personnes invitées, financée par le département de la défense et présidée par l'assistant aux réseaux et à l'intégration de l'information* ». Il s'agissait d'un poste de haute direction du DoD, supervisant les opérations et les politiques des agences d'espionnage les plus puissantes du Pentagone, parmi lesquelles, entre autres, la NSA ou la *Defense Intelligence Agency* (DIA). À partir de 2003, ce poste se transforma en ce qu'on appelle aujourd'hui « *sous-secrétaire à la défense pour le renseignement* ». Le *Highlands Forum*, écrit Clippinger, fut fondé par Dick O'Neill, un capitaine de l'US Navy à la retraite. On trouve parmi

3. titre original : A Crowd of One : The Future of Individual Identity, NdT

ses membres des haut gradés de l'armée étasunienne et de nombreuses agences et divisions – « *des capitaines ; des contre-amiraux ; des généraux ; des colonels ; des majors et des commandants* » ainsi que des « *membres de la direction du DoD* ».

Sur ce qui au départ pouvait passer pour le [site web principal](#) du *Forum*⁴, on trouvait une description de *Highlands* sous les termes d'« *un réseau informel multi-disciplinaire, soutenu par le gouvernement fédéral* », s'intéressant principalement à « *l'information, la science et la technologie* ». Avec bien peu d'explications, à part un simple logo *Département de la Défense*.

Mais *Highlands* dispose également d'[un autre site web](#)⁵, qui se décrivait comme « *société de capital-risque intellectuel* », disposant d'une « *grande expérience aux côtés des dirigeants de sociétés, des organisations et du gouvernement* ». La société propose un « *large panel de services, parmi lesquels : projection stratégique, création de scénarios et mise en situation pour l'extension des marchés mondiaux* », ainsi que « *des travaux menés avec des clients pour établir des stratégies de direction* ». Selon le site web, *The Highlands Group Inc.* organise toute une gamme de forums sur ces sujets.

Par exemple, outre le *Highlands Forum*, le groupe anime depuis le 11 septembre le *Island Forum*, un événement de portée internationale, tenu conjointement avec le ministère de la défense de Singapour, et chapeauté par O'Neill sous le titre de « *consultant principal* ». Le site web du ministère de la défense de Singapour décrit le *Island Forum* comme « [calqué sur le Highlands Forum](#)⁶ , qui est organisé par le département étasunien de la défense ». Des documents fuités grâce à Edward Snowden, le lanceur d'alertes de la NSA, sont venus confirmer que Singapour jouait un rôle clé dans l'espionnage de données par les USA et l'Australie [sur les câbles](#)

4. qui a cessé de répondre après la parution de l'article, on vous met ici un lien où il a été archivé, NdT

5. même remarque que la précédente note, NdT

6. à Singapour également, les sites internet cessent de répondre... même note que les deux précédentes, NdT

sous-marins, aux fins d'espionner les puissances asiatiques, telle que l'Indonésie et la Malaisie.

Le site web du *Highlands Group* révèle également que *Highlands* dispose d'un partenariat avec l'un des fournisseurs privés les plus importants dans le domaine de la défense étasunienne. *Highlands* est « soutenu par un réseau de sociétés et de chercheurs indépendants », parmi lesquels « notre partenaire du SAIC dans le cadre du Highlands Forum depuis 10 ans ; ainsi que le vaste réseau de participants au Highlands Forum ».

SAIC est l'acronyme d'une société de défense étasunienne, la *Science Applications International Corporation*, qui s'est vue renommée en *Leidos* en 2013, et dont SAIC constitue désormais une filiale. SAIC/Leidos figure au top 10 des plus grands fournisseurs de la défense étasunienne, et travaille main dans la main avec la communauté du renseignement étasunienne, en particulier avec la NSA. Selon le journaliste d'investigation Tim Shorrock, qui fut le premier à lever le voile sur les immenses privatisations des renseignements étasuniens dans son livre *Spies for Hire*, (*Espions à louer*), la SAIC a une « relation symbiotique avec la NSA : l'agence constitue le principal client de la société, et la SAIC est le principal fournisseur de la NSA ».

Le nom complet du Capitaine « Dick » O'Neill, le président fondateur du *Highlands Forum*, est Richard Patrick O'Neill ; il quitta la Navy pour rejoindre le DoD. Son dernier poste en date, avant qu'il crée le *Highlands Forum*, y fut : *Adjoint à la stratégie et aux politiques, pour le bureau du secrétaire adjoint de la défense aux renseignements, commandes, contrôle et communications*⁷.

4 Le Club de Yoda

7. deputy for strategy and policy in the Office of the Assistant Secretary for Defense for Command, Control, Communications and Intelligence, NdT

Mais Clippinger révèle qu'il n'est pas le seul personnage mystérieux adulé par les membres du *Forum* :

Il restait assis au fond de la salle, son visage restant un masque sans expression, derrière des lunettes bordées de noir. Je ne l'ai jamais entendu prononcer un seul mot... Andrew (Andy) Marshall est une icône au sein du DoD. Certains l'appellent même Yoda, ce qui illustre son statut mythique et impénétrable... Il a tenu des postes dans de nombreuses administrations, et est largement considéré comme au-dessus des politiques partisanes. Il soutint le Highlands Forum et y participa régulièrement dès sa création.

Marshall dirige depuis 1973 l'une des agences les plus puissantes du Pentagone : l'*Office of Net Assessment* (ONA), le « laboratoire d'idées » interne du département de la défense étasunien, connu pour avoir mené des recherches et des projets hautement confidentiels pour la politique de défense étasunienne, reliant l'armée et la communauté de renseignement du pays. L'ONA a joué un rôle clé dans les projets stratégiques majeurs du Pentagone, parmi lesquels la stratégie maritime, l'initiative de défense stratégique, l'initiative des stratégies compétitives, et la révolution des affaires militaires⁸.

Dans un rare portrait établi en 2002 pour *Wired*, le journaliste Douglas McGray décrivait Andrew Marshall, maintenant âgé de plus de 95 ans, comme « *parmi les plus insaisissables* » mais



FIGURE 1.2 – Richard ‘Dick’ Patrick O’Neill, président fondateur du Highlands Forum pour le Pentagone

8. respectivement, Maritime Strategy, Strategic Defense Initiative, Competitive Strategies Initiative et Revolution in Military Affairs, NdT

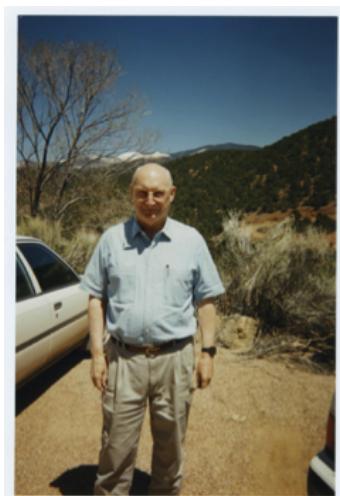


FIGURE 1.3 – Andrew ‘Yoda’ Marshall, directeur de l’Office of Net Assessment (ONA) au sein du Pentagone, et co-dirigeant du Highlands Forum, lors de l’une des premières rencontres du Highlands en 1996 au Santa Fe Institute. Marshall est en retraite depuis janvier 2015.

« *parmi les plus influents* » des dirigeants du DoD. McGraw ajoutait que « *le Vice Président Dick Cheney, le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, ainsi que le Secrétaire adjoint Paul Wolfowitz* », largement reconnus comme les faucons du mouvement politique néo-conservateur étasunien, figuraient parmi les « *principaux protégés* » de Marshall.

Le président fondateur du *Highlands Forum*, s’exprimant quelques mois après le 11 septembre dans un *séminaire discret* tenu par l’université de Harvard, décrivit Marshall comme bien plus qu’un « *participant régulier* » au forum. « *Andy Marshall est notre vice-président, si bien que de manière indirecte, tout ce que nous fai-*

sons repasse dans les tuyaux d'Andy », affirma-t-il à l'auditoire. « *Les gens qui participent au forum peuvent revenir directement soumettre des rapports à Andy sur toute la gamme de sujets, pour les synthétiser* ». Il avait également ajouté que le *Forum disposait d'un troisième vice-président* en la personne d'Anthony J. Tether, directeur de l'*Agence des projets et recherches en défense avancée*⁹, désigné à l'époque par Rumsfeld. Avant de rejoindre la DARPA, Tether fut vice-président de la *Branche des hautes technologies* de la SAIC.

L'influence du *Highlands Forum* sur la politique de défense étasunienne a donc agi suivant trois vecteurs principaux : le soutien que l'organisation reçut de la part du *Bureau du secrétaire de la défense* (qui, au milieu des années 2000, muta en *Bureau du sous-secrétaire à la défense dédié au renseignement*, chargé d'administrer les trois principales agences de renseignement) ; ses liens directs avec l'ONA d'Andrew « *Yoda* » Marshall ; et ses liens directs avec la DARPA.

Clippinger, dans *Une foule d'individus*, explique que « *ce qui se produit lors de rencontres informelles comme celles du Highlands Forum, a pu, au fil du temps et en suivant des lignes d'influences inattendues et étranges, avoir un impact immense, pas seulement au sein du DoD, mais dans le monde entier* ». Il écrit que les idées du *Forum* ont changé au fil du temps, « *d'hérétiques, elles ont peu à*



FIGURE 1.4 – Anthony J. Tether, directeur de la DARPA, et vice-président du Highlands Forum au sein du Pentagone entre juin 2001 et février 2009

9. Defense Advanced Research and Projects Agency, la célèbre DARPA,
Ndt

The slide features the Highlands Group logo in the top left corner. The title "Highlands Forum History" is centered at the top in a large blue font. Below the title is a bulleted list of points about the forum's history and impact.

- Informal cross-disciplinary network established to explore information revolution issues; conflict in an information age
- No reports/recommendations
- Sponsored by OSD
- First co-chairs: PDASD(C3I); Director, Net Assessment; Director, DARPA
- First gathering held in Carmel Highlands, February 1995
 - Sixteen major/seven mini meetings since
 - Proceedings posted to Highlands Forum Web site
- “16 Highlands meetings have had direct and valuable impacts on the Department’s policy formulation and research agenda. The Forum has consistently anticipated changes in information and other technologies and forecast their impact on the post-FYDP and security policy environment.” – ASD C3I

FIGURE 1.5 – Une diapositive de la présentation de Richard O’Neill à l’Université de Harvard, en 2001

peu conflué dans la pensée dominante. Des idées qui constituaient un anathème en 1999 sont devenues des politiques à peine trois années plus tard ».

Quoique le *Forum* ne produise pas de « recommandations de consensus », son impact est plus profond que celui de comités consultatifs gouvernementaux traditionnels. « *Les idées qui émergent de ces rencontres sont à la disposition des décideurs ainsi que des membres des groupes de réflexion* », selon O’Neill :

« *Nous invitons des gens de Booz, de la SAIC, de la RAND, et d’autres, à nos rassemblements... Ce genre de sociétés sont les bienvenues, car, pour être honnête, elles sont sérieuses. Elles sont là pour longtemps, et*

sont en mesure d'influencer les politiques gouvernementales par un vrai travail scientifique... Nous produisons des idées, des interactions et des réseaux pour que ces gens se les approprient et en fassent usage selon leurs besoins. »

Mes demandes répétées auprès d'O'Neill, afin d'en savoir plus sur ses travaux pour le *Highlands Forum*, sont restées lettre morte. Le département de la Défense n'a pas non plus répondu à mes nombreuses demandes d'information et de commentaires au sujet du *Forum*.

5 La guerre de l'information

Le *Highlands Forum* a tenu lieu de « *pont d'influence* » bidirectionnel : d'un côté, le réseau obscur de fournisseurs privés l'utilise pour influencer la formulation des politiques d'opération de l'information au sein des renseignements militaires étasuniens ; et dans l'autre sens, le Pentagone l'utilise pour influencer les travaux du secteur privé. La meilleure preuve que l'on peut en donner réside dans le rôle qu'a joué le *Forum* pour incuber l'idée de surveillance de masse comme outil de domination de l'information à l'échelle mondiale.

En 1989, Richard O'Neill, alors cryptologue pour l'US Navy, avait rédigé un article pour le *US Naval War College* : « *Vers une méthodologie de la gestion de la perception* »^{10 11}. Dans son livre *Guerres du Futur*¹², le colonel John Alexander, alors dirigeant de l'*Intelligence and Security Command* (INSCOM, qui relève de l'armée des USA), indique que l'article d'O'Neill est le premier à proposer une stratégie de « *gestion de la perception* » dans la cadre de

10. Toward a methodology for perception management, NdT

11. La « *gestion de la perception* est un verbiage habillant la notion de manipulation, NdT »

12. Future Wars, NdT

la guerre de l'information. La stratégie proposée par O'Neill identifiait trois catégories de cibles pour la guerre de l'information : *les adversaires*, pour leur faire croire qu'ils sont vulnérables ; *les partenaires potentiels*, « pour qu'ils perçoivent les raisons [de la guerre] comme justes » ; et enfin, *les populations civiles et les dirigeants politiques* pour qu'ils « perçoivent le coût comme raisonnable ». Un rapport secret, basé sur les travaux d'O'Neill, « fit son chemin jusqu'aux dirigeants » du DoD. « Ils reconnurent la justesse de ses thèses, et lui demandèrent d'enterrer son article ».

Mais le DoD, de son côté, ne l'enterra pas. Vers 1994, le *Highlands Group* fut fondé par O'Neill, sous le statut de projet officiel du Pentagone, sous la houlette de [William Perry](#), alors secrétaire à la défense de Bill Clinton – il rejoint par la suite le conseil d'administration de la SAIC après sa retraite du gouvernement en 2003.

Selon les propres mots d'O'Neill, le groupe fonctionnait comme « *laboratoire d'idées* » du Pentagone. Selon [Government Executive](#), des experts militaires et en technologie de l'information allaient se rassembler à la première rencontre du *Forum* « pour étudier les impacts des technologies de l'information et de la mondialisation sur les USA et sur les techniques de guerre. Comment internet et d'autres technologies en émergence allaient-ils changer le monde ? ». Cette rencontre allait contribuer à implanter l'idée de la « guerre centrée sur le réseau » dans l'esprit des « principaux penseurs militaires de la nation ».

6 Fermé au public

Les archives officielles du Pentagone confirment que le principal objectif du *Highlands Forum* était de soutenir les politiques du DoD dans le domaine de prédilection d'O'Neill : la guerre de l'information. Dans le [rapport annuel du Pentagone pour le Président et le Congrès](#) de 1997, on trouve une section dont le titre est « *Opérations de l'information* », qui précise que le *Bureau du secrétariat à*

la défense a autorisé la mise en place du *Highlands Group* constitué d'experts clés du DoD, de l'industrie, et du domaine académique des opérations de l'information, aux fins de coordonner les opérations de l'information entre les agences de renseignement militaires fédérales.

Le rapport annuel du DoD de l'année suivante répéta l'aspect central du *Forum* pour les opérations de l'information (OI) : « *Le DoD missionne le Highlands Forum pour examiner les sujets d'OI; le Forum rassemble des professionnels de champs et d'activités divers en provenance du gouvernement, de l'industrie et du monde académique* ».

Notez bien qu'en 1998, le *Highlands Group* devint un *Forum*. Selon O'Neill, ce changement visait à prévenir que les rencontres du *Highlands Forum* soient sujettes à des « *limitations bureaucratiques* ». Il faisait là référence au *Federal Advisory Committee Act* (FACA), qui jalonne la manière dont le gouvernement étasunien peut formellement faire appel aux conseils émis par des intérêts particuliers.

Mieux connue sous le terme de loi pour un « *gouvernement ouvert* », la FACA empêche que les consultations à huis clos ou secrètes – tenues par les dirigeants du gouvernement étasunien en vue d'établir ses politiques – intègrent des personnes non-membres du gouvernement. Chacune de ces consultations doit être tenue au sein de comités consultatifs fédéraux, autorisant le public à y assister. La FACA exige que ces réunions soient tenues en public, annoncées par le Registre fédéral, que les groupes consultatifs soient enregistrés auprès d'un bureau relevant de l'*Administration des services généraux*, entre autres pré-requis visant à garantir le niveau de transparence, dans l'intérêt général.

Mais *Gouvernement Executive* signale qu'« *O'Neill et d'autres croyaient* » que ce genre de législations « *allaient tarir la libre diffusion d'idées et les discussions sans bornes qu'ils voulaient* ». Les avocats du Pentagone avaient émis des réserves sur l'utilisation du mot « *groupe* », qui pourrait lever certaines obligations ; leur conseil fut que toute l'initiative dans son ensemble soit privée : « *C'est*

ainsi qu’O’Neill renomma son groupe en Highlands Forum, et migra lui-même vers le secteur privé, pour gérer le Forum en tant que consultant du Pentagone. Le *Highlands Forum*, émanation du Pentagone, s’est donc opéré sous le couvert de la « *société de capital-risque autour du renseignement* » d’O’Neill, dont le nom est *Highlands Group Inc* .

En 1995, un an après que William Perry ait nommé O’Neill à la tête du *Highlands Forum*, la SAIC – organisation « *partenaire* » du *Forum* – [lançait](#) un nouveau *Centre pour la stratégie et la politique et matière d’information*¹³, sous la direction de Jeffrey Cooper, « *un membre du Highlands Group conseillant les hauts dirigeants du Département de la défense sur les sujets de guerre de l’information* ». Le *Centre* présentait exactement les mêmes objectifs que le *Forum*, à savoir fonctionner comme « *chambre de compensation pour rassembler les esprits les plus brillants et les plus vifs travaillant dans le domaine de la guerre de l’information, en soutenant une suite continue de séminaires, d’articles et de symposiums pour explorer en profondeur les implications de la guerre de l’information* ». Le but était de « *permettre aux dirigeants et aux décideurs politiques travaillant pour le gouvernement, le monde de l’industrie et le monde académique de comprendre les sujets clés autour de la guerre de l’information, pour que les États-Unis se maintiennent au meilleur niveau face à tout ennemi potentiel* ».

En dépit des contraintes réglementaires de la loi FACA, les comités consultatifs fédéraux sont déjà [lourdement influencés, pour ne pas dire phagocytés](#), par le pouvoir des sociétés privées. Le Pentagone choisit donc d’outrepasser les règles peu contraignantes de la loi FACA, en excluant toute possibilité d’implication du public.

L’affirmation d’O’Neill, selon qui aucun rapport ni recommandation ne sont produits, n’est pas sincère. Il reconnaît lui-même que, depuis 1994, les consultations secrètes menées par le Pentagone en collaboration avec l’industrie, au travers du *Highlands Fo-*

13. Center for Information Strategy and Policy, NdT

rum, ont été accompagnées de présentations – habituelles à ce type d'exercice – d'articles académiques ou politiques, d'enregistrements et de compte-rendus, ainsi que d'autres formats de documentation, qui ne restent accessibles que par un mécanisme d'authentification verrouillé et réservé uniquement aux participants du *Forum*. Voilà qui viole l'esprit, sinon la lettre de la loi FACA – dans un processus qui vise de manière patente à contourner tout contrôle démocratique et à passer outre les règles de droit.

Le *Highlands Forum* n'est pas là pour produire des recommandations de consensus. Son dessein est de mettre à disposition du Pentagone un mécanisme de réseau social pour consolider des relations durables avec les puissantes sociétés privées, et d'identifier les nouveaux talents qui pourront être mis à profit pour ajuster et optimiser les stratégies de guerre de l'information dans le secret le plus absolu.

Le nombre total de participants au *Highlands Forum* du DoD s'établit au-dessus du millier, même si chaque session, en général, se limite à rassembler au maximum, 25 à 30 personnes ; les membres de l'administration et les experts sont choisis sujet par sujet. Parmi les participants, on a compté des dirigeants de la SAIC et de Booz Allen Hamilton ; la RAND Corp. ; Cisco ; Human Genome Sciences ; eBay ; PayPal ; IBM ; Google ; Microsoft ; AT&T ; la BBC ; Disney ; General Electric ; Enron, et d'innombrables autres : des membres du Congrès et du Sénat tant démocrates que républicains, des dirigeants de l'industrie énergétique étasunienne tel que Daniel Yergin, du IHS Cambridge Energy Research Associates ; ainsi que des personnes clés impliquées dans les deux camps des campagnes présidentielles.

On compte également parmi les participants des professionnels des médias : David Ignatius, directeur adjoint du *Washington Post*, et à l'époque directeur en chef de l'*International Herald Tribune* ; Thomas Friedman, chroniqueur de longue date pour le *New York Times* ; Arnaud de Borchgrave, rédacteur pour le *Washington Times* et *United Press International* ; Steven Levy, anciennement

rédacteur pour *Newsweek*, rédacteur principal pour *Wired* et actuellement rédacteur en chef technique pour *Medium*; Lawrence Wright, rédacteur attitré pour le *New Yorker*; Noah Shachtman, directeur en chef du *Daily Beast*; Rebecca McKinnon, cofondatrice de *Global Voices Online*; Nik Gowing de la *BBC*; et John Markoff du *New York Times*.

Vu le soutien dont il bénéficie encore à ce jour de la part du sous-secrétaire à la défense dédié aux renseignements de l'OSD, le *Forum* dispose d'accès internes aux directeurs des principales agences de renseignement et de reconnaissance, ainsi qu'aux directeurs des agences de recherche du DoD, de la DARPA à l'ONA – et à leurs assistants. Il en résulte que le *Forum* est également intimement relié aux groupes de travail de recherche du Pentagone.

7 Google : une jeune pousse plantée par le Pentagone

En 1994 – l'année-même de fondation du *Highlands Forum* sous le patronage du *Bureau du secrétaire de la défense*, de l'ONA et de la DARPA – Sergey Brin et Larry Page, deux jeunes étudiants en doctorat de l'université de Stanford, firent leur percée en codant la toute première application parcourant le web de manière automatisée et en réalisant un classement. Cette application reste à ce jour le composant principal de ce qui finit par devenir le moteur de recherche Google. Brin et Page avaient travaillé sur financement de la *Digital Library Initiative*(DLI), un programme trans-agences de la *National Science Foundation* (NSF), de la NASA et de la DARPA.

Mais cela n'est qu'un des côtés de la médaille

Au fur et à mesure qu'il développait le moteur de recherche, Sergey Brin émettait des rapports réguliers et directs à deux personnes qui n'appartenaient à la faculté de Stanford ni de près ni de loin : le Dr. Bhavani Thuraisingham et le Dr. Rick Steinheiser. Ces deux

personnages étaient les représentants d'un programme de recherche confidentiel de la communauté du renseignement étasunienne, qui s'intéressait à la sécurité de l'information et à l'exploration de données¹⁴.

Thuraisingham est actuellement professeur émérite et directeur associé de l'*Institut de recherche en cyber sécurité*¹⁵ pour l'université du Texas, à Dallas. Elle fait partie des experts les plus recherchés en exploration de données, en gestion de données et en sécurité des systèmes d'information. Mais dans les années 90, elle travaillait pour la MITRE Corp., l'un des fournisseurs principaux de la défense étasunienne, pour laquelle elle dirigeait le projet *Systèmes de données numériques massives*¹⁶, un projet soutenu par la NSA, la CIA, et le directeur des renseignement centraux, visant à encourager les recherches en innovation dans le domaine des technologies de l'information.

« Nous avons à l'époque financé l'université de Stanford, au travers de l'informaticien Jeffrey Ullman, qui disposait de plusieurs étudiants doctorants prometteurs, dans un grand nombre de domaines passionnants », m'a dit le professeur Thuraisingham. « Parmi eux, il y avait Sergey Brin, fondateur de Google. Le programme MDDS, de la communauté du renseignement, accorda surtout à Brin des fonds d'amorçage, lesquels furent également abondés par nombre d'autres sources, y compris dans le privé ».

Ce type de financement est tout sauf inhabituel, et le fait que Sergey Brin en ait bénéficié en tant qu'étudiant à Stanford apparaît comme accessoire. On trouvait le Pentagone partout dans le domaine des recherches en sciences de l'information à l'époque. Mais cela illustre les imbrications entre la culture de la Silicon Valley et les valeurs de la communauté de renseignement étasunienne.

Dans un document [extraordinaire](#) que l'on peut trouver sur le

14. data mining, NdT

15. Cyber Security Research Institute, NdT

16. Massive Digital Data Systems, MDDS, NdT

site web de l'université du Texas, Thuraisingham relate qu'entre 1993 et 1999, « *la Communauté du renseignement [CR] avait lancé un programme dénommé “Systèmes de données numériques massives*

¹⁷ *. J'étais responsable de ce programme pour la communauté du renseignement, au moment où je travaillais pour la MITRE Corporation* ». Le programme finançait 15 projets de recherche dans diverses universités, parmi lesquelles Stanford. Son objectif était le développement de « *technologies de gestion de données entre plusieurs téra-octets et plusieurs péta-octets de données* », y compris pour « *réaliser des requêtes de recherche, gérer les méta-données, gérer le stockage, et intégrer les données* ».

À l'époque, Thuraisingham était responsable scientifique pour la gestion des données et de l'information pour la MITRE, pour le compte de laquelle elle dirigeait les projets de recherche et développement auprès de la NSA, de la CIA, du laboratoire de recherche de l'US Air Force, ainsi que pour le *Commandement des systèmes de guerre spatiale et navale de la marine américaine* (SPAWAR) et le *Communications et commande électronique* (CECOM). Elle animait également des formations auxquelles assistaient des agents du gouvernement étasunien et des fournisseurs privés de la défense, sur l'exploration de données dans le domaine du contre-terrorisme.

Dans son article disponible sur le site de l'université du Texas, elle joint la copie d'un résumé du programme MDDS de la communauté du renseignement étasunien, qui fut présenté au *Symposium annuel de la collectivité du renseignement* de 1995. Ce résumé expose que les principaux soutiens du programme MDDS étaient les trois agences : la NSA, le bureau de R&D de la CIA, et le personnel de gestion communautaire (CMS) de la communauté du renseignement, qui travaille sous l'égide du directeur des renseignements centraux. Les administrateurs du programme – qui attribue des financements de l'ordre de 3 à 4 millions de dollars par tranche de 3 à 4 ans – étaient identifiés comme Hal Curran (NSA) ; Robert Kluttz

17. MDDS, voir plus haut pour l'acronyme, NdT

(CMS) ; Dr. Claudia Pierce (NSA) ; Dr. Rick Steinheiser (ORD – Le bureau de R&D de la CIA), et le docteur Thuraisingham elle-même.

Thuraisingham poursuit son article en répétant que le programme conjoint CIA-NSA finançait en partie Sergey Brin pour le développement du cœur de Google, au travers d'une dotation à Stanford, gérée par le superviseur de Brin, le Professeur Jeffrey D. Ullman :

En réalité, M. Sergey Brin, le fondateur de Google, a été financé en partie par ce programme, alors qu'il était étudiant doctorant à Stanford. Avec les conseils de son Professeur Jeffrey Ullman, et de mon collègue de la MITRE, le Dr. Chris Clifton [le responsable scientifique en technologie de l'information pour la MITRE], il a développé le Query Flocks System, qui apportait des solutions pour miner de grands volumes de données stockées en base. Je me souviens avoir visité Stanford avec le Dr. Rick Steinheiser de la Communauté du renseignement, et M. Brin arrivait en trombe sur des rollers, réalisait sa présentation, et repartait aussi vite qu'il était venu. La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, en septembre 1998, M. Brin nous a présenté son moteur de recherche, qui peu après devint Google.

Brin et Page enregistrent Google comme société en septembre 1998, le même mois de leur dernière présentation à Thuraisingham et à Steinheiser. *Query Flocks* figurait également dans le système de recherche « [PageRank](#) », breveté par Google, que Brin avait développé à Stanford dans le cadre du programme CIA-NSA-MDDS, et financé également par la NSF, IBM et Hitachi. Cette année-là, le Dr. Chris Clifton, qui travaillait sous la supervision de Thuraisingham pour développer le système *Query Flocks*, cosigna un papier de recherche avec le professeur Ullma, superviseur de Brin, et avec Rick Steinheiser de la CIA. Ce [papier](#) fut présenté à une confé-

rence académique sous le titre « *Découverte de connaissances dans un texte*¹⁸ ».

'Le financement du MDDS qui soutenait Brin était substantiel en terme de recherche de fonds, mais il restait sans doute en dessous d'autres sources de financement', ajoute Thuraisingham. 'La durée du financement de Brin fut de 2 années environ. Sur cette période de temps, mes collègues du MDDS et moi-même visitions Stanford pour rencontrer Brin et suivre ses progrès une fois par trimestre environ. Nous ne le supervisions pas vraiment, mais nous voulions suivre ses progrès, mettre le doigt sur les problèmes possibles, et lui apporter des suggestions. Lors de ces rencontres, Brin nous présentait l'état des recherches sur Query Flocks, et nous faisait des démonstrations du moteur de recherche Google'.

Il est donc établi que Brin faisait régulièrement état de ses travaux à Thuraisingham et à Steinheiser en développant Google.

MISE À JOUR du 2 février 2015 – 14h05 GMT :

Depuis la publication du présent article, le Professeur Thuraisingham a modifié son article, référencé ci-avant. La version modifiée par elle intègre une déclaration modifiée, suivie d'une copie de la version originale de sa description du MDDS. Dans cette version modifiée, Thuraisingham rejette l'idée selon laquelle la CIA aurait financé Google. Elle déclare à la place :

En réalité, le Professeur Jeffrey Ullman (de Stanford), mon collègue de la MITRE le Dr. Chris Clifton, accompagnés d'autres, développèrent le Query Flocks System, dans le cadre du MDDS, ce qui produisit des solutions

18. « *Knowledge Discovery in Text* », NdT

pour miner de gros volumes de données stockées en base. En outre, M. Sergey Brin, co-fondateur de Google, faisait partie du groupe de recherche du professeur Ullman à l'époque. Je me souviens m'être déplacée de manière régulière à Stanford, en compagnie du Dr. Rick Steinheiser, de la Communauté du renseignement, et M. Brin arrivait en trombe sur des rollers, réalisait sa présentation, et repartait aussi vite qu'il était venu. La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, en septembre 1998, M. Brin nous a présentés son moteur de recherche, qui peu après devint Google... On trouve également plusieurs inexactitudes dans l'article du Dr Ahmed (en date du janvier 2015)¹⁹. Par exemple, le programme MDDS ne constituait pas un programme 'confidentiel' comme le déclare le Dr. Ahmed ; il s'agissait d'un programme non classifié, qui apportait des financements à des universités étasuniennes. En outre, Sergey Brin ne faisait de compte rendu ni à moi, ni au Dr. Rick Steinheiser ; il nous faisait uniquement des présentations lors de nos déplacements au Département de sciences de l'information à Stanford au cours des années 1990. Autre point, le MDDS n'a jamais financé Google ; il a financé l'Université de Stanford.

Voilà, pas de différence factuelle substantielle entre les deux récits de Thuraisingham, si l'on met de côté son affirmation selon laquelle associer Sergey Brin au développement de Query Flocks est une erreur. Il est significatif que cette mention ne soit pas dérivée de ses propres connaissances, mais précisément du présent article citant un commentaire émis par un porte-parole de Google.

Mais quoi qu'il en soit, cette tentative étrange de dissocier Google du programme MDDS rate sa cible. Tout d'abord, le MDDS n'a jamais financé Google, pour la simple et bonne raison qu'au

19. il s'agit du présent article, NdT

cours des développements des composants au cœur du moteur de recherche de Google, aucune société n'était enregistrée sous ce nom. La subvention fut accordée au lieu de cela à l'université de Stanford, par l'entremise du Professeur Ullman, au travers duquel des fonds servirent à soutenir Brin alors qu'il co-développait Google. Deuxièmement, Thuraisingham ajoute que Brin ne lui a jamais 'fait de rapport', ni à Steinheiser pour la CIA, mais elle reconnaît qu'il 'nous faisait des présentations lors de nos déplacements au Département de sciences de l'information à Stanford au cours des années 1990'. Mais la frontière est floue, quant à savoir la différence entre 'faire des rapports' et réaliser une présentation détaillée – dans un cas comme dans l'autre, Thuraisingham confirme son intérêt poussé ainsi que celui de la CIA pour le développement de Google par Brin. Troisièmement, Thuraisingham décrit le programme MDDS comme 'non classifié', mais cela ne contredit en rien sa nature 'confidentielle'. Ayant travaillé plusieurs décennies comme fournisseur et conseillère en renseignement, Thuraisingham ne peut pas ignorer que les moyens sont nombreux pour catégoriser les renseignements, et notamment 'confidentiel mais non classifié'. De nombreux anciens fonctionnaires du renseignement étasunien à qui j'ai parlé m'ont déclaré que le manque presque total d'information publique au sujet du programme MDDS de la CIA et de la NSA indique que, quoique le programme ne soit pas classifié, il est probable que son contenu ait été considéré comme confidentiel, ce qui expliquerait les initiatives prises pour réduire la transparence du programme ainsi que son utilisation en retour dans le cadre des développements d'outils pour la communauté du renseignement étasunienne. Quatrième et dernier point, il importe de souligner que le résumé du MDDS, intégré par Thuraisingham dans son document du Texas, stipule clairement non seulement que le directeur du CMS du renseignement centralisé, la CIA et la NSA constituaient les surveillants du programme MDDS, mais aussi que les clients envisagés pour ce projet étaient 'le DoD, la Communauté du renseignement, et d'autres organisations gouvernementales' : le Pentagone, la communauté du

renseignement étasunienne, et d'autres agences du gouvernement étasunien apparentées. En d'autres termes, la dotation de fonds du MDDS à Brin au travers d'Ullman, sous la supervision de Thurasingham et de Steinheiser, exista principalement en raison de leur reconnaissance de l'utilité potentielle des travaux de développement de Google par Brin pour le Pentagone, la communauté du renseignement, et le gouvernement fédéral en général.

FIN de la mise à jour du 2 février 2015

De fait, le programme MDDS est référencé dans plusieurs articles co-signés par Brin et Page lors de leurs études à Stanford, soulignant précisément le rôle du programme en soutien à Brin dans le développement de Google. Dans leur [papier](#) de 1998, publié dans le bulletin du Comité technique de la société informatique sur l'ingénierie des données de l'IEEE, ils décrivent l'automatisation des méthodes d'extraction d'informations en provenance du web via la *Dual Iterative Pattern Relation Extraction*²⁰, le développement d'*« un classement mondial des pages web appelé PageRank »*, ainsi que l'utilisation de *PageRank* « pour développer un nouveau moteur de recherche appelé Google ». Dans une note de bas de page en ouverture, Sergey Brin confirme avoir été « *partiellement soutenu par le Programme de systèmes de données numériques massifs du Personnel de gestion communautaire, dotation NSF IRI-96-31952* » – ce qui confirme bien que les travaux de développement de Google par Brin étaient bien en partie financés par le programme CIA-NSA-MDDS.

Cette dotation du NSF identifiait le MDDS en marge : le résumé du projet [liste bien Brin](#) parmi les étudiants soutenus (sans mention du MDDS). La dotation du NSF à Larry Page était différente : elle mentionnait le financement par la DARPA et la NASA. Le rapport du projet, dont l'auteur était le Professeur Ullman, superviseur de Brin, poursuit dans la section « *Indicateurs de succès* » qu'*« il y*

20. extraction double et itérative de la relation entre motifs, NdT

a de nouvelles informations sur des jeunes pousses basées sur des recherches soutenues par le NSF ». Dans la section « *Impact du projet* », le rapport signale : « *En fin de compte, le projet google est devenu commercial, sous le nom Google.com* ».

Ce qu'en relate Thuraisingham, y compris dans sa version modifiée, démontre donc que le programme CIA-NSA-MDDS ne faisait pas que financer en partie Brin au travers de ses travaux de développement avec Larry Page pour développer Google, mais que des représentants des directions des renseignements étasuniens, parmi lesquels un fonctionnaire de la CIA, supervisaient l'évolution de Google tout au long de sa phase de pré-lancement, jusqu'à ce que la société soit prête à être créée officiellement. Google, dès lors, avait été rendu possible grâce à un montant « *significatif* » de financement de démarrage, et à la supervision du Pentagone : nommément, la CIA, la NSA, et la DARPA.

Le DoD n'a pas souhaité apporter de commentaires, malgré nos demandes.

Quand j'ai demandé au professeur Ullman de confirmer si oui ou non Brin avait été en partie financé par le programme MDDS émis par la communauté du renseignement, et si Ullman était au courant du fait que Brin informait régulièrement Rick Steinheiser, de la CIA, des progrès du développement du moteur de recherche Google, les réponses d'Ullman se firent évasives : « *Puis-je vous demander qui vous représentez et pourquoi vous vous intéressez à ces sujets ? Qui sont vos "sources" ?* » Il a également nié que Brin ait joué un rôle significatif dans le développement du systèmes *Query Flocks*, malgré la clarté du fait, établie par les articles de Brin, que ce dernier avait travaillé là-dessus lors du co-développement avec Page du système *PageRank*.

Quand j'ai demandé à Ullman s'il niait le rôle de la communauté du renseignement étasunien dans le soutien de Brin lors du développement de Google, il a répondu : « *Je n'ai pas l'intention de donner de l'importance à ces foutaises en les niant. Si vous ne m'exposez pas votre théorie, et ce que vous essayez de prouver, je*

n'ai pas la moindre intention de vous aider ».

Le [résumé du MDDS](#), publié sur le site de l'université du Texas, confirme que la justification du projet conjoint CIA-NSA était d'« *offrir des financements à des technologies de gestion de données à haut risque et à haut rendement* », parmi lesquelles des techniques de « *requêtage, navigation, et filtrage ; de traitement de transactions ; de méthodes et d'indexation des accès ; de gestion de métadonnées et de modélisation de données ; et d'intégration de bases de données hétérogènes* ; ainsi que du développement des architectures appropriées ». La vision ultime du programme était de « *proposer un accès intégré et une fusion de gros volumes de données, d'informations et de connaissances, dans un environnement hétérogène et temps réel* », pour que le Pentagone, la communauté du renseignement et potentiellement d'autres pans du gouvernement puissent l'utiliser.

Ces révélations se corrèlent aux affirmations de Robert Steele, ancien dirigeant de la CIA, et l'un des directeurs adjoints civils co-fondateurs du *Marine Corps Intelligence Activity*, (*Activité de renseignement du Corps des Marines*), que j'avais interviewé pour *The Guardian* l'année dernière au sujet des renseignements open source. Citant des sources de la CIA, Steele [avait déclaré](#) en 2006 que Steinheiser, un de ses collègues de longue date, constituait le lien principal entre la CIA et Google, et avait oeuvré aux premiers financements de la société informatique innovante. À l'époque, le fondateur de Wired, John Batelle, avait reçu cette [dénégation](#) de la part d'un porte-parole de Google, en réponse aux déclarations de Steele : « *Les affirmations concernant Google sont totalement fausses.* » Cette fois-ci, malgré de nombreuses demandes et de nombreuses conversations, aucun porte-parole de Google n'a souhaité apporter de commentaire.

MISE À JOUR du 22 janvier 2015 – 17h41
GMT : le directeur de la communication de
Google, m'a contacté, et m'a demandé d'insérer
la déclaration qui suit :

« Sergey Brin ne faisait pas partie du Programme Query Flocks à Stanford, et aucun de ses projets n'a jamais été financé par des organes de renseignement étasuniens. » Voici ce que j'ai répondu : « Ma réponse à votre déclaration serait la suivante : Brin lui-même, dans son propre papier, reconnaît un financement de la part du Community Management Staff du projet Massive Digital Data Systems (MDDS), financement qui fut octroyé au travers du NSF. Le MDDS constituait un programme de la communauté de renseignement établi par la CIA et la NSA. Je dispose également des propos du professeur Thuraisingham de l'université du Texas, enregistrés, comme je le précise dans mon article, où elle déclare avoir dirigé le programme MDDS pour le compte de la communauté du renseignement étasunienne ; elle précise également qu'elle-même ainsi que Rick Steinheiser de la CIA ont rencontré Brin tous les trois mois environ, sur une période de deux ans, pour qu'il leur fasse un suivi sur ses progrès dans le développement de Google et de Page-Rank. Que Brin ait travaillé sur Query Flocks ou non n'a rien à y voir. Dans ce contexte, peut-être que vous souhaiterez examiner les questions qui suivent : »

1. Google nie-t-elle que les travaux de Brin aient été en partie financés par le MDDS, au travers d'une dotation du NSF ?
2. Google nie-t-elle que Brin ait fait état régulièrement de ses travaux à Thuraisingham et Steinheiser, à peu près depuis 1996 et jusqu'en septembre 1998, moment où il leur a présenté le moteur de recherche Google ?

8 Prise de conscience totale de l'information

Le 3 novembre 1993, un appel à articles fut émis pour le MDDS, par le dirigeant des renseignements étasuniens Davia Charvoniai, directeur du bureau de coordination de la recherche et développement du CMS, sur une liste d'envoi [par email](#). La réaction de Tatu Ylonen (inventeur illustre du protocole de protection de données SSH (Secure Shell)) à ses collègues de la mailing-list fut de répondre : « *L'intérêt du chiffrement ? De quoi réfléchir à protéger vos données* ». Le courriel en question confirme également que la SAIC, fournisseur de défense et partenaire du *Highlands Forum*, [gérait le processus de soumission](#) du MDDS, ce dernier exigeant en effet que les résumés soient envoyés à Jackie Booth, du bureau de R&D de la CIA, via une adresse email appartenant à la SAIC.

En 1997, nous révèle Thuraisingham, peu de temps avant que Google ne devienne une société enregistrée, et alors qu'elle supervisait encore le développement du logiciel du moteur de recherche à Stanford, ses pensées se tournèrent vers les applications à la sécurité nationale du programme MDDS. Dans les remerciements de son livre *Web Data Mining and Applications in Business Intelligence and Counter-Terrorism (Exploration de données Web et applications en intelligence d'affaires et contre-terrorisme, 2003)*, Thuraisingham écrit qu'elle-même ainsi que le « *Dr. Rick Steinheiser de la CIA, avons commencé à discuter avec l'agence des projets de recherche avancée pour la défense sur l'application du 'data-mining' au contre-terrorisme* », une idée résultant directement du programme MDDS qui avait financé en partie Google. « *Ces discussions finirent par se concrétiser avec le programme EELD (Evidence Extraction and Link Detection²¹) en cours à la DARPA* ».

Ainsi donc, les mêmes personnes, dirigeant de la CIA pour l'un et fournisseur de la CIA et de la NSA pour l'autre, impliquées dans le financement d'amorçage de Google, examinaient au même mo-

21. Extraction de preuves et détection de liens, NdT

ment le rôle du « *data mining*²² », à des fins de contre-terrorisme, et développaient des idées d'outils concrétisés factuellement par la DARPA.

À ce jour, comme l'illustre son [éditorial récent dans le New York Times](#), Thuraisingham reste l'une des plus ardentess parmi les défenseurs des techniques de « *data-mining* » à des fins de contre-terrorisme, mais insiste également sur le fait que ces méthodes doivent être développées par le gouvernement en coopération avec des avocats en libertés publiques et des défenseurs de la vie privée, pour garantir que des procédures robustes seront en place, empêchant tout abus potentiel. Elle souligne, de manière accablante, qu'avec les quantités d'informations collectées à ce jour, le risque de faux positifs est élevé.

En 1993, alors que le programme MDDS se voyait lancé et géré par la société MITRE pour le compte de la communauté du renseignement établisseuse, le Dr. Anita K. Jones, informaticienne de l'Université de Virginie – sous mandat de la MITRE – fut admise au poste de directeur de la DARPA et responsable des recherches et de l'ingénierie pour le Pentagone. Elle avait figuré au conseil d'administration de la MITRE depuis 1988. De 1987 à 1993, [Jones](#) avait également figuré au conseil d'administration de la SAIC. En tant que nouvelle directrice de la DARPA de 1993, elle co-dirigeait également le *Highlands Forum* pour le compte du Pentagone, au moment du développement avant lancement de Google à Stanford sous le programme MDDS.

Ainsi, au moment où Thuraisingham et Steinheiser discutaient avec la DARPA des applications en contre-terrorisme des recherches du MDDS, Jones était donc directrice de la DARPA et co-présidente du *Highlands Forum*. Cette même année, Jones mit fin à ses fonctions à la DARPA pour retourner prendre son poste à l'université de Virginie. L'année suivante, elle rejoint le conseil d'administration de la National Science Foundation, qui venait bien sûr de financer

22. exploration de données, NdT

Brin et Page, et elle était également revenue au conseil d'administration de la SAIC. Quand elle quitta le DoD, le sénateur Chuck Robb fit à Jones l'éloge qui suit : « *Elle a rassemblé les communautés de la technologie et celles des opérations militaires, pour projeter dans le détail le maintien de la dominance étasunienne sur le champ de bataille du siècle à venir* ».

Richard N. Zare figurait au conseil d'administration de la National Science Foundation de 1992 à 1998 (y compris une courte période en tant que président à partir de 1996). C'était le moment où la NSF soutenait Sergey Brin et Larry Page en association avec la DARPA. En juin 1994, le professeur Zare, chimiste à Stanford, participa avec le professeur Jeffrey Ullman (superviseur des recherches de Sergey Brin), à un groupe soutenu par Stanford et par la National Research Council, (*Conseil national de recherche*), dont les discussions ciblaient le besoin pour les scientifiques de montrer les « *liens [de leurs travaux] avec les besoins nationaux* ». Le groupe rassemblait des scientifiques et des décideurs politiques, y compris des « *initiés de Washington* ».

Le programme EELD de la DARPA, inspiré par les travaux de Thuraisingham et Steinheiser sous la supervision de Jones, fut rapidement adapté et intégré à une suite d'outils servant à conduire une surveillance exhaustive sous l'administration Bush.

Selon le fonctionnaire Ted Senator de la DARPA, qui dirigea le programme EELD pour l'éphémère *Bureau de sensibilisation à l'information* de l'agence, EELD figurait parmi un panel de « *techniques prometteuses* » en préparation pour se voir intégrer « *dans le prototype de Système TIA* ». TIA était l'acronyme de *Total Information Awareness*²³, et constituait le programme mondial principal d'espionnage et de « *data mining* » déployé par l'administration Bush après le 11 septembre. TIA avait été monté par l'amiral John Poindexter, le conspirateur du dossier Iran-Contra, qui fut nommé

23. Sensibilisation totale à l'information, NdT

en 2002 par Bush pour diriger le nouveau *Bureau de sensibilisation à l'information*, rattaché à la DARPA.

Le Xerox Palo Alto Research Center²⁴, (PARC) figurait parmi les 26 sociétés (aux côtés de la SAIC) qui se sont vues octroyer des contrats en millions de dollars de la [DARPA](#) (les montants exacts de ces contrats restent à ce jour une information classifiée) sous Poindexter, afin de poursuivre le programme de surveillance TIA au delà de 2002. La recherche comprenait du « *profilage comportemental* », les « *détections, identifications et suivis* » d'activités terroristes, parmi d'autres projets d'analyse de données. À l'époque, c'est John Seely Brown qui était le directeur du PARC et son responsable scientifique. Brown comme Poindexter étaient des participants du *Highlands Forum* – Brown a continué d'y participer de manière soutenue jusque récemment.

Le programme TIA fut soi-disant arrêté en 2003, par suite d'une opposition publique, après avoir été exposé dans les médias, mais l'année suivante, Poindexter participa à une session du *Highlands Group* à Singapour, avec des fonctionnaires en défense et en sécurité du monde entier. Cependant, Ted Senator continua de gérer le programme EELD ainsi que d'autres projets de « *data-*



FIGURE 1.6 – Le Dr. Anita Jones, directrice de la DARPA de 1993 à 1997, et coprésidente du Highlands Forum pour le Pentagone de 1995 à 1997, période au cours de laquelle des fonctionnaires du programme CIA-NSA-MDSS finançaient Google, et époque des discussions avec la DARPA sur le sujet du data-mining à des fins contre-terroristes

24. Centre de recherche 'Xerox Palo Alto', NdT

mining » et d'analyses pour la DARPA jusqu'en 2006, année où il quitta la DARPA pour devenir vice-président de la SAIC. Il est à présent expert technique pour la SAIC/Leidos.

9 Google, la DARPA, et le chemin suivi par l'argent

Longtemps avant que n'apparaissent Sergey Brin et Larry Page, le département informatique de l'université de Stanford disposait déjà d'une relation de travail étroite avec les renseignements militaires étasuniens. En atteste [une lettre](#) en date du 5 novembre 1984, adressée par le professeur Edward Feigenbaum, expert membre du bureau d'intelligence artificielle si réputé, à Rick Steinheiser, qui précise les dernières directions prises par le projet de programmation heuristique de Stanford, et qui décrit Steinheiser comme membre du « *comité de direction en intelligence artificielle* ». À la même époque, [une liste](#) de participants à une conférence organisée par un sous-traitant, et soutenue par le *Bureau de la recherche navale*, (ONR), du Pentagone, voit figurer le nom de Steinheiser comme participant sous la désignation « *OPNAV Op-115* » — ce qui désigne le programme du *Bureau du Chef des opérations navales*, en disponibilité opérationnelle ; cette instance a joué un rôle majeur dans le déploiement de systèmes numériques pour l'armée.

Depuis les années 1970, le professeur Feigenbaum et ses collègues ont assuré le fonctionnement du projet de programmation heuristique de Stanford [sous contrat](#) de la DARPA, et [cela s'est poursuivi](#) dans les années 1990. Feigenbaum à lui seul a touché [plus de 7 millions de dollars](#) en contrepartie de ses travaux pour DARPA, sans compter les fonds provenant du NSF, de la NASA ou de l'ONR.

Le professeur Jeffrey Ullman, responsable de Brin à Stanford, travaillait en 1996 pour un projet financé notamment par l'*'Intelligent Integration of Information Program*, ([Programme d'intégration in-](#)

telligente de l'information) de la DARPA. Cette même année, Ullman co-présidait également des rencontres soutenues par la DARPA sur le sujet des échanges de données entre systèmes multiples.

En septembre 1998, le mois même où Sergey Brin informait Steinheiser et Thuraisingham – représentants des renseignements étasuniens – les entrepreneurs en technologie, Andreas Bechtolsheim et David Cheriton investissaient chacun 100 000 dollars dans Google. Chacun de ces deux investisseurs avait des liens avec la DARPA.

Bechtolsheim, étudiant doctorant en génie électrique à Stanford dans les années 1980, avait vu son projet innovant de station de travail SUN *financé* par la DARPA et par le département informatique de Stanford – cette recherche constitua le socle sur lequel Bechtolsheim bâtit *Sun Microsystems*, qu'il cofonda avec William Joy.

Quant au second investisseur de Google, David Cheriton, il s'agit d'un professeur d'informatique de Stanford, en poste depuis longtemps, qui présente des relations encore plus étroites avec la DARPA. *Sa biographie*, disponible auprès de l'université d'Alberta – qui lui a décerné en novembre 2014 un doctorat honorifique en science – mentionne que « *les recherches [de Cheriton] ont été soutenues par l'agence américaine pour les projets de recherche avancée en matière de défense (DARPA), depuis plus de 20 ans* ».

Dans l'intervalle, Bechtolsheim avait quitté *Sun Microsystems* en 1995, pour fonder *Granite Systems* conjointement avec Cheriton, son co-investisseur dans Google. Ils ont revendu *Granite* à *Cisco Systems* en 1996, tout en conservant des parts importantes de la société *Granite*, et en prenant des postes de direction chez *Cisco*.

Un courriel obtenu dans le *Corpus Enron* (il s'agit d'une base de données de 600 000 courriels, récupérée par la *Commission fédérale de régulation de l'énergie*, et ouverte à l'accès public), qui invite des dirigeants d'Enron à participer au *Highlands Forum*, révèle que les dirigeants de *Cisco* et de *Granite* sont intimement connectés au Pentagone. Le courriel révèle qu'en mai 2000, William Joy, par-

tenaire de Bechtolsheim et co-fondateur de *Sun Microsystems* – et qui était alors responsable scientifique et PDG de la société – avait participé au *Forum* pour discuter d'informatique moléculaire et nanotechnologie.

En 1999, Joy avait également co-présidé le *Comité consultatif aux technologies de l'information auprès du président*, supervisant la rédaction d'un rapport qui relatait que la DARPA avait : « ...revu ses priorités dans les années 90, afin que l'ensemble des financements informatiques soit évalué selon le critère du bénéfice que pouvait en tirer le combattant²⁵ » Puis, au fil des années 1990, les financements de la DARPA vers Stanford, y compris celui de Google, concernaient explicitement des technologies qui pouvaient renforcer les opérations de renseignement militaires du Pentagone sur les théâtres de guerre.

Le rapport présidé par Joy recommanda d'augmenter les financements gouvernementaux émis par le Pentagone, la NASA, et d'autres agences, à destination du secteur informatique. Greg Papadopoulos, un autre collègue de Bechtolsheim, à l'époque directeur technique de *Sun Microsystems*, avait également assisté à une rencontre du *Highlands Forum* au Pentagone en septembre 2000.

En novembre, le *Highlands Forum* invita Sue Bostrom à une session tenue au Pentagone, elle était vice-présidente internet de Cisco, et avait sa place au conseil d'administration aux côtés des co-investisseurs de Google, Bechtolsheim et Cheriton. Le *Forum* avait également invité Lawrence Zuriff, alors associé directeur chez *Granite*, qui venait d'être vendu par Bechtolsheim et Cheriton à *Cisco*. Zuriff, précédemment, avait été embauché par la SAIC de 1993 à 1994, y travaillant avec le Pentagone sur les sujets de sécurité nationale, en particulier avec l'*Office of Net Assessment*, (*Bureau de la mise en recouvrement nette*), de Marshall. En 1994, la SAIC et l'ONA étaient, bien entendu, tous les deux impliqués dans la

25. warfighter, NdT

co-constitution du *Highlands Forum* au Pentagone. Parmi les productions de Zuriff – alors qu'il travaillait pour la SAIC, on trouve un papier dont le titre est « *Comprendre la guerre de l'information* »²⁶, qui fut présenté à une table ronde de l'armée étasunienne soutenue par la SAIC, dans le cadre de la Révolution des affaires militaires.

Après l'enregistrement comme société de Google, la société reçut 25 millions de dollars en fonds propres en 1999, par Sequoia Capital et Kleiner Perkins Caufield & Byers. Si l'on en croit *Homeland Security Today*, « *Certaines des jeunes pousses financées par Sequoia ont obtenu des contrats avec le Département de la défense, surtout après le 11 septembre, quand Mark Kvamme, de Sequoia, rencontra le Secrétaire de la défense Donald Rumsfeld pour discuter l'application des technologies émergentes au combat et à la collecte de renseignements* ». De la même manière, Kleiner Perkins avait développé une « *relation de proximité* » avec In-Q-Tel, la société de capital risque de la CIA qui finance les jeunes pousses « *pour faire progresser les technologies 'prioritaires' apportant de la valeur* » à la communauté du renseignement.

John Doerr, qui géra l'investissement Kleiner Perkins chez Google, et prit une place au conseil d'administration de cette dernière, était l'un des premiers gros investisseurs de la société de Becholshtein, *Sun Microsystems*, dès son lancement. Lui-même et son épouse Anne sont les deux principaux financeurs du *Rice University's Center for Engineering Leadership* (RCEL), qui a reçu en 2009 16 millions de dollars de la DARPA pour son programme de *R&D informatique universel platform-aware-compilation-environment*²⁷, (PACE). Doerr présente également une relation proche avec l'administration Obama, à qui il a conseillé peu après qu'elle entre en fonction d'accroître les financements du Pentagone à l'industrie tech-

26. « *Understanding Information War* », NdT

27. Environnement de compilation de la plateforme R&D informatique universelle, NdT

nologique. En 2013, à la [conférence Fortune Brainstorm TECH](#), Doerr avait applaudi « *la manière dont la DARPA avait financé le GPS²⁸, la CAO²⁹, la plupart des principaux départements en science de l'information, et bien entendu, l'Internet.* »

En d'autres termes, dès sa conception, Google fut incubée, couvée et financée par des intérêts directement affiliés ou étroitement alignés avec la communauté du renseignement étasunienne : on en trouve un grand nombre dans le *Highlands Forum*, émanation du Pentagone.

10 Google capture le Pentagone

En 2003, Google a commencé à personnaliser son moteur de recherche sous un [contrat spécial](#) avec la CIA, pour le *Bureau de gestion d'Intelink* de cette dernière, « *pour superviser des intranets top-secrets ainsi que des intranets secrets et sensibles, mais non classifiés, de la CIA et d'autres agences* », selon *Homeland Security Today*. Cette même année, des financements de la CIA se voyaient également « *discrètement* » routés au travers de la National Science Foundation, vers des projets qui pourraient aider à créer « *de nouvelles capacités de lutte contre le terrorisme, par des technologies avancées* ».

L'année suivante, Google racheta la société *Keyhole*, qui avait au départ été financée par *In-Q-Tel*. En s'appuyant sur *Keyhole*, Google commença le développement du logiciel de cartographie satellite derrière *Google Earth*. Anita Jones, ex directrice de la DARPA et ex-coprésidente du *Highlands Forum*, figurait au [conseil d'administration](#) d'*In-Q-Tel* à l'époque, et y figure toujours à ce jour.

Puis, en novembre 2005, *In-Q-Tel* avisa qu'elle vendait pour 2,2 millions de dollars d'actions Google. La relation entre Google et les

28. le système de géo-positionnement par satellite, NdT

29. conception assistée par ordinateur, NdT

renseignements étasuniens fut encore plus mise en évidence quand un [sous-traitant en informatique](#) déclara – lors d'une conférence à huis clos entre professionnels du renseignement, tenue à Washington DC – en précisant qu'il ne voulait pas que son nom soit cité, qu'au moins une agence de renseignement étasunienne travaillait à « *mettre à profit la surveillance des données [des utilisateurs] de Google* » dans le cadre de travaux visant à collecter des données dans « *l'intérêt des renseignements pour la sécurité nationale* ».

Une [photo](#), publiée sur Flickr, et datée du mois de mars 2007, révèle que Peter Norvig, directeur de recherche et expert en intelligence artificielle pour Google, a assisté à une rencontre du *Highlands Forum*, émanation du Pentagone, cette année-là, à Carmel (Californie). La proximité de la relation entre Norvig et le *Forum* depuis cette année 2007 est également corroborée par son rôle d'invité à établir la liste de lecture du *Forum* pour 2007.

La photo ci-après montre Norvig en conversation avec Lewis Shepherd, à l'époque directeur technique de l'*agence de renseignements de la défense*³⁰, [responsable](#) des enquêtes, approbations et de la définition des architectures de « *tous les nouveaux systèmes et acquisitions matériels/logiciels pour la Global Defense Intelligence IT Enterprise* », y compris les « *technologies big data* ». Shepherd travaille à présent chez Microsoft. Norvig fut chercheur en informatique à l'université de Stanford en 1991, avant de rejoindre la société de Bechtolsheim, *Sun Microsystems*, au poste de directeur de recherche, jusqu'en 1994, après quoi il prit la direction de la *division des sciences de l'information* de la NASA.

Norvig apparaît sur le [profil Google Plus](#) d'O'Neill comme l'un de ses proches contacts. Si l'on parcourt le reste des connections Google Plus d'O'Neill, on peut constater qu'il est directement connecté non seulement à un grand nombre de dirigeants de Google, mais également à certains des plus grands noms de la communauté technologique étasunienne.

30. Defense Intelligence Agency, NdT



FIGURE 1.7 – Lewis Shepherd (à gauche), alors directeur des technologies de l'agence de renseignement de la Défense, rattachée au Pentagone, en discussion avec Peter Norvig (à droite), expert reconnu en intelligence artificielle et directeur de recherche pour Google. Cette photo provient d'une rencontre du Highlands Forum tenue en 2007

Parmi ces contacts, on compte Michele Weslander Quaid, anciennement employée par la CIA et anciennement fonctionnaire du renseignement pour le Pentagone, à présent directrice technologique de Google, pour lequel elle développe les [programmes « les mieux adaptés aux besoins des agences gouvernementales »](#) ; Elizabeth Churchill, directrice des expériences utilisateur pour Google ; James Kuffner, expert en robotique humanoïde qui dirige à présent la division robotique de Google et qui a lancé le terme de « *robotique du cloud* » ; Mark Drapeau, directeur de l'innovation pour le secteur public pour Microsoft ; Lili Cheng, directeur général aux

expériences sociales futures pour Microsoft³¹ ; Jon Udell, « *évangéliste* » Microsoft ; Cory Ondrejka, vice-président de l'ingénierie pour Facebook ; pour n'en nommer que quelques-uns.

En 2010, Google signait un [contrat sans appel d'offre](#), pour un montant de plusieurs milliards de dollars, avec l'agence soeur de la NSA : *la National Geospatial-Intelligence Agency*³², (NGA). Il s'agissait d'utiliser Google Earth à des fins de visualisation pour la NGA. Google avait développé le logiciel derrière Google Earth en achetant Keyhole à In-Q-Tel, société de capital-risque de la CIA.

Puis, l'année suivante, en 2011, Michele Quaid, qui figure également parmi les contacts Google Plus d'O'Neill – qui a occupé des postes de direction à la NGA, au National Reconnaissance Office et à l'Office of the Director of National Intelligence – quitta ses fonctions auprès du gouvernement pour devenir « *évangéliste pour l'innovation* » de Google et contact principal pour la recherche de contrats avec le gouvernement. Le dernier poste en date de Quaid, avant qu'elle ne rejoigne Google, fut celui de représentant en chef du directeur des renseignements nationaux auprès du groupe de travail du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance,³³, et conseillère en chef au sous-secrétaire à la défense pour le directeur du renseignement auprès de l'*organisme de soutien aux forces interarmées et de coalition*³⁴. Chacun de ces deux postes impliquait, à cœur, des opérations informationnelles. En d'autres termes, avant de passer chez Google, Quaid avait travaillé de manière très proche avec le sous-secrétaire à la défense délégué aux renseignements, dont le *Highlands Forum* dépend. Quaid elle-même a également participé au *Forum*, même si je n'ai pas réussi à confirmer dans le détail quand ni à quelle fréquence.

En mars 2012, [Regina Dugan](#), alors directrice de la DARPA – et à ce titre également co-présidente du Highlands Forum – suivit

31. Future Social Experiences (FUSE), NdT

32. Agence nationale du renseignement géospatial

33. Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance Task Force, NdT

34. Joint and Coalition Warfighter Support (J&CWS), NdT

sa collègue Quaid chez Google, et y prit le poste de direction du nouveau *groupe aux technologies et projets avancés*. Alors qu'elle était en fonction au Pentagone, Dugan travaillait sur les sujets stratégiques de la cyber sécurité et des réseaux sociaux, entre autres choses. Elle était responsable de recentrer « une part croissante » des travaux de la DARPA « vers la recherche de capacités offensives répondant aux besoins spécifiques des armées », garantissant 500 millions de dollars de financements gouvernementaux aux *cyber-recherches* de la DARPA pour la période 2012-2017.



FIGURE 1.8 – Regina Dugan, ex-directrice de la DARPA et ex-coprésidente du Highlands Forum, devenue l'une des dirigeantes de Google . . faisant de son mieux pour paraître dans le vent

En novembre 2014, James Kuffner, responsable de l'expertise en intelligence artificielle et en robotique pour Google, participait, aux côtés d'O'Neill, aux *Highlands Island Forum 2014* à Singapour, pour explorer les « *avancées en robotique et en intelligence*

artificielle : implications pour la société, la sécurité et les conflits ». L'événement rassemblait 26 participants en provenance d'Autriche ; d'Israël ; du Japon ; de Singapour ; de Suède ; du Royaume-Uni et des USA, tant du monde de l'industrie que des gouvernements. Mais l'association de Kuffner avec le Pentagone remonte à bien plus loin. En 1997, Kuffner menait des recherches sur un projet de robots mobiles autonomes reliés en réseau, dans le cadre de son doctorat de Stanford, sous financement du Pentagone, et avec le soutien de la DARPA et de l'US Navy.

11 Rumsfeld et la surveillance permanente

On constate que nombreux sont les hauts dirigeants de Google qui sont affiliés au *Highlands Forum*, et qu'il s'agit d'une observation répétée et continue tout au long de la croissance de Google sur la décennie passée. L'incubation de Google par la communauté du renseignement étasuniene, depuis sa fondation même, s'est réalisée au travers d'un soutien direct, et au travers de réseaux informels d'influence financière, eux-mêmes fortement alignés sur les intérêts du Pentagone.

Le *Highlands Forum* lui-même a fait usage de la relation informelle, cultivée dans ces réseaux privés, pour agglomérer les secteurs de la défense et de l'industrie, en permettant la fusion des intérêts privés et des intérêts militaires, par l'expansion de l'appareil de surveillance clandestin, le tout au nom de la sécurité nationale. Le pouvoir exercé par ce réseau obscur représenté dans le *Forum* peut quand même se mesurer, de par l'impact qu'il eut au cours de l'administration Bush : il joua alors un rôle direct dans l'écriture même des stratégies et doctrines derrière les travaux étasuniens visant à établir « *la supériorité de l'information* ».

O'Neill confirma en décembre 2001 que les discussions stratégiques au *Highlands Forum* servaient directement à alimenter la revue stratégique d'Andrew Marshall pour le DoD, qui avait été

demandée par le président Bush et par Donald Rumsfeld, pour mettre à jour les armées, intégrer la revue de défense quadriennale – et lors de quelques-unes des premières sessions du *Forum* on avait « été amené à écrire des politiques, des stratégies et des doctrines au nom du DoD, à destination des services de guerre de l'information ». Ce processus d'« écriture » des politiques de guerre de l'information du Pentagone « fut réalisé en collaboration avec les personnes qui avaient une compréhension différente de l'environnement – pas uniquement des citoyens étasuniens, mais également des citoyens étrangers, et des personnes qui développaient des systèmes d'information en entreprise ».

Les doctrines de guerre de l'information post 11 septembre du Pentagone furent, on le voit, écrites non seulement par des fonctionnaires de la sécurité nationale étasunienne et par des étrangers, mais également par des entités privées puissantes, établies dans les secteurs de la défense et de la technologie.

En avril de la même année, le général James McCarthy terminait sa [revue](#) de transformation de la défense demandée par Rumsfeld. Son rapport soulignait de manière répétée le côté indispensable de la surveillance de masse à la transformation du DoD. Quant à Marshall, son [rapport](#) complémentaire à destination de Rumsfeld allait développer un schéma directeur définissant l'avenir du Pentagone à l'« âge de l'information ».

O'Neill affirma également qu'afin de développer la doctrine de la guerre de l'information, le *Forum* avait tenu des [discussions complètes](#) sur la surveillance électronique et « ce qui constitue un acte de guerre dans un environnement informationnel ». Des articles sur la politique de défense des Etats-Unis, rédigés à la fin des années 1990 par les consultants John Arquilla et David Ronfeldt, tous deux membres de longue date du *RAND Highlands Forum*, ont été produits « à la suite de ces réunions », explorant les dilemmes politiques quant à l'objectif de « supériorité de l'information ». « Un truc qui choquait le grand public aux États-Unis, c'est que nous

*n'allions pas nous servir sur les comptes*³⁵ *de Milosevic, alors que techniquement, nous avions la capacité électronique de le faire* », commenta O'Neill.³⁶

Malgré le fait que le processus de R&D encadrant la stratégie de transformation du Pentagone reste classifié, on peut tout de même glaner la teneur des discussions qui se tenaient à l'époque au DoD en examinant une monographie de recherche de l'*Ecole des hautes études militaires de l'armée américaine*³⁷, apparaissant dans *Military Review*, le journal du DoD, et dont l'auteur est un agent du renseignement actif de l'armée.

« *L'idée d'une surveillance permanente en tant que possibilité de transformation a circulé dans la communauté du renseignement nationale et au Département de la défense (DoD) depuis au moins trois ans* », dit le papier, en référence à l'étude de transformation mandatée par Rumsfeld.

Le papier de l'armée poursuivait en passant en revue une suite de documents militaires officiels de haut niveau, parmi lesquels un document émis par le *Bureau du président des chefs d'État-Major interarmées*³⁸, montrant que la « *surveillance permanente* » constituait un thème central de la vision centrée sur l'information de la politique de la défense, partout au Pentagone.

Nous savons désormais que deux mois tout juste avant l'allocution d'O'Neill à Harvard en 2001, sous le programme TIA, le président Bush avait autorisé *en secret* l'espionnage intérieur des habitants étasuniens par la NSA, sans mandat de la Justice, dans ce qui semble avoir constitué une modification hors la loi du projet de « *data-mining* » ThinThread – comme *révélé ultérieurement* par

35. bancaires, NdT

36. Déclaration « *savoureuse* » à la lumière du fait que Milosevic ne fut jamais reconnu coupable par la Cour pénale internationale, et de *la farce qu'y constitua son acte d'accusation* – mais c'est une autre histoire, NdT

37. US Army School of Advanced Military Studies

38. Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, NdT

William Binney et Thomas Drake, deux lanceurs d'alertes venus de la NSA.

12 Le noyau espionnage-jeune pousse

À partir d'ici, la SAIC, partenaire du *Highlands Forum*, joua un rôle clé dès le début du déploiement réalisé par la NSA. Peu après le 11 septembre, Brian Sharkey, responsable technologique pour l'ELS3 Sector de la SAIC (qui s'intéresse en particulier aux systèmes informatiques de réponse aux urgences), s'est allié avec John Poindexter pour mettre en avant le programme de surveillance TIA. [Sharkey](#), de la SIAC, avait auparavant tenu le poste de directeur adjoint du [bureau des systèmes d'information](#) de la DARPA, dans les années 90.

Et à peu près à la même époque, [Samuel Visner](#), vice-président aux développements dédiés aux entreprises de la SAIC, devint le directeur des programmes de renseignement des signaux de la NSA. La SAIC figurait alors au sein d'un consortium qui se vit octroyer un contrat de 200 millions de dollars pour développer l'un des systèmes d'espionnages secrets de la NSA. En 2003, Visner retourna à la SAIC en tant que directeur de planification stratégique et du développement des affaires du groupe de renseignement de la firme.

Toujours la même année, la NSA consolida son [programme TIA](#) de surveillance électronique sans mandat, pour garder « *la trace des individus* » et comprendre « *comment ils se comportent selon des modélisations* », en établissant des profils à risque des citoyens étasuniens et étrangers. TIA y parvenait en intégrant des bases de données du domaine de la finance ; du monde du voyage ; des dossiers médicaux ; des dossiers de formations ; et d'autres bases de données encore, aggrégées dans une « *immense base de données virtuelle centralisée* ».

C'est encore cette même année que l'administration Bush éta-

blit sa notoire [feuille de route des opérations en information](#)³⁹. Décrivant l'internet comme un « *système d'armement vulnérable* », cette feuille de route poussée par Rumsfeld plaiddait pour que la stratégie du Pentagone « soit fondée sur l'axiome voulant que le Département [de la défense] 'combattra le net' de la même manière qu'il combattrait un système d'armement ennemi ». Les USA devaient viser « un contrôle aussi large que possible » du « *spectre entier des systèmes de communication en émergence au niveau mondial, ainsi que des capteurs et systèmes d'armement* », plaide le document.

L'année suivante, John Poindexter, qui avait proposé et mis en œuvre le programme de surveillance TIA alors qu'il était en poste à la DARPA, assistait à l'instance du *Highlands 2004 Island Forum* à Singapour. On comptait parmi les autres participants Linton Wells, co-président du *Highlands Forum* et DSI du Pentagone ; John Rendon, le président du bien connu fournisseur du Pentagone en matière de guerre de l'information ; Karl Lowe, directeur du *centre de commandement de la division des combats avancés interarmées*⁴⁰ ; le vice-Maréchal de l'armée de l'air Stephen Dalton, en charge des compétences de supériorité informationnelle au ministère anglais de la défense ; le lieutenant général Johan Kihl, chef d'État-Major du commandement suprême des forces armées suédoises ; et d'autres encore.

Depuis 2006, la SAIC s'est vue octroyer un contrat de plusieurs millions de dollars par la NSA, en vue de développer un vaste projet de « *data-mining* » appelé « [ExecuteLocus](#) », malgré l'énorme échec à 1 milliards de dollars de son contrat précédent, « *Trailblazer* ». Les composants centraux de TIA se sont vus « *discrètement prorogés* » sous « *de nouveaux noms de code* », selon [Shane Harris](#) du Foreign Policy, mais leur fonctionnement était dissimulé « *der-*

39. Information Operations Roadmap, NdT

40. Joint Forces Command (JFCOM) Joint Advanced Warfighting Division, NdT

rière le voile que constitue la confidentialité des budgets de renseignement ». Le nouveau programme de surveillance, à partir de ce stade, ne dépendait plus de la DARPA mais de la NSA.

Toujours en 2006 se tint à Singapour un autre *Island Forum*, dirigé par Richard O'Neill, qui y représentait le Pentagone. Cette session reçut comme invités des hauts fonctionnaires des USA, du Royaume-Uni, d'Australie, de France, d'Inde et d'Israël. Parmi les participants, on comptait également des techniciens et ingénieurs de Microsoft, d'IBM, ainsi que [Gilman Louie](#), associé de la société Alsop Louie Partners – spécialisée en investissements technologiques.

Gilman Louie est un ancien PDG d'In-Q-Tel – la société de la CIA qui investit surtout dans des jeunes pousses développant une technologie de « *data-mining* ». In-Q-Tel se vit fondée en 1999 par la direction de la CIA aux sciences et technologies, dont dépendait le Bureau de R&D (l'ORD) – que l'on retrouvait, souvenez-vous, derrière le programme MDDS qui finança Google. L'idée en était à ce stade de remplacer les fonctions jusqu'alors gérées par l'ORD, en activant le secteur privé, afin qu'il développe les solutions informatiques pour la communauté du renseignement dans son ensemble.

Louie avait dirigé In-Q-Tel de 1999 à janvier 2006 – il occupait donc ce poste quand Google acheta Keyhole, le logiciel de cartographie satellite financé par In-Q-Tel. On trouvait au conseil d'administration d'In-Q-Tel à cette même époque Anita Jones, ancienne directrice de la DARPA et co-présidente du *Highlands Forum* (jusqu'à ce jour) ; [William Perry](#), membre fondateur du conseil d'administration : l'homme qui avait mandaté O'Neill pour monter le *Highlands Forum* au tout début. Aux côtés de Perry, John Seely Brown, travaillant également pour In-Q-Tel et également membre fondateur du conseil d'administration – il était à l'époque directeur scientifique chez *Xerox Corp* et directeur du *Palo Alto Research Center* (PARC) (une division de Xerox) entre 1999 et 2002 : ce dernier personnage constitue également un membre haut-placé du *Highlands Forum*, et ce depuis son lancement.

Derrière In-Q-Tel, on trouve donc la CIA, mais également le FBI, la NGA, ainsi que l'agence de renseignements de la défense, parmi d'autres agences. Plus de 60% des investissements réalisés par In-Q-Tel sous le mandat de Louie furent alloués à « *des sociétés spécialisées dans la collecte automatisée, et à la classification d'océans de données* », si l'on en croit [News21](#), de la Medill School of Journalism. Cette dernière a également noté que Louie en personne a reconnu qu'il n'était pas possible d'établir « *que les libertés publiques et privées soient protégées* » avec ces données utilisées par le gouvernement « *à des fins de sécurité nationale* ».

La [retranscription](#) faite par Richard O'Neill du séminaire, tenu fin 2001 à Harvard, établit que le *Highlands Forum*, affilié au Pentagone, avait embauché Gilman Louie bien avant que le *Island Forum* n'en fasse autant. De fait, Louie rejoignit le premier juste après le 11 septembre, pour explorer « *ce qui se passait avec In-Q-Tel* ». Cette session du *Forum* s'était intéressée aux méthodes permettant de « *tirer bénéfice de la rapidité du marché commercial, jusqu'à présent absente de la communauté scientifique et technologique de Washington* » et d'en comprendre « *les implications pour le DoD en terme de revue stratégique, ainsi que pour le QDR, les décisions du Congrès, et les autres parties prenantes* ». On comptait parmi les participants à cette session « *des dirigeants militaires* » ; des commandants des forces combattantes ; des officier généraux supérieurs ; des gens de l'industrie de la défense et divers représentants des USA, parmi lesquels un membre républicain du Congrès William Mac Thornberry et le sénateur Joseph Lieberman.

Thornberry comme Lieberman constituent des ardents soutiens à la surveillance de la NSA, et ont constamment œuvré à mobiliser des soutiens aux lois pro-guerre et pro-surveillance. Les commentaires d'O'Neill indiquent que le rôle du *Forum* ne se limite pas à « *uniquement* » permettre aux sous-traitants privés d'écrire les politiques du Pentagone ; il s'agit également de mobiliser un soutien politique aux politiques gouvernementales adoptées au travers du réseautage informel fantôme que permet le *Forum*.

O'Neill a dit et répété devant son public à Harvard que son travail en tant que président du *Forum* était de cadrer des études de cas provenant de sociétés du secteur privé, comme eBay et Human Genome Sciences, pour établir les fondements de la « *supériorité de l'information* » étasunienne – « *comment dominer* » le marché de l'information – et utiliser ces travaux comme leviers pour « *faire ce que le président et le secrétaire de la défense veulent afin de transformer le DoD et la revue stratégique* ».

En 2007, un an après la rencontre du *Island Forum* à laquelle assistait Gilman Louie, Facebook recevait son deuxième tour de table, établi à 12,7 millions de dollars, de la part d'Accel Partners. Accel était dirigé par James Breyer, ancien président de la *National Venture Capital Association* (NVCA)⁴¹, au conseil d'administration duquel figure également Louie en plus de ses fonctions à In-Q-Tel. Louie comme Breyer avaient également tous les deux figuré au conseil d'administration de [BBN Technologies](#) – qui avait recruté Anita Jones, l'ex-dirigeante de la DARPA et mandataire d'In-Q-Tel.

Le tour de table de Facebook de 2008 fut dirigé par Greylock Venture Capital, qui apporta 27,5 millions de dollars. Parmi les associés dirigeants de cette société, on trouve Howard Cox, qui fut lui aussi président de la NVCA, et qui a sa place au conseil d'administration d'In-Q-Tel. Outre Breyer et Zuckerberg, le seul autre membre du conseil d'administration est Peter Thiel, cofondateur de Palantir, sous-traitant en défense, qui vend toute une gamme de technologies de « *data-mining* » et de visualisation au gouvernement étasunien, aux agences militaires et de renseignement, y compris la NSA et le FBI, et qui fut elle-même biberonnée par les membres du *Highlands Forum* jusqu'à devenir viable financièrement.

Thiel et Alex Karp, les co-fondateurs de Palantir, firent connaissance de John Poindexter en 2004, selon [Wired](#), la même année que

41. association nationale de capital risque, NdT

celle où Poindexter participa au *Highlands Island Forum* à Singapour. Ils se rencontrèrent au domicile de Richard Perle, un autre acolyte d'Andrew Marshall. Poindexter ouvrit des portes à Palantir, et contribua à assembler « une légion de défenseurs en provenance des strates les plus influentes du gouvernement ». Thiel avait également rencontré Gilman Louie d'In-Q-Tel, pour s'assurer du soutien de la CIA lors de cette phase préparatoire.

Et la boucle est bouclée. Des programmes de « *data-mining* » comme ExecuteLocus et des projets qui lui sont reliés, développés au cours de cette période, constituèrent manifestement le socle des nouveaux programmes finalement dévoilés par Edward Snowden. Au moment où Facebook recevait ses financements de Greylock Venture Capital, en 2008, les documents et le témoignage du lanceur d'alerte confirmaient que la NSA était en train de [ressusciter le projet TIA](#), avec un centrage sur le « *data-mining* » d'Internet, réalisé par une supervision totale des e-mails, des messages textes et de la navigation web.

Nous savons également, grâce à Snowden, que le système d'exploitation « *Digital Network Intelligence* » [XKeyscore](#), de la NSA, a été conçu pour permettre aux analystes de rechercher non seulement dans les bases de données internet comme les emails, les messageries instantanées et les historiques de navigation, mais également dans les services téléphoniques, les conversations vocales, les transactions financières et les communications mondiales de transport aérien – en réalité, l'ensemble de la grille de télécommunication mondiale. La SAIC, partenaire du *Highlands Forum*, a joué un rôle clé, parmi d'autres sous-traitants, dans la [production](#) et l'[administration](#) du système XKeyscore de la NSA : on l'a trouvée récemment impliquée dans le [piratage par la NSA](#) du réseau privé Tor.

Le *Highlands Forum*, émanation du Pentagone, fut donc intimement impliqué dans toutes ces réalisations, non seulement en tant que réseau, mais aussi de manière très directe. Le DSI du Pentagone, Linton Wells, alors vice-président du *Forum*, déclara

en 2009 au magazine *FedTech* qu'il avait supervisé le déploiement par la NSA « *l'été précédent, d'une architecture à long terme, impressionnante, qui allait apportait un niveau de sécurité de plus en plus évolué jusqu'en 2015 environ* », ce qui vient confirmer son rôle central dans l'expansion de l'appareil de surveillance mondiale tenu par les USA.

13 La connexion à Goldman Sachs

Quand j'ai questionné Wells quant au rôle d'influence du *Forum* sur la surveillance de masse des USA, il m'a uniquement répondu ne pas souhaiter faire de commentaires, et ne plus diriger le groupe.

Wells ne figurait plus au gouvernement, on pouvait s'y attendre – mais ses connections au *Highlands* ne se sont pas dénouées. Depuis septembre 2014, après avoir livré son décisif livre blanc sur la transformation du Pentagone, il a rejoint la *Cyber Security Initiative* (CySec) du *Monterey Institute for International Studies*, (Institut d'études internationales de Monterey), (MIIS), sous le titre d'agrégé de recherche⁴².

Tristement, ce ne fut pas une simple manière de s'occuper pendant sa retraite. Sa nouvelle nomination souligna la nouvelle conception de la guerre de l'information par le Pentagone : il ne s'agit plus uniquement de surveillance, il s'agit d'exploiter la surveillance pour influencer le gouvernement d'un côté, et l'opinion publique de l'autre.

L'initiative CySec du MIIS est à présent officiellement partenaire⁴³ du *Highlands Forum*, au travers d'un Mémorandum de compréhension⁴⁴ signé par le Dr Amy Sands, la doyenne du MIIS,

42. distinguished senior fellow, NdT

43. l'information a disparu de leur site, mais reste disponible en archive, NdT

44. Même chose, la référence a disparu de leur site, mais reste disponible en archive, NdT

qui siège également à l'*International Security Advisory Board*⁴⁵ du secrétaire d'État. Le site web du CySec affirme que le Mémorandum en question, signé avec Richard O'Neill :

... ouvre la voie vers des sessions conjointes entre le MIIS CySec et le Highlands Group à l'avenir, qui permettront d'envisager les impacts de la technologie sur la sécurité, la paix et le combat informationnel. Depuis presque 20 ans, le Highlands Group a intégré des dirigeants du secteur privé et du gouvernement, parmi lesquels des dirigeants des renseignements nationaux, de la DARPA, du bureau du Secrétaire à la défense, du Bureau du secrétaire à la sécurité intérieure, et du ministre singapourien de la défense, lors de discussions créatives définissant les nouveaux cadres de recherche technologique et des nouvelles politiques.

Qui est le bénéficiaire financier de la nouvelle initiative conjointe entre le *Highlands* et la MIIS CySec ? Selon le site web de la MIIS CySec, l'initiative fut lancée « grâce à un généreux financement d'amorçage de la part de George Lee ». George C. Lee est l'un des associés dirigeants de Goldman Sachs, où il tient le poste de DSI d'une division d'investissement bancaire, et il préside également le groupe mondial Technology, Media and Telecom (TMT).

Mais c'est là qu'est l'os. En 2011, c'est Lee qui s'était occupé d'évaluer la valorisation de Facebook à 50 milliards de dollars, et il avait auparavant géré des affaires pour d'autres géants technologiques connectés au *Highlands*, comme Google, Microsoft et eBay. Le patron de Lee de l'époque, Stephen Friedman, ancien PDG de Goldman Sachs, et ensuite associé dirigeant du conseil d'administration de la société, fut également l'un des fondateurs du conseil d'In-Q-Tel aux côtés de William Perry, « suzerain » du *Highlands Forum*, et de John Seely Brown, membre du *Forum*.

45. conseil consultatif à la sécurité internationale, NdT

En 2001, Bush nomma Stephen Friedman au conseil consultatif des renseignements auprès du président, et il en vint à présider ce conseil de 2005 à 2009. Friedman avait auparavant été en poste auprès de Paul Wolfowitz et d'autres dans la commission d'enquête de 1995-1996 sur les capacités de renseignements étasuniennes, puis en 1996 dans le [Panel Jeremiah](#), qui produisit un rapport destiné au directeur du bureau de reconnaissance nationale⁴⁶ – l'une des agences de renseignements branchées sur le *Highlands Forum*. Friedman figurait dans le Panel Jeremiah avec Martin Faga, alors vice-président et directeur général du *Center for Integrated Intelligence Systems* de la MITRE – centre où Thurasingham, qui assura la direction du programme conjoint CIA-NSA-MDDS qui inspira le « *data-mining* » de contre-terrorisme de la DARPA, fut également ingénieur en chef.

Dans les notes de bas de page d'un chapitre du livre *Cyberspace and National Security* (édité par Georgetown University Press), Jeff Cooper, dirigeant de la SAIC/Leidos, révèle que Philip J.M. Venables, qui, à titre de chef de la gestion des risques liés à l'information, dirige les programmes de sécurité de l'information du cabinet, a fait une présentation au Highlands Forum en 2008 dans le cadre de ce qu'on a appelé une « *séance d'enrichissement de la dissuasion* ». Le chapitre de Cooper s'inspire de la présentation de Venables aux *Highlands* « *avec sa permission* ». En 2010, Venables a participé avec son ancien patron Friedman à une réunion de l'Aspen Institute sur l'économie mondiale. Au cours des dernières années, Venables a également siégé à divers comités d'examen des prix de la NSA en matière de cybersécurité.

En résumé, derrière la création des fortunes se comptant en milliards de dollars derrières les grandes sociétés technologiques du XXIème siècle, de Google à Facebook, on trouve, responsable de leur création même, une société d'investissement intimement liée à la communauté du renseignement étasunien ; avec Venables, Lee et

46. National Reconnaissance Office (NRO), NdT

Friedman, ou bien directement connectés au *Highlands Forum*, ou bien membres dirigeants du *Forum*.

14 Combattre la terreur par la terreur

La convergence de ces puissants intérêts financiers et militaires autour du *Highlands Forum* est en soi révélatrice, comme l'est le soutien qu'apporte George Lee à l'initiative MIIS Cysec, nouvelle partenaire du Forum.

Le Dr Itamara Lochard, directrice en poste du MIIS Cysec, a longtemps fait partie du *Highlands Forum*. Il arrive fréquemment qu'elle « présente les recherches à jour sur les groupes non étatiques, la gouvernance, la technologie et le conflit devant le Bureau étasunien du Secrétaire à la Défense dans le cadre du *Highlands Forum* », selon sa [biographie](#) sur le site de l'université de Tufts. Elle « [conseille également régulièrement les commandants de combattants étasuniens](#) » et se spécialise dans l'étude de l'utilisation des technologies de l'information par « *des groupes infra-étatiques violents et non violents* ».

Le Dr Lochard maintient également une [base de données](#) exhaustive de 1700 groupes non étatiques, comprenant « *des insurgés ; des milices ; des terroristes ; des organisations criminelles complexes ; des gangs organisés ; des cyber-acteurs malveillants ainsi que des acteurs non-violents stratégiques* », pour analyser leurs « *motifs d'organisation, zones de coopération, stratégies et tactiques* ». Notez bien, ici, la mention d'« *acteurs stratégiques non-violents* » – qui peut couvrir des ONGs et d'autres groupes ou organisations engagés dans des activités sociales politiques ou des campagnes, si l'on en juge le focus [d'autres](#) programmes de recherche du DoD.

Depuis 2008, Lochard est professeur-adjoint à l'université interarmées étasunienne des opérations spéciales, où elle inculque un [cours avancé top secret](#) en « *guerre clandestine* », qu'elle destine aux hauts-dirigeants des forces spéciales étasuniennes. Elle a



FIGURE 1.9 – Le Dr Itamara Lochard est un membre dirigeant du Highlands Forum et une experte des opérations informationnelles auprès du Pentagone. Elle dirige l'initiative du MIIS CyberSec qui soutient désormais le Highlands Forum par des financements de George Lee, un associé de Goldman Sachs, qui avait dirigé les évaluations des valorisations des sociétés Facebook et Google

auparavant enseigné un cours de « *guerre interne* » aux hauts « *dirigeants politico-militaires* » de divers régimes du Golfe.

Ses points de vue révèlent donc beaucoup d'informations sur ce que le *Highlands Forum* a nourri au fil des années. En 2004, Lochard co-signait une étude pour l'*Institute for National Security Studies*, (*Institut d'études sur la sécurité nationale*), (rattaché à l'US Air Force), au sujet de la stratégie étasunienne envers les « *groupes armés non-étatiques* ». Cette étude, d'un côté, avançait la thèse se-

lon laquelle des groupes armés non-étatiques devraient de manière urgente se voir reconnus comme « *priorité de sécurité de premier niveau* », et d'un autre côté, arguait que la prolifération de groupes armés « *ouvre des opportunités stratégiques qui peuvent être exploitées pour contribuer à atteindre d'autres buts politiques. Il y a eu et il y aura encore des instances où les États-Unis peuvent considérer qu'une collaboration avec des groupes armés répond à leurs intérêts stratégiques* ». Mais des « *outils sophistiqués* » doivent être développés pour classifier ces différents groupes, comprendre leurs dynamiques, et déterminer lesquels garder, et lesquels pourraient être exploités dans l'intérêt des USA. « *Les profils de groupes armés peuvent, de la même manière, être utilisé pour identifier les manières dont les États-Unis pourront assister certains groupes armés dont le succès leur apportera des avancées en politique étrangère* ».

En 2008, Wikileaks [publia](#) un manuel d'opérations secret réservé aux Opérations spéciales de l'armée des USA, qui démontre que le modèle de pensée que propose les gens comme l'experte Lochard du *Highlands Forum* a bel et bien été adopté par les forces spéciales étasuniennes.

Les travaux de Lochard démontrent donc que le *Highlands Forum* a été positionné à l'intersection entre la stratégie avancée de surveillance du Pentagone, les opérations clandestines et la guerre non conventionnelle : mobilisation de la surveillance de masse pour développer des informations précises sur les groupes violents et non-violents perçus comme potentiellement menaçants envers les intérêts étasuniens, ou proposer des opportunités d'exploitation, en lien direct avec les opérations clandestines étasuniennes.

Voilà, en fin de compte, pourquoi la CIA, la NSA, le Pentagone lancèrent Google. Pour pouvoir mener leurs guerres sales clandestines avec plus d'efficacité que jamais auparavant.

Liens

[Google : un simple moteur de recherche, ou un membre de l'État profond?](#)

[Les fausses bannières dans l'histoire moderne](#)

Chapitre 2

...et Google créa la NSA

Ce chapitre constitue une retranscription de l'article [...et Google créa la NSA](#)

Au cœur du réseau caché derrière la surveillance de masse, les guerres sans fin, et Skynet...



La surveillance de masse constitue avant tout un moyen de contrôle. Ses promoteurs peuvent crier sur tous les toits, et peuvent même penser, que ce contrôle contribue à l'intérêt général, que ce contrôle est nécessaire pour contenir une forme de désordre ou pour rester vigilant face aux menaces de l'avenir. Mais dans un contexte de corruption rampante des milieux politiques, d'inégalités économiques qui augmentent, et de stress sur la disponibilité des ressources naturelles sur fond de changements climatiques et d'épuisement des gisements, la surveillance de masse peut se transformer en outil de pouvoir ayant comme principale caractéristique l'auto-perpétuation, aux frais des populations.

L'une des fonctions de la surveillance de masse, souvent négligée, constitue à connaître suffisamment l'adversaire pour savoir comment le manipuler afin qu'il échoue de lui-même. Et le problème, c'est que l'adversaire, ce n'est pas seulement quelques terroristes. C'est également vous et moi. À l'heure actuelle, la guerre de l'information joue à plein son rôle de propagande, bien que ce fait soit systématiquement ignoré par les médias¹.

Dans cet article, Insurge Intelligence explique par quels processus la cooptation par le Highlands Forum — émanation du Pentagone — de géants technologiques comme Google, à des fins de mise en œuvre d'une surveillance de masse, a joué un rôle clé dans les efforts clandestins de manipuler les médias, dans le cadre d'une guerre de l'information qui s'est tenue contre le gouvernement étasunien, contre le peuple étasunien, et contre le monde entier : il s'agit de justifier la guerre sans fin, et l'expansionnisme militaire *ad vitam æternam*.

1. qui préfèrent taxer ceux qui la dénoncent de complotistes, NdT



1 La machine de guerre

En septembre 2013, le site web du Projet de Cyber Sécurité de l’Institut d’Études Internationales de Monterey² a publié la version finalisée d’un article sur la « *cyber-dissuasion*³ », rédigé par Jeffrey Cooper, consultant auprès de la CIA et vice-président de la SAIC, fournisseur de la défense étasunienne et membre fondateur du Highlands Forum. L’article fut présenté au général Keith Alexander, directeur de la NSA, au cours d’une session de l’année 2010 du Highlands Forum, dénommée « *Cyber-espace, cyber-engagement et cyber-dissuasion*⁴ ».

MIIS CySec est officiellement partenaire du Highlands Forum, émanation du Pentagone, au travers d’un *Memorandum* de compréhension signé entre son doyen et Richard O’Neill le président du Forum. Le projet lui-même est financé par George C. Lee : le direc-

2. Monterey Institute for International Studies’ Cyber Security Initiative (MIIS CySec), NdT

3. cyber-deterrance, NdT

4. Cyber Commons, Engagement and Deterrence, NdT



FIGURE 2.1 – Le général Keith Alexander (au centre), qui fut directeur de la NSA et en charge du Central Security Service de 2005 à 2014, et commandant du US Cyber Command de 2010 à 2014. Ce cliché fut pris lors de la session 2010 du Highlands Forum dédiée à la cyber-dissuasion

teur de Goldman Sachs derrière les estimations des valorisations de Facebook, Google, eBay et d'autres sociétés technologiques, chiffrées en milliards de dollars.

L'article de Cooper en question est assez révélateur, mais n'est plus disponible sur le site du MIIS ; sa version finale reste téléchargeable dans les archives d'une [conférence de sécurité ouverte au public](#), tenue par l'Association du Barreau étasunienne. Cooper est actuellement directeur de l'innovation pour la SAIC/Leidos, qui figure en bonne place dans le consortium des sociétés de défense, qui compte également Booz Allen Hamilton et d'autres, que l'on retrouve parmi les fournisseurs de la NSA en matière de surveillance.

Le résumé du Highlands Forum à destination du chef de la NSA fut commandé [sous contrat](#) par le sous-secrétaire de la défense dédié aux renseignements, et basé sur des concepts développés dans les réunions antérieures du Forum. Il fut présenté au général Alexander lors d'une « *session restreinte* » du Highlands Forum, modérée par le directeur du MIIS Cysec, le docteur Itamara Lochard, au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), à Washington DC.

À l'instar de la feuille de route de Rumsfeld pour les Opéra-



FIGURE 2.2 – Jeffrey Cooper, de la SAIC/Leidos (au centre), membre fondateur du Highlands Forum, écoute Phil Venables (à droite), associé dirigeant de Goldman Sachs, lors de la session 2010 du Forum dédiée à la cyber-dissuasion au CSIS

tions Informationnelles⁵, le résumé de Cooper pour la NSA décrit les « *systèmes d'information numériques* » comme de « très bonnes sources de vulnérabilités » et comme « *outils et systèmes d'armes puissants* » pour la « *sécurité nationale* ». Il prône le besoin des renseignement étasuniens de maximiser « *la connaissance en profondeur* » des adversaires courants et potentiels, afin d'identifier « *tout levier potentiel* » pouvant être utilisé à des fins de dissuasion ou de riposte. La « *dissuasion par réseau* » exige de la part de la communauté du renseignement étasunienne le développement d'« *une connaissance profonde et l'apprentissage spécifique des réseaux particulièrement impliqués, ainsi que leurs motifs et les liens qui existent entre eux, y compris leurs types et la force de ces liens* », et l'usage de sciences cognitives et du comportement pour contribuer aux prédictions de tendances. Son article se poursuit en établissant une architecture théorique de modélisation de données obtenues depuis les moyens de surveillance ainsi que les analyses

5. Information Operations, NdT

des réseaux sociaux à la recherche de possibles « *adversaires* » et « *parties-prenantes* ».

L'année suivant cette présentation auprès du directeur de la NSA, Michele Weslander Quaid — une autre participante du Highlands Forum — quitta son poste de direction au conseil du sous-secrétaire de la Défense dédié aux renseignements (au Pentagone), et prit le poste de directeur des technologies chez Google. Deux mois auparavant, le groupe de travail du *Defense Science Board* (DSB) dédié aux Renseignements pour la Défense [publiait son rapport](#) sur les Opérations de contre-insurrection⁶, les Renseignements, la Surveillance et la Reconnaissance. Quaid figurait parmi les experts en renseignements du gouvernement qui avait conseillé et informé le groupe de travail du *Defense Science Board* pour préparer le rapport en question. Un autre expert consulté par ce groupe de travail portait le nom de Linton Wells, membre de longue date du Highlands Forum. Le rapport du DSB avait été commandé par James Clapper, représentant désigné par Bush, alors sous-secrétaire à la Défense dédié aux renseignements — c'est lui-même qui avait également commandé la présentation de Cooper, par le Highlands Forum, auprès du général Alexander. Clapper est ensuite devenu, sous Obama, directeur des Renseignements nationaux⁷ ; c'est à ce titre qu'il a menti dans sa déclaration sous serment devant le Congrès, affirmant en mars 2013 que la NSA n'accumulait strictement aucune donnée sur les citoyens étasuniens.

Michele Quaid avait bâti sa réputation dans la communauté du renseignement militaire étasunien en assurant la transition des agences vers l'utilisation d'outils web et des technologies du cloud. On retrouve ses idées partout en filigrane dans le rapport du groupe de travail du DSB, qui assure viser à « *influencer les décisions d'investissement* » du Pentagone « *en établissant les aptitudes nécessaires aux renseignements pour évaluer les insurrections, com-*

6. Counter Insurgency (COIN), NdT

7. National Intelligence, NdT

prendre une population dans son environnement, et soutenir les opérations de Contre-insurrection ».

Le rapport pointe du doigt 24 pays, en Asie du Sud et du Sud-Est, en Afrique du Nord et de l'Ouest, au Moyen-Orient ainsi qu'en Amérique du Sud, qui « *pourraient constituer des défis COIN* » aux armées étasuniennes dans les années à venir. On y trouve le Pakistan ; le Mexique ; le Yémen ; le Nigeria ; le Guatemala ; Gaza/la Cisjordanie ; l'Egypte ; l'Arabie Saoudite ; le Liban, ainsi que d'autres « *régimes autoritaires* ». Le rapport explique que « *les crises économiques, les changements climatiques, les pressions démographiques, la rareté des ressources naturelles, ou la mauvaise gouvernance pourraient engendrer l'a faillite de ces États (ou d'autres), ou leur affaiblissement au point qu'ils deviennent une cible pour des agresseurs/insurgés* ». Partant de là, l'*« infrastructure d'information mondiale »* et les « *réseaux sociaux* » peuvent rapidement « *amplifier la vitesse, l'intensité et l'impact des événements* », avec à la clé des implications au niveau régional. « *Ces régions pourraient se transformer en sanctuaires d'où seraient lancées des attaques contre la patrie étasunienne, d'où seraient recrutés des effectifs ou collectées des finances, qui tiendraient lieu de bases d'entraînement ou logistiques* ».

Dans ce contexte, il est impératif d'accroître les capacités militaires à réaliser des opérations « *pro-actives* » — avant que n'existe le besoin d'une importante intervention armée — pour éviter les insurrections, ou les désamorcer alors qu'elles sont encore en phase naissante. Le rapport se conclut ainsi : « *Internet et les réseaux sociaux constituent des sources critiques de données d'analyses des liens sociaux pour les sociétés qui ne sont pas uniquement lettrées, mais également connectée à Internet* ». Il faut pour cela « *superviser la blogosphère et l'écosystème de réseaux sociaux suivant les différentes cultures et langues* » pour préparer des « *opérations adoptées au profil de chaque population* ».

Le Pentagone doit également améliorer ses capacités de « *mодélisation et simulation de comportement* », pour « *mieux com-*

prendre et anticiper les actions d'une population », selon des critères de « données fondamentales décrivant les populations, réseaux humains, géographie, et d'autres caractéristiques économiques et sociales ». Ce genre d'« opérations personnalisées selon la population » sera « de plus en plus » nécessaire dans les « conflits en formation pour les ressources naturelles, qu'il s'agisse d'accès à l'eau, d'un stress agricole, d'un stress environnemental, ou de l'exploitation » de ressources minérales. Il faut également y intégrer les critères « démographiques propres à la population, qui constituent une composante organique du cadre des ressources naturelles ».

On trouve d'autres domaines d'amélioration, tels « la vidéo surveillance depuis le ciel » ; « des cartographies de haute résolution » ; « les capacités de cloud computing » ; la pratique de la « fusion de données » de toutes les formes de renseignement vers un « cadre spatio-temporel cohérent permettant l'organisation et l'indexation des données » ; le développement de « cadres de sciences sociales » en mesure de « soutenir un encodage et une analyse spatio-temporeaux » ; « la distribution de technologies d'authentification biométriques, [empreintes digitales, empreintes rétinianes et extraits ADN] » portées jusqu'au processus administratif le plus élémentaire afin de « déterminer les identités derrières toute transaction entre individus ». En outre, le monde académique doit être mis à contribution, pour aider le Pentagone à développer « des modèles scientifiques et des informations anthropologiques, socioculturels, historiques, de géographie humaine, éducationnels, en matière de santé publique, et sur pléthore d'autres critères sociaux », afin de développer « une compréhension en profondeur des populations ».

En août 2011, soit quelques mois après avoir pris son nouveau poste, Quaid représentait Google au Customer and Industry Forum du Defense Information Systems Agency (DISA), organisé par le Pentagone. L'objectif du Forum était de proposer « aux services, aux commandants des combattants, aux Agences, aux forces de coalition » l'« opportunité d'échanger directement avec le monde

industriel sur les technologies innovantes activant et garantissant des moyens de soutien de nos combattants ». Les participants à cet événement ont été unanimes à appeler la création d'un « *environnement informationnel d'entreprise de défense* », décrit comme « *une plate-forme intégrée proposant des moyens réseau, de calcul, d'environnement, de services et de garantie des informations* », afin que les combattants puissent « *se connecter, s'identifier, découvrir et partager des informations, et collaborer sur l'ensemble du spectre des opérations militaires* ». La plupart des participants au forum étaient des fonctionnaires du DoD, à part quatre participants, dont Quaid, venue de chez Google.

Des fonctionnaires du DISA ont également participé au Highlands Forum — tel [Paul Friedrichs](#), un directeur technique et ingénieur en chef du bureau du DSI du DISA.

2 Savoir, c'est pouvoir

Au vu de tous ces éléments, il est peu surprenant qu'en 2012, quelques mois après que Regina Dugan, la coprésidente du Highlands Forum, quitte la DARPA pour devenir l'une des dirigeantes de Google, on retrouve le [général Keith Alexander](#), chef de la NSA, envoyer un courriel à Sergey Brin, dirigeant fondateur de Google, pour discuter de partage d'information pour la sécurité nationale. Dans ces courriels, obtenus par le journaliste d'investigation Jason Leopold de par la Loi sur la liberté de l'information, le général Alexander décrivait Google comme un « *membre clé de la base industrielle de défense* », [de l'armée étasunienne], position que Michele Quaid, semble-t-il, œuvrait à consolider. Les relations cordiales entre Brin et l'ancienne dirigeante du DARPA prennent tout leur sens quand on pense que Brin avait été en contact avec des représentants de la CIA et de la NSA depuis le milieu des années 1990, et que ces organisations avaient contribué au financement et supervisé la création du moteur de recherche Google.

En juillet 2014, Quaid, devant un auditoire de l'armée étasunienne, parla de la création d'une « *cellule d'acquisition rapide* » pour faire progresser les « *cybers capacités* » de l'armée des USA, dans le cadre du projet de transformation **Force 2025**. Elle expliqua aux fonctionnaires du Pentagone que « *nombre des objectifs technologiques de l'armée pour 2025 peuvent être atteints par l'emploi de technologies privées déjà disponibles à ce jour, ou en cours de développement* », et ré-affirma que « *l'industrie est prête à nouer des partenariats avec l'armée pour contribuer au nouveau paradigme* ». Dans le même temps, la plupart des médias clamaient à qui voulait le croire que Google essayait de se dissocier des financements du Pentagone, alors que concrètement, Google a adapté sa tactique, et développe des technologies commerciales qui pourraient se voir utilisées dans des usages militaires, aux fins de répondre aux objectifs de transformation du Pentagone.

Mais Quaid est loin de constituer le seul point de liaison entre Google et la communauté du renseignement militaire étasunien.

En 2005, soit l'année suivant le rachat par Google de Keyhole — la société de cartographie satellitaire — à In-Q-Tel — le fond de capital risque de la CIA — Rob Painter, directeur d'analyse technique à In-Q-Tel — qui avait joué un rôle clé dans l'entrée d'In-Q-Tel au capital de Keyhole dès le départ — partit travailler pour Google. Avant cela, ses activités chez In-Q-Tel étaient centrées sur l'identification, la recherche et l'évaluation de « *jeunes pousses technologiques de très haut potentiel aux yeux de la CIA, de l'Agence nationale de renseignement géospatial⁸, et de l'Agence de renseignement de la défense* ». Et, de fait, la NGA avait confirmé que ses renseignements, obtenus au travers de Keyhole, étaient bien exploités par la NSA en soutien des opérations étasuniennes en Irak dès 2003.

À partir de juillet 2005, le nouveau travail de Painter, ancien agent de renseignement aux opérations spéciales de l'armée éta-

8. National Geospatial-Intelligence Agency, NdT

sunienne, et désormais chez Google, était la direction au niveau fédéral de ce que Keyhole était en train de devenir : Google Earth Enterprise. En 2007, Painter était devenu responsable des technologies pour Google au niveau fédéral.

Cette même année 2007, Painter déclara au Washington Post que Google en était « aux étapes préliminaires » de vendre des *versions avancées et secrètes* de ses produits au gouvernement éta-sunien. « *Google a intensifié ses forces de vente dans la région de Washington cette année, pour adopter ses produits technologiques aux besoins des armées, des agences civiles et de la communauté du renseignement* », citait le *Post*. Le Pentagone utilisait déjà une version de Google Earth développée en partenariat avec Lockheed Martin pour « *afficher des informations pour les soldats sur le terrain en Irak* », affichage qui intégrait « *la cartographie et l'affichage des régions clés du pays* », et qui mettait en valeur « *les quartiers sunnites et chiites de Bagdad, ainsi que les bases militaires éta-suniennes et irakiennes dans la ville. Ni Lockheed ni Google n'ont souhaité préciser les usages que l'agence [de renseignement] géo-spatiale faisait de ces données* ». Google voulait vendre au gouvernement de nouvelles « *versions améliorées de Google Earth* » et des « *moteurs de recherche utilisables en interne par les agences* ».

En 2010, des fuites en provenance des *archives* de la Maison Blanche révèlent que les dirigeants de Google avaient tenu plusieurs réunions avec des hauts dirigeants du conseil de sécurité nationale des USA⁹. Alan Davidson, directeur de Google aux affaires gouvernementales, a tenu au moins trois réunions avec des représentants du NSC en 2009, où figuraient Mike McFaul, directeur en chef de la Maison Blanche aux affaires russes, et Daniel Shapiro, conseiller sur le Moyen-Orient. Il ressortit également d'un dépôt de brevet par Google que la société avait en toute connaissance de cause collecté des données « *de charge utile* » sur les réseaux Wifi, qui permettraient l'identification de « *géolocalisations* ». Et

9. National Security Council (NSC), NdT

nous savons désormais que la même année, Google signait un accord avec la NSA, accordant à l'agence un accès illimité aux informations personnelles de ses utilisateurs, ainsi qu'à ses logiciels et matériels, au nom des accords de cybersécurité que le général Alexander s'employait à conclure avec des centaines de dirigeants de sociétés télécoms à travers le pays.

Google n'est donc pas la seule société à tenir le rôle de contributeur clé et de fondateur du complexe militaro-industriel étasunien : c'est tout l'Internet, et la large gamme de sociétés du secteur privé — dont plusieurs se sont vues biberonnées et financées par la communauté du renseignement étasunienne (ou par des financiers très puissants intégrés à cette communauté) — qui maintiennent l'Internet et l'infrastructure des télécoms ; il s'agit également de la myriade de [jeunes pousses](#) qui vendent des technologies de pointe au fond de capital risque de la CIA, In-Q-Tel, où ces technologies peuvent se voir adaptées et évoluées, pour en sortir des applications dans les secteurs d'activité de la communauté du renseignement militaire. En fin de compte, l'appareil de surveillance mondialisé, et les outils classifiés utilisés par des agences comme la NSA pour l'administrer, ont presque intégralement été façonnés par des chercheurs extérieurs et par des sous-traitants privés comme Google, qui opèrent hors du Pentagone.

Cette structure, en miroir des travaux du Highlands Forum, lui-même émanation du Pentagone, permet à ce dernier de capitaliser rapidement sur les innovations technologiques sans passer à côté, tout en gardant — du moins en apparence — le secteur privé à distance raisonnable, ce qui permet d'éviter des questions dérangeantes sur l'utilisation qui est faite de ces technologies.

Mais cela n'était-il pas déjà flagrant ? La raison d'être du Pentagone, c'est la guerre, ouverte ou clandestine. En apportant leur pierre à l'infrastructure de surveillance technologique de la NSA, des sociétés comme Google se font complices de ce que l'appareil militaro-industriel fait le mieux : tuer pour du pognon.

Comme le suggère la nature même de la surveillance de masse,

il ne s'agit pas de simplement cibler les terroristes, mais par extension les « *suspects de terrorisme* » et les « *terroristes potentiels* » ; le résultat est que l'ensemble de la population — en particulier les activistes politiques — doit être ciblée par la surveillance exercée par les renseignements étasuniens, pour identifier les menaces actives et futures, et pour se montrer vigilant face à de possibles *insurrections populistes* aussi bien sur le sol des USA qu'à l'étranger. Les analyses prédictives et les profils de comportements jouent ici un rôle central.

La surveillance de masse et le « *data-mining* » présentent à présent également une *dimension opérationnelle*, en contribuant à l'exécution létale des opérations spéciales, en sélectionnant les listes de cibles des frappes de drones de la CIA sur base d'algorithmes contestables, par exemple, tout en mettant à disposition des données géospatiales et d'autres informations aux responsables des combats au sol, en vol, ou sur mer, ainsi que de nombreuses autres fonctions. Un simple *post* sur Twitter ou sur Facebook peut suffire à déclencher la classification de son auteur sur une liste secrète de surveillance du terrorisme, purement du fait de l'exécution d'un vague algorithme de pressentiment ou de suspicion ; cela peut amener son suspect jusqu'à figurer sur une liste de cibles létales.

Cette poussée pour une surveillance de masse in-discriminée et totale par le complexe militaro-industriel — englobant le Pentagone, les agences de renseignements, les sous-traitants de la défense, et sans doute les géants technologiques proches comme Google et Facebook — ne constitue donc pas une fin en soi, mais un instrument de pouvoir, dont l'objectif est l'auto-perpétuation. Mais une justification pseudo-rationnelle en est également affichée : on nous affiche que tout ceci est très bon pour le complexe militaro-industriel, mais également très bon pour chacun des acteurs privés.

3 La « *Longue Guerre* »

La meilleure illustration de cette idéologie de pouvoir hautement chauviniste, narcissique et pétrie d'auto-satisfaction, qui règne au cœur du complexe militaro-industriel, réside dans un livre écrit par le Dr. Thomas Barnett, participant de longue date du Highlands Forum, publié sous le titre *The Pentagon's New Map*. Barnett fut assistant aux planifications stratégiques dans le Bureau Force Transformation du Pentagone de 2001 à 2003, et s'était vu recommander par son patron le vice-amiral Arthur Cebrowski à Richard O'Neill. En plus de devenir un best-seller du New York Times, le livre de Barnett était devenu une référence dans l'armée étasunienne, et a été lu par des hauts dirigeants de la défense à Washington jusque par des officiers responsables des combats sur le terrain au Moyen-Orient.

La première participation de Barnett au Highlands Forum remonte à 1998 ; il fut par la suite invité à présenter un résumé de son travail au Forum, le 7 décembre 2004, devant des hauts dirigeants du Pentagone, des experts en énergie, des entrepreneurs d'internet, et des journalistes. Barnett fit l'objet d'un article élogieux dans le Washington par son copain du Highlands Forum, David Ignatius, la semaine qui suivit, ainsi qu'un appui d'un autre ami du Forum, Thomas Friedman ; ces deux hommes ont grandement contribué à valoriser sa crédibilité et à faire grossir les rangs de son lectorat.

La vision de Barnett est néo-conservatrice jusqu'à l'os. Il voit le monde comme divisé en deux parties fondamentales : le Cœur, constitué des pays avancés jouant selon les règles de la mondialisation économique (les USA, le Canada, le Royaume-Uni, l'Europe et le Japon) et des pays en développement engagés dans cette même voie (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et d'autres) ; et le reste du monde, qui est le *Trou* : un ramassis sauvage et dangereux de pays sans loi, définis principalement par leur « *déconnexion* » des merveilles de la mondialisation. Ce deuxième ensemble comprend la plus grande partie du Moyen-Orient et de l'Afrique, de vastes pans

de l'Amérique du Sud, ainsi que de grandes zones d'Asie Centrale et d'Europe de l'Est. La mission des États-Unis est de « combler le Trou », en propageant les « règles du jeu » culturelles et économiques de la mondialisation qui définit le Cœur, et en garantissant la sécurité au niveau mondial, afin que les « règles du jeu » puissent se propager partout.

Ces deux fonctions du pouvoir étasunien sont capturées par les concepts que définit Barnett, qui sont le « *Léviathan* » et l'*« Administrateur système »*. Le premier définit les règles facilitant la propagation des marchés capitalistes, régulés par les lois militaires et civiles. Le second constitue à projeter des forces militaires dans le Trou, dans le cadre d'une mission illimitée de garantie de sécurité et de façonnage des nations. Il prend soin d'insister qu'il ne s'agit pas de « *reconstruire* », mais bien de construire des « *nations nouvelles* ».

Pour Barnett, l'introduction de 2002 du Patriot Act à domicile par l'administration Bush, qui est venu écraser l'*habeas corpus*, et la stratégie de sécurité nationale à l'étranger, et son ouverture de guerres préventives unilatérales, représentent le point de départ d'une nécessaire réécriture des règles du jeu dans le Cœur, lui permettant de mener à bien sa noble mission. Il s'agit, toujours selon Barnett, du seul moyen pour les USA d'assurer la sécurité, car tant que le Trou existera, il constituera une source intarissable de violence et de désordre. Un paragraphe en particulier résume sa vision :

L'Amérique, comme gendarme du monde, crée la sécurité. La sécurité amène des règles partagées. Ces règles attirent les investissements étrangers. Les investissements créent les infrastructures. Les infrastructures permettent l'accès aux ressources naturelles. Ces ressources apportent la croissance économique. La croissance apporte la stabilité. La stabilité crée de nouveaux marchés. Et à partir du moment où vous constituisez une partie

stable et croissante du marché mondial, vous faites partie du Cœur. Mission accomplie.

Malgré la teinte néo-conservatrice de cette vision, le plus gros de ce que Barnett décrit est encore poursuivi sous Obama. Barnett avait prédit que dans un proche avenir, des soldats étaisuniens se verraient déployés au delà de l'Irak et de l'Afghanistan, par exemple en Ouzbékistan ; à Djibouti ; en Azerbaïdjan ; en Afrique du Nord-Ouest ; en Afrique du Sud et en Amérique du Sud.

La présentation de Barnett au Pentagone fut accueillie par un enthousiasme quasi-général. Le Forum avait même acheté des exemplaires de son livre, et les faisait distribuer à tous ses participants, et en mai 2005, Barnett fut de nouveau invité à une instance du Forum, consacrée entièrement à son concept de « *Sysadmin* ».

Le Highlands Forum a ainsi joué un rôle déterminant dans la définition même du concept du Pentagone de « *guerre contre la terreur* ». Irving Wladawsky-Berger, un vice-président à la retraite d'IBM, qui co-présida également le comité consultatif aux technologies de l'information auprès du président de 1997 à 2001, a décrit sa participation à l'une des rencontres du Forum de 2007 sous ces termes éloquents :

Et puis, il y a la guerre contre la terreur, que le DoD s'est mis à appeler la Longue Guerre, un terme que j'ai entendu pour la première fois au Forum. Cela semble une appellation tout à fait pertinente du conflit général dans lequel nous nous trouvons désormais. Il s'agit réellement d'un conflit mondial... les conflits dans lesquels nous sommes à présent impliqués donnent vraiment l'impression d'une guerre de civilisations ou de cultures, s'employant à détruire notre mode de vie et à imposer le leur.

Le problème, c'est qu'au dehors de cette clique puissante hébergée par le Pentagone, tout le monde n'est pas d'accord. « *Je ne suis pas convaincu que le remède de Barnett ne soit pas pire que*

le mal », écrivait le Dr. Karen Kwiatowski, une ancienne analyste de la section Proche-Orient et Asie du Sud du Pentagone, qui a lancé l'alerte quand elle a vu que son département livrait volontairement des fausses informations lors de la période de préparation de la guerre en Irak. « *Sans doute cela coûterait-il bien plus cher en liberté pour les américains, en démocratie constitutionnelle, et en sang, que cela n'apporterait* ».

Mais l'équation de « combler le Trou » tout en maintenant la sécurité nationale du Cœur amène à une pente glissante. Dans ce modèle, dès que les USA sont empêchés de jouer leur rôle dirigeant de « *gendarme du monde* », le Trou s'élargit, le Cœur se rétrécit, et l'ordre mondial dans son ensemble est menacé. Dans cette logique, il n'est pas concevable que le gouvernement, ou que l'opinion publique, rejette la légitimité de la mission des USA. Si cela arrivait, cela permettrait au Trou de grossir au delà de tout contrôle, cela saperait le Cœur, et pourrait aller jusqu'à le détruire, ainsi que le protecteur du Cœur, l'Amérique. Aussi, « *combler le Trou* » ne constitue pas uniquement un impératif de sécurité : c'est une telle priorité existentielle qu'il faut lui adjoindre des pans de guerre de l'information, pour démontrer au monde la légitimité du projet dans son ensemble.

D'après les principes de guerre de l'information établis par O'Neill dans sa présentation de 1989 pour l'US Navy, les cibles de la guerre de l'information sont constituées non seulement des populations du Trou, mais également de celles du Cœur, ainsi que leurs gouvernements : gouvernement étasunien y compris. Ce rapport secret, qui, si l'on en croit l'ancien dirigeant du renseignement étasunien John Alexander fut lu par la haute direction du Pentagone, plaidait pour que la guerre de l'information cible : les adversaires, pour les convaincre de leur vulnérabilité ; les partenaires potentiels dans le monde, pour qu'ils acceptent « *la cause comme juste* » ; et enfin, les populations civiles, et les dirigeants politiques, pour qu'ils en viennent à penser que « *le coût* » en sang et en ressources se justifie.

Le travail de Barnett a été distillé via le Highlands Forum, parce

qu'il faisait l'affaire, en apportant une idéologie « *propre et nette* » au complexe militaro-industriel étasunien.

Mais l'idéologie néo-conservatrice, bien entendu, remonte bien au delà de Barnett, qui n'est toute proportion gardée qu'un petit joueur, même si son travail fut extrêmement influent dans les murs du Pentagone. Le mode de pensée rétrograde des dirigeants impliqués dans le Highlands Forum était palpable longtemps avant le 11 septembre, qui fut utilisé par les acteurs liés au Forum comme un vecteur puissant pour légitimer la direction de plus en plus agressive prise par les politiques étasuniennes étrangères et de renseignement.

4 Yoda et les Soviets

On retrouve l'idéologie représentée par le Highlands Forum bien avant l'établissement de ce dernier en 1994, à l'époque où l'[ONA d'Andrew « Yoda » Marshall](#) constituait le centre principal de planification d'activité du Pentagone.

Un mythe largement répandu parmi les journalistes en sécurité nationale depuis des années, est que la réputation de l'ONA comme oracle permanent du Pentagone était due à la clairvoyance analytique inouïe de son directeur, Marshall. Il est admis qu'il fait partie des rares à avoir compris à l'avance que la menace soviétique avait été exagérée par la communauté du renseignement étasunienne. D'après les récits que l'on en fait, il avait été une voix, isolée mais inextinguible, au sein du Pentagone, appelant les stratégies à réévaluer leurs projections de la puissance militaire de l'URSS.

Sauf que cette histoire est fausse. L'ONA ne s'employait pas à raisonner l'analyse des menaces, mais au contraire à nourrir la paranoïa justifiant l'expansionnisme militaire. [Jeffrey Lewis](#), du département de politique étrangère, rappelle que loin de constituer la voix de la raison appelant à une évaluation plus équilibrée des capacités militaires soviétiques, Marshall s'employait à minimiser les

indications qui parvenaient à l'ONA, et qui contredisaient la tendance en vogue d'une menace soviétique imminente. Après avoir commandé une étude, qui concluait que les USA avaient surestimé l'agressivité soviétique, Marshall la mit en circulation avec une note de couverture, rédigée par lui-même, précisant n'être lui-même « *pas convaincu* » par son contenu. Lewis rappelle que les projections des menaces établies par Marshall allaient jusqu'à commander des recherches absurdes, soutenant les histoires des néocons qui parlaient d'un lien (avéré inexistant) entre Saddam [Hussein] et al-Qaeda, et même le célèbre rapport d'un consultant de la RAND, appelant à ré-écrire la carte du Moyen-Orient, présenté en 2002 au conseil de politique de la défense à l'invitation de Richard Perle.

Jason Vest, journaliste d'investigation, a trouvé, auprès de sources du Pentagone, qu'au cours de la Guerre froide, Marshall faisait tout un foin, et sur une longue période, de la menace soviétique : il joua un rôle clé dans l'exercice, en apportant au groupe de pression néo-conservateur, le *Committee on the Present Danger*, des données de renseignement classifiées en provenance de la CIA, pour ré-écrire les estimations des renseignements nationaux quant aux intentions militaires soviétiques. Voilà qui constitua un précurseur aux manipulations des renseignements d'après le 11 septembre, pour justifier l'invasion et l'occupation de l'Irak. D'anciens membres de l'ONA ont confirmé que Marshall était un va-t-en-guerre, dénonçant une menace soviétique imminente, « *jusqu'à la toute fin* ». L'ancien soviétologue de la CIA, Melvin Goodman, par exemple, se souvient que l'action de Marshall fut également prépondérante pour que des missiles Stinger soient livrés aux moudjahidins afghans — une décision qui rendit la guerre encore plus violente, et encouragea les Russes¹⁰ à pratiquer la tactique de la terre brûlée.

10. Soviétiques, NdT

5 Enron, les Talibans, et l'Irak

La période suivant la guerre froide vit donc la création par le Pentagone du Highlands Forum en 1994, sous l'aile de l'ancien secrétaire à la défense William Perry — un ancien directeur de la CIA et l'un des premiers promoteurs des idées néoconservatrices telle que la guerre préventive. De manière surprenante, le rôle doux qu'a eu le Forum comme pont entre le gouvernement et l'industrie peut être mis en parallèle avec les flirts de la société Enron avec le gouvernement étasunien. Au moment même où le Forum venait de modeler les politiques d'intensification de la surveillance de masse par le Pentagone, Enron nourrissait la pensée stratégique qui culmina lors des guerres en Afghanistan et en Irak.

Le 7 novembre 2000, George W. Bush « *remporta* » l'élection présidentielle aux USA. Enron et ses employés avaient fait don de plus d'un million de dollars à la campagne de Bush. Nous compsons dans ce montant 10 500 \$ de contribution pour le comité de recompte des voix de Bush en Floride, et encore 300 000 \$ pour la cérémonie d'investiture qui suivit. Enron mit également à disposition des avions privés de sa flotte pour acheminer des avocats un peu partout en Floride, ainsi qu'en lobbying à Washington, tous pour le compte de Bush, lors du recompte des voix en décembre. Des archives électorales révélèrent par la suite que depuis 1989, Enron avait réalisé des dons à des campagnes politiques à hauteur de 5,8 millions de dollars, dont 73% aux républicains, et 27% aux démocrates — avec pas moins de 15 hauts dirigeants de l'administration Bush détenant des actions d'Enron, y compris le secrétaire de la défense Donald Rumsfeld, le haut-conseiller Karl Rove, et le secrétaire d'État aux armées Thomas White.

Mais la veille même de cette élection au résultat controversé, le président fondateur du Highlands Forum, Richard O'Neill, écrivit au directeur général d'Enron, Kenneth Lay, pour l'inviter à donner une présentation au Forum sur la modernisation du Pentagone et des Armées. Le courriel d'O'Neill à Lay fut rendu public avec le

Corpus Enron — les courriels obtenus par la commission fédérale à la régulation de l'énergie¹¹ — mais était resté inconnu jusqu'à ce jour.

Le courriel commençait ainsi : « *Au nom du Secrétaire-adjoint à la Défense (C3I) et du DSI du DoD Arthur Money* », et invitait Lay « à participer au *Highlands Forum* organisé par le *Secrétaire de la Défense* », qu'O'Neill décrivait comme « *un groupe pluri-disciplinaire d'éménents universitaires, de directeurs généraux/directeurs de l'information/directeurs techniques du monde de l'industrie, et de dirigeants des médias, des arts et des professions, qui se rencontrent depuis six ans pour examiner ensemble les sujets d'intérêt qui émergent pour nous tous* ». Il ajoutait que les sessions du Forum intégreraient « *des hauts dirigeants de la Maison Blanche, de la Défense, et d'autres agences gouvernementales (nous limitons la participation du gouvernement à 25% environ)* ».

O'Neill révèle ici clairement que le Highlands Forum ne s'attachait pas à explorer les objectifs du gouvernement, mais les intérêts des dirigeants d'entreprise comme Enron. Le Pentagone, poursuit O'Neill, voulait que Lay nourrisse « *la recherche de stratégies d'information/de transformation pour le Département de la Défense (et le gouvernement dans son ensemble)* », surtout « *dans une perspective d'affaires (transformation, productivité, avantages compétitifs)* ». Il faisait grand cas d'Enron, qualifiée d'*« exemple remarquable de transformation d'une industrie rigide et régulée, devenue un nouveau modèle ouvrant de nouveaux marchés* ».

O'Neill affirma clairement que le Pentagone voulait qu'Enron joue un rôle charnière dans l'avenir du DoD, non seulement dans la création d'*« une stratégie opérationnelle apportant la supériorité en matière d'information* », mais également en relation avec les « *immenses perspectives d'affaires mondiales [du DoD] qui peuvent tirer bénéfice des meilleures pratiques et idée de l'industrie* ».

11. qui enquêta sur le scandale Enron bien connu, NdT

« ENRON présente un très grand intérêt à nos yeux », ré-affirme-t-il. « Ce que nous apprenons de vous pourra grandement aider le Département de la défense dans ses travaux d'établissement d'une nouvelle stratégie. J'espère que, malgré votre agenda bien chargé, vous trouverez le temps de nous rejoindre et d'assister autant que possible au Highlands Forum, afin d'échanger avec le groupe ».

Cette rencontre du Highlands Forum hébergea des hauts dirigeants de la Maison blanche et des renseignement étasuniens, y compris le directeur adjoint de la CIA Joan A. Dempsey, qui avait auparavant tenu le poste d'assistant au secrétaire des renseignements de la défense, puis fut en 2003 nommée par Bush, directrice générale du conseil consultatif aux renseignements de l'étranger pour le président, poste au cours duquel elle n'eut de cesse que d'encourager les échanges d'informations entre la NSA et la NGA après le 11 septembre. Elle poursuivit sa carrière comme vice-présidente de Booz Allen Hamilton, un sous-traitant majeur du Pentagone en Irak et en Afghanistan, et qui, parmi d'autres actions, avait créé la base de données de l'Autorité provisoire de la coalition¹², pour assurer le suivi des projets de construction en Irak, dont nous savons aujourd'hui qu'ils furent à haute teneur de corruption.

La relation d'Enron avec le Pentagone avait déjà connu des très hauts l'année précédente. Thomas White, alors vice-président des services à l'énergie d'Enron, avait fait usage de ses vastes connexions avec l'armée étasunienne pour garantir un accord type à Fort Hamilton privatisant la fourniture en énergie des bases militaires. Enron fut la seule société à répondre à l'appel d'offre. L'année qui suivit, après que le DG d'Enron fût invité au Highlands Forum, White donna son premier discours en juin, à peine « deux semaines après être devenu secrétaire de l'Armée », dans lequel il « émit le souhait de voir s'accélérer l'attribution de tels contrats », ainsi que d'autres « privatisations rapides » des services en énergie de l'Armée. « Enron pourrait potentiellement tirer profit de l'accé-

12. Coalition Provisional Authority, NdT

lération de l'attribution des contrats, comme d'autres en recherche d'affaires », observa USA Today.

Ce mois-là, sous l'autorité de Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense — qui détenait lui-même des actions d'Enron en proportion non-négligeable — le Pentagone de Bush invita un autre dirigeant d'Enron ainsi qu'un haut conseiller financier extérieur d'Enron à participer à une autre session secrète du Highlands Forum.

Un courriel envoyé par Richard O'Neill le 22 juin [2001], et dévoilé par le Corpus Enron, révèle que Steven Kean, le vice-président exécutif et chef du personnel d'Enron, devait donner une autre présentation au Highlands Forum le lundi 25. « *La prochaine session du Highlands-Forum, soutenu par le Secrétaire à la Défense, approche, et nous nous félicitons de la perspective de votre participation* », écrit O'Neill, promettant à Kean qu'il constituerait « *la pièce centrale des discussions. L'expérience d'Enron est très importante à nos yeux, vis à vis des changements en profondeur que nous préparons au Département de la Défense* ».

Steven Kean est à présent président et directeur des opérations (et prochain directeur général) de Kinder Morgan, l'une des plus grandes sociétés d'énergie des USA, et il constitue l'un des plus importants soutiens du projet d'oléoduc controversé **Keystone XL**.

Un autre personnage devait assister à la même session du Highlands Forum que Kean : Richard Foster, alors associé dirigeant de la société de consultance financière McKinsey. « *J'ai remis des exemplaires du nouveau livre de Dick Foster, Creative Destruction, à l'adjoint au Secrétaire à la défense, ainsi qu'au secrétaire assistant* », ajoute O'Neill dans son courriel, « *et le cas Enron ouvre lieu à des discussions importantes. Nous avons l'intention de remettre des exemplaires du livre aux participants du Forum* ».

McKinsey, la société de Foster, avait apporté des conseils en **stratégie financières** à Enron depuis le milieu des années 80. Joe Skilling, devenu directeur général d'Enron en février 2001, ce pendant que Kenneth Lay en prenait la présidence, avait dirigé les activités de consultance en énergie de McKinsey avant de rejoindre

Enron en 1990.

McKinsey et Richard Foster, qui y étaient alors associés, furent intimement impliqués dans les [stratégies financières d'Enron](#), responsables de la croissance rapide mais frauduleuse de la société. Malgré les dénégations de McKinsey, clamant n'avoir jamais été au courant du mode de gestion douteux qui amena à la chute d'Enron, des documents internes au cabinet ont montré que Foster avait participé au comité financier d'Enron un mois avant la session du Highlands Forum, pour discuter la « *nécessité de recourir à des partenariats privés avec d'autres entités pour aider à gérer la croissance explosive de la société* » — précisément les partenariats à la source de l'effondrement d'Enron.

Les [documents](#) de McKinsey ont montré que la société était « *pleinement consciente de l'utilisation généralisée de fonds hors bilan par Enron* ». Comme le remarque [Ben Chu](#), journaliste économique pour *The Independent*, « *McKinsey a totalement approuvé les méthodes comptables douteuses* », ce qui a amené à l'inflation de la valeur d'Enron sur les marchés et « *a causé l'implosion de la société en 2001* ».

De fait, Foster en personne avait assisté à [six réunions du conseil d'administration](#) d'Enron entre octobre 2000 et octobre 2001. Cette période coïncide globalement avec l'influence croissante d'Enron sur les politiques énergétiques de l'administration Bush, ainsi que les projets montés par le Pentagone pour l'Afghanistan et l'Irak.

Mais Foster participait également de manière soutenue aux rencontres du Highlands Forum — [son profil Linkedin](#) le décrit comme membre du Forum depuis 2000, l'année où il s'engagea avec Enron. Il anima également une présentation à l'inauguration du Island Forum à Singapour en 2002.

L'implication d'Enron dans le groupe de travail à l'énergie de Cheney semble avoir été liée aux projets de 2001 de l'administration Bush d'envahir l'Afghanistan et l'Irak, dont la motivation était le contrôle du pétrole. Comme le note le Professeur Richard Falk, un ancien membre du conseil de Human Rights Watch et ancien

enquêteur pour l'ONU, Kenneth Lay, appartenant à Enron, « était le consultant privé principal du Vice-président Dick Cheney, lors du processus super-opaque de définition d'un rapport établissant une politique énergétique nationale, considéré largement comme l'un des éléments clés de l'approche étasunienne de la politique étrangère en général, et du monde Arabe en particulier ».

Les rencontres privées et secrètes, tenues entre les hauts dirigeants d'Enron et ceux du gouvernement étasunien, au travers du Highlands Forum, émanation du Pentagone, entre novembre 2000 et juin 2001, ont joué un rôle clé dans l'établissement et le verrouillage d'un lien de plus en plus fusionnel entre Enron et les planifications du Pentagone. Le rôle du Forum, comme O'Neill l'a toujours décrit, est de fonctionner comme laboratoire d'idées pour explorer les intérêts mutuels de l'industrie et du gouvernement.

6 Enron et les projets de guerre du Pentagone

En février 2001, alors que des dirigeants d'Enron, Kenneth Lay y compris, commençaient à prendre part au [groupe de travail à l'énergie de Cheney](#), un document classifié du National Security Council indiquait aux employés du NSC de travailler avec le groupe de travail en « fusionnant » les sujets auparavant séparés : « les politiques opérationnelles à l'égard des États voyous » ainsi que les « actions concernant la capture de gisements de pétrole et de gaz, nouvellement découverts ou déjà connus ».

À en croire Paul O'Neill, le secrétaire au Trésor de Bush, cité par Ron Suskind dans *The Price of Loyalty* (2004), les dirigeants du cabinet discutèrent d'une invasion de l'Irak au cours de leur première réunion du NSC, et avaient même préparé une carte préparant l'occupation d'après-guerre, découpée selon les emplacements pétrolifères irakiens. Le message du président Bush était de dire à ces dirigeants de « trouver le moyen d'y aller ».

Les [documents](#) produits par le groupe de travail à l'énergie de

Cheney, et obtenus par Judicial Watch sous la loi *Freedom of Information*, révèlent qu'en mars, avec des contributions tous azimuts de la part de l'industrie, le groupe de travail avait préparé des cartes du pays, indiquant les champs pétroliers, les oléoducs, les raffineries, et couplées à une liste dont le titre était « *Prétendants étrangers aux contrats pétroliers irakiens* ». En avril, un rapport de think tank commandé par Cheney, supervisé par l'ancien secrétaire d'État James Baker, et rassemblé par un comité d'experts de l'industrie énergétique et de la sécurité nationale, exhortait le gouvernement étasunien à « *conduire une révision immédiate de la politique menée à l'égard de l'Irak, y compris les engagements militaires, en énergie, économiques, et politiques/diplomatiques* », pour répondre à « *l'influence déstabilisante* » de l'Irak sur les flux de pétrole dans les marchés mondiaux. Le rapport comprenait des recommandations écrites par le participant du Highlands Forum et président d'Enron : [Kenneth Lay](#).

Mais le groupe de travail à l'énergie de Cheney s'employait aussi activement à déployer des projets pour l'Afghanistan, impliquant Enron, que l'on voyait déjà en mouvement sous Clinton. Sur la fin des années 90, Enron travaillait avec la société californienne d'énergie Unocal à développer un [oléo/gazoduc](#) qui pourrait se brancher sur les réserves de la Caspienne, et transporter pétrole et gaz à travers l'Afghanistan, irriguer le Pakistan, l'Inde et peut-être d'autres marchés. Cette initiative avait la bénédiction officielle de l'administration Clinton, et par suite de l'administration Bush, qui avait mené en 2001 plusieurs réunions avec des représentants des Talibans pour négocier les termes d'un accord sur les oléo/gazoducs. Les Talibans, dont les opérations de conquête de l'Afghanistan avaient reçu un soutien clandestin sous Clinton, devaient se voir formellement reconnus par le gouvernement légitime d'Afghanistan, en échange de l'installation du pipeline. Enron paya 400 millions de dollars pour une étude de faisabilité du pipeline, et une grande proportion de cette somme fut siphonnée pour servir de pots de vins pour les dirigeants Talibans ; la société employa même

des agents de la CIA pour faciliter les échanges.

Puis, à l'été 2001, alors que les dirigeants d'Enron faisaient la liaison avec les hauts dirigeants du Pentagone au Highlands Forum, le conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche animait un « *groupe de travail* » multi-départements, dirigé par Rumsfeld et Cheney, pour aider à la finalisation d'un projet d'Enron en Inde, une centrale installée à Dabhol pour 3 milliards de dollars. Il était prévu que la centrale en question reçoive son énergie via l'[oléoduc trans-Afghanistan](#). Le « *groupe de travail de Dabhol* » du NSC, présidé par Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale auprès de Bush, déploya une gamme de tactiques pour accroître la pression du gouvernement étasunien sur l'Inde, pour que celle-ci décide de terminer la centrale de Dabhol — cette pression se poursuivit jusque début novembre. Le projet Dabhol, et l'oléoduc trans-afghan, constituaient de loin [le contrat le plus juteux](#) d'Enron à l'étranger.

Au cours de l'année 2001, les dirigeants d'Enron, parmi lesquels Ken Lay, eurent leur place dans le groupe de travail à l'énergie de Cheney, aux côtés de représentants d'autres sociétés de l'énergie étasuniennes. À partir de février, peu après la prise de fonction de l'administration Bush, Enron était impliquée dans une demi-douzaine de ces [réunions du groupe de travail à l'énergie](#). À l'issue de l'une de ces rencontres secrètes, une proposition d'accord énergétique fut amendée de nouvelles clauses, qui augmentaient très fortement la production de pétrole et de gaz en Inde, d'une manière telle que cela ne pouvait s'appliquer qu'à la centrale de Dabhol construite par Enron. Pour le dire autrement, on s'assurait que le flux de gaz bon marché envoyé vers l'Inde au travers du pipeline trans-afghan relevait désormais de la « *sécurité nationale* » étasuniennne.

Un mois ou deux après, l'administration Bush [donna](#) 43 millions de dollars aux Talibans, justifiant cet octroi par la lutte contre la production d'opium, et malgré les sanctions de l'ONU, imposées par les USA eux-mêmes, interdisant toute aide au groupe, du fait

qu'il refusait de livrer Oussama Ben Laden.

En juin 2001, le mois où Steve Kean, vice président exécutif d'Enron assistait au Highlands Forum, les espoirs que la société mettait dans le projet Dabhol se virent anéantis : le projet de pipeline trans-afghan ne se matérialisera pas, et par conséquent, la construction de la centrale de Dabhol fut arrêtée. Cet échec contribua à la banqueroute d'Enron en décembre. Toujours en juin, les dirigeants d'Enron rencontrèrent le secrétaire de Bush au commerce, Donald Evans, au sujet de cette centrale, et Cheney exerça du lobbying auprès du principal parti d'opposition indien pour le projet Dabhol. Il a également été reporté que Ken Lay avait contacté l'administration Bush à la même période, pour informer les dirigeants des problèmes financiers de la société.

Au mois d'août, désespérés de conclure l'accord, les dirigeants étasuniens menacèrent les représentants des Talibans de guerre, s'ils refusaient les termes étasuniens : à savoir, le cesser-le-feu et leur ralliement à une alliance fédérale avec la Northern Alliance (parti d'opposition) ; et d'abandonner toute exigence de consommer le gaz en Afghanistan. Le 15 de ce mois, Pat Shortridge, lobbyiste d'Enron, avertit le conseiller économique de la Maison Blanche, Robert McNally, qu'Enron se dirigeait vers un trou noir financier, qui pourrait mettre à mal les marchés énergétiques du pays.

L'administration Bush avait probablement vu venir le rejet de son offre par les Talibans : elle avait planifié une guerre contre l'Afghanistan dès le mois de juillet. Selon le ministre des affaires étrangères du Pakistan, Niaz Naik, qui avait participé aux négociations entre USA et Talibans, les dirigeants étasuniens lui avaient déclaré qu'ils prévoyaient d'envahir l'Afghanistan à la mi-octobre 2001. À peine la guerre avait-elle commencé que Wendy Chamberlain, l'ambassadeur de Bush au Pakistan, appelait le ministre du pétrole pakistanais, Usman Aminuddin, pour parler d'*« une proposition de projet de pipeline Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan »*, si l'on en croit le *Frontier Post*, une revue pakistanaise rédigée en anglais. Les deux hommes se seraient accordés à considérer que « *le*

projet ouvrait de nouvelles avenues de coopération régionale sur de nombreuses dimensions, surtout au vu des développements géopolitiques récents de la région ».

Deux jours avant le 11 septembre, Condoleezza Rice recevait un projet de directive formelle quant à la sécurité présidentielle, que Bush devait signer immédiatement. Cette directive contenait [un plan complet pour lancer une guerre mondiale contre al-Qaeda](#), y compris une invasion « *imminente* » de l’Afghanistan pour renverser les Talibans. Cette directive se vit approuvée par les plus hauts niveaux de la Maison Blanche et par les dirigeants du conseil de sécurité nationale, y compris bien sûr Rice et Rumsfeld. Les mêmes dirigeants du NSC étaient d’un côté en train d’œuvrer via le groupe de travail de Dabhol à sécuriser le projet de centrale indienne, alimenté par le pipeline trans-afghan, également projet d’Enron. Le lendemain, soit la veille du 11 septembre, l’administration Bush [accepta formellement](#) le plan d’attaque des Talibans.

On trouve des liens entre le Highlands Forum et les intérêts impliqués dans cette affaire, ce qui démontre que ces pratiques étaient tout sauf anecdotiques sous l’administration Bush — voilà pourquoi Obama, en se préparant à retirer des soldats d’Afghanistan, [réaffirma le soutien de son gouvernement](#) pour le projet d’oléoduc trans-Afghanistan, et son souhait de voir une société étasunienne le construire.

7 La propagande du Pentagone pour tout nettoyer

Au cours de cette période, la guerre de l’information joua un rôle central pour battre le rappel du soutien du public à la guerre — et le Highlands Forum y figura en première ligne.

En décembre 2000, un peu moins d’un an avant le 11 septembre, et peu après la victoire de George W. Bush à l’élection présidentielle, des membres clés du Forum participèrent à un [événement](#)

organisé par la Dotation Carnegie pour la paix internationale, explorant « *les impacts de la révolution de l'information, de la mondialisation, et de la fin de la Guerre froide sur le processus de mise en place de la politique étrangère étasunienne* ». Cette rencontre, plutôt que de proposer des « *réformes itératives* », demandait à ses participants de « *construire un nouveau modèle, en partant de zéro, optimisé aux propriétés spécifiques du nouvel environnement mondial* ».

Parmi les [sujets](#) abordés lors de ces travaux, on trouvait la « *Révolution du contrôle mondial* » : la nature « *distribuée* » de la révolution de l'information pesait sur les « *dynamiques clés des politiques mondiales, générant des défis face à la primauté des États et des relations inter-États* ». Cela créait « *de nouveaux défis en matière de sécurité nationale, les États dirigeants voyant se réduire leur capacité de contrôle sur les débats politiques mondiaux, ce qui pose un défi aux efficacités des politiques économiques nationales, etc* ».

En d'autres termes, comment le Pentagone peut-il exploiter d'une manière ou d'une autre la révolution de l'information pour « *contrôler le débat politique mondial* », en particulier en matière de « *politiques économiques nationales* » ?

Cette rencontre était co-organisée par Jamie Metzl, qui à l'époque figurait au Conseil de sécurité nationale de Bill Clinton, où il venait de diriger la rédaction de la directive présidentielle « *Presidential Decision Directive, NdT* » 68 sur l'International Public Information (IPI), un nouveau plan inter-agences coordonnant la diffusion d'informations étasuniennes publiques à l'étranger. Metzl poursuit sa tâche de coordination de l'IPI au Département d'État.

L'année précédente, un haut-dirigeant de l'administration Clinton révéla au [Washington Times](#) que l'IPI de Metz avait pour vrai objectif de « *manipuler le public étasunien* », et avait « *émergé suite aux réticences du public étasunien à soutenir les politiques étrangères du président Clinton* ». L'IPI n'avait qu'à semer ci-et-là des articles ou des reportages favorables aux intérêts étasuniens sur les

chaînes étrangères télévisuelles, radio, ou dans la presse ou d'autres médias étrangers, en espérant que cela serait repris par les médias étasuniens. Le prétexte était que « *la couverture des informations est déformée sur le marché domestique, et il faut la combattre à tout prix, en utilisant des ressources dirigées vers une manipulation des nouvelles* ». Metzl s'occupa des opérations de propagande à l'étranger de l'IPI pour l'Irak et le Kosovo.

On comptait parmi les autres participants à l'événement de Carnegie de décembre 2000 deux membres fondateurs du Highlands Forum, Richard O'Neill et Jeff Cooper de la SAIC — en compagnie de Paul Wolfowitz, un autre *acolyte* d'Andrew Marshall qui allait bientôt rejoindre l'administration Bush, comme adjoint au secrétaire de la Défense Rumsfeld. Présent également ce jour, une figure qui allait devenir particulièrement célèbre dans la propagande qui entoura l'Afghanistan et la guerre en Irak de 2003 : John W. Rendon Jr, président fondateur de **The Rendon Group** (TRG), et membre au long court du Highlands Forum.

TRG est une société de communications et un sous-traitant bien connu du gouvernement étasunien depuis des décennies. Rendon a joué un rôle central dans le déroulement des **campagnes de propagande** du Département d'État pour l'Irak et le Kosovo, sous Clinton et Metzl. Il reçut notamment une subvention du Pentagone pour faire tourner un site d'information, le Balkans Information Exchange, ainsi qu'un contrat de l'US Agency for International Development (USAID) pour promouvoir la « *privatisation* ».

Le rôle central de Rendon auprès de l'administration Bush pour faire monter en sauce la menace pourtant inexiste d'armes de destruction massive (ADM), aux fins de justifier une invasion étasunienne de l'Irak, est à présent clairement établi. Comme exposé par James Bamford dans son enquête phare pour **Rolling Stone**, Rendon a joué un rôle déterminant, pour le compte de l'administration Bush, dans le déploiement d'une « *gestion de la perception* » qui allait « *créer les conditions amenant à la déchéance de [Saddam] Hussein* », au travers de contrats de la CIA et du Pentagone



FIGURE 2.3 – John Rendon (à droite) au Highlands Forum, accompagné du présentateur de la BBC Nik Gowing et de Jeff Jonas, ingénieur en chef aux Entity Analytics pour IBM (au centre).

chiffrés en millions de dollars.

En autres activités, Rendon fut amené à créer, pour le compte de la CIA du Congrès national irakien¹³ d'Ahmed Chalabi ; il s'agissait d'un groupe d'exilés irakiens chargés de répandre de la propagande, dans laquelle on trouvait nombre de faux renseignements [sur les ADM](#). Ce processus avait été lancé de manière synchronisée sous l'administration de George H W. Bush¹⁴, s'était poursuivit cahin-caha sans faire trop de bruit sous Clinton, avant de se voir relancé après le 11 septembre, sous le mandat de Bush fils. Le rôle de Rendon fut donc très important dans la fabrication de fausses nouvelles sur l'Irak, sous contrats juteux attribués par la CIA et le Pentagone — et il accomplit ces tâches jusqu'au moment

13. Iraqi National Congress (INC), NdT

14. le père, NdT

de l'invasion de 2003, sous la casquette de [conseiller](#) du Conseil de sécurité national de Bush : encore la NSC, bien entendu, qui planifia et prépara les invasions d'Afghanistan et d'Irak, en prenant en compte les données que lui communiquaient les dirigeants d'Enron, qui dans le même temps entraient dans le Highlands Forum.

Et cela ne constitue que la partie émergée de l'iceberg. Des documents déclassifiés démontrent l'implication étroite du Highlands Forum dans les processus clandestins utilisés par les dirigeants clés pour paver le chemin de la guerre en Irak, sur la base de guerre de l'information.

[Un rapport](#), rédigé en 2007 par l'inspecteur général du DoD, révèle qu'un des sous-traitants utilisés abondamment par le Highlands Forum au cours de la guerre en Irak et après celle-ci, était le Rendon Group. TRG se vit octroyer des contrats du Pentagone pour organiser des sessions du Forum, établir les sujets de discussions, et réunir et coordonner les instances du Forum. L'enquête menée par l'inspecteur général avait été diligentée suite à des accusations, entendues dans l'enceinte du Congrès, quant au rôle de Rendon dans la manipulation des informations, en vue de justifier l'invasion et l'occupation de l'Irak en 2003. Selon le rapport établi par l'inspecteur général :

... l'Assistant Secretary of Defense for Networks and Information Integration/Chief Information Officer a employé TRG pour mener des forums en vue d'attirer la participation d'un groupe inter-disciplinaire de dirigeants reconnus au niveau national. Les forums étaient constitués en petits groupes, et abordaient des sujets sur l'information et les technologies, et leurs conséquences sur la science, sur les processus organisationnels et dans le monde des affaires, sur les relations internationales, en termes économiques et en matière de sécurité nationale. TRG conduisit également un programme de recherche et des interviews pour établir et développer des sujets

à aborder dans le cadre des sessions du Highlands Forum. C'est l'Office of the Assistant Secretary of Defense for Networks and Information Integration qui validait ces sujets, le rôle de TRG était de rendre possibles les rencontres.

TRG, bras armé privé du Pentagone en matière de propagande, joua donc un rôle central, en assurant littéralement le fonctionnement du processus du Highlands Forum qui amenait les hauts dirigeants du gouvernement et les capitaines d'industrie à se rencontrer pour établir la stratégie de guerre de l'information du DoD.

L'enquête interne du Pentagone en vint à absoudre Rendon de toute malversation. Mais cela ne constitue pas une surprise, au vu des conflits d'intérêts en jeu : l'inspecteur général de l'époque était Claude M. Kicklighter, mis en place à ce poste par Bush, et qui avait directement supervisé les principales opérations militaires de l'administration. En 2003, il était directeur de l'équipe de transition pour l'Irak du Pentagone, et l'année suivante il fut nommé au Département d'État sous le titre de Conseiller spécial pour la stabilisation et les opérations de sécurité en Irak et en Afghanistan.

8 Le noyau surveillance-propagande

Plus édifiant encore, les documents du Pentagone, que Bamford a réussi à se procurer pour son article pour *Rolling Stone*, révèlent que Rendon s'est vu accorder les accès aux données de surveillance de la NSA, estampillées top-secret, pour mener ses travaux commandités par le Pentagone. Les documents du DoD stipulent que TRG est autorisé « à chercher et analyser des informations classifiées jusqu'au niveau Top Secret/SCI/SI/TK/G/HCS ».

« SCI » est l'acronyme de Sensitive Compartmented Information¹⁵ : il s'agit d'information classifiée au niveau supérieur à Top

15. Information sensible à accès cloisonné, NdT

Secret ; « *SI* » est l'acronyme de Special Intelligence¹⁶ : il s'agit de communications à haut niveau de secret, interceptées par la NSA. « *TK* » est l'acronyme de Talent/Keyhole : il s'agit de noms de code pour l'imagerie de reconnaissance aérienne et par satellite espion ; « *G* » désigne Gamma, et englobe les interceptions de communications depuis des sources extrêmement sensibles ; et « *HSC* » désigne Humint Control System — des informations en provenance de sources humaines considérées comme très sensibles. Pour reprendre les mots de Bamford :

Considérés ensemble, ces acronymes indiquent que Rendon dispose des accès aux informations les plus confidentielles des trois formes de collecte de renseignement : les écoutes, les images satellites, et les espions humains.

Le Pentagone avait donc :

1. *Travaillé sous contrat avec Rendon, une société de propagande ;*
2. *Offert à Rendon les accès aux renseignements les mieux gardés de la communauté du renseignement, y compris les données de surveillance collectées par la NSA ;*
3. *Confié à Rendon la tâche de faciliter le développement par le DoD des stratégies opératives de l'information, en assurant le fonctionnement des processus du Highlands Forum ;*
4. *Et plus encore, chargé Rendon d'encadrer l'exécution concrète de cette stratégie développée par la voie du Highlands Forum, en opérant des campagnes d'information à travers le monde, en Irak, en Afghanistan, et ailleurs.*

Le directeur général du TRG, John Rendon, reste étroitement impliqué dans le Highlands Forum, et les opérations d'information du DoD dans le monde musulman. Sa [biographie](#) en date de novembre

16. Renseignements spéciaux, NdT

2014, présentée dans le cursus « *Emerging Leaders*¹⁷ » par la Harvard Kennedy School, le décrit comme « *un participant dans des organisations précurseures, comme le Highlands Forum* », « *l'un des premiers leaders d'opinions à maîtriser la puissance des technologies émergentes, en soutien à la gestion temps réel de l'information* », et un expert en matière d'« *impact des technologies de l'information en émergence en lien avec les opérations Odyssey Dawn (Libye)* » ; *Unified Protector (Libye)* ; *Global War on Terrorism (GWOT)* ; *Iraqi Freedom* ; *Enduring Freedom (Afghanistan)* ; *Allied Force and Joint Guardian (Kosovo)* ; *Desert Shield* ; *Desert Storm (Koweït)* ; *Desert Fox (Irak)* et *Just Cause (Panama)*, *parmi d'autres*.

Les travaux de Rendon sur la gestion de la perception et les opérations d'information a également « *rendu service à nombre d'interventions militaires étasuniennes* » ailleurs, et a contribué à l'exécution des opérations de l'information en Argentine, en Colombie, en Haïti et au Zimbabwe — en fait, dans un total de 99 pays. Ainsi, directeur général et directeur politique national du parti Démocrate, John Rendon reste une **figure puissante** sous l'administration Obama.

Des archives du Pentagone démontrent que TRG a reçu plus de 100 millions de dollars du DoD depuis 2000. En 2009, le gouvernement étasunien annula un contrat de « *communications stratégiques* » avec TRG après des révélations sur les utilisations de ce contrat pour se débarrasser des journalistes qui auraient pu écrire des articles négatifs sur l'armée étasunienne en Afghanistan, et pour promouvoir exclusivement les journalistes soutenant les politiques étasuniennes. Et pourtant, en 2010, voilà que l'administration Obama renouvelait des contrats à Rendon, pour des services de « *déception militaire* » en Irak.

Et depuis, TRG a été pourvoyeur de conseils sur le Commande-

17. « *dirigeants en émergence* », NdT

ment de la formation et de la doctrine¹⁸ de l'armée étasunienne, sur le Commandement des opérations spéciales¹⁹, et **est toujours sous contrat** pour le Bureau du secrétaire de la Défense, le Commandement des communications électroniques de l'armée des États-Unis, et apporte un « *soutien aux communications* » du Pentagone et aux ambassades étasuniennes quant aux opérations anti-drogues.

TRG **se vante également sur son site web** d'apporter un « *soutien aux guerres clandestines*²⁰ », avec « *soutien de planification et opérationnel* » qui « *aide notre gouvernement et les clients dans le domaine militaire à développer de nouvelles approches pour contrer et saper le pouvoir d'un adversaire, ainsi que son influence et sa volonté* ». Une part importante de ce soutien a été affinée au cours de la décennie écoulée (au moins) au sein même du Highlands Forum, émanation du Pentagone.

9 Guerre clandestine et pseudo-terrorisme

Le lien intime qui existe via Rendon entre le Highlands Forum, émanation du Pentagone, et les opérations de propagande menées sous Bush et Obama en soutien à la « *longue guerre* » démontre le rôle primordial de la surveillance de masse, aussi bien derrière la guerre clandestine que derrière les « *communications stratégiques* ».

L'un des principaux promoteurs de ces deux concepts est le professeur **John Arquilla**, de la Naval Postgraduate School ; il s'agit du célèbre analyste de la défense étasunienne, qui a développé le concept de « *guerre de l'information*²¹ ». À présent, il défend ouvertement la surveillance de masse, et le minage de données massives en soutien à des **opérations préventives** pour contrecar-

18. Training and Doctrine Command, NdT

19. Special Operations Command, NdT

20. Irregular Warfare Support, NdT

21. Netwar, NdT

rer les complots terroristes. Il se trouve qu'Arquilla est un autre des « *membres fondateurs* » du Highlands Forum.

Une grande partie de ses travaux est structurée sur les concepts de « *guerre en réseau* » ; « *dissuasion en réseau* » ; « *guerre de l'information* » et d'« *essaimage* » ; ces concepts ont été dans une large mesure établis par la RAND sous contrat du Pentagone, puis incubés par le Forum lors de ses premières années d'existence, et sont devenus parties prenantes de la stratégie du Pentagone. Par exemple, dans l'étude produite par Arquilla pour la RAND en 1999 sous le titre *The Emergence of Noopolitik : Toward an American Information Strategy*²², son co-auteur David Ronfeldt et lui-même expriment leur gratitude envers Richard O'Neill « *pour l'intérêt qu'il [nous] porte, pour son soutien, et ses conseils* », ainsi qu'aux « *membres du Highlands Forum* » pour leurs commentaires éclairants sur l'étude. La plupart de ses travaux intègrent des remerciements au Highlands Forum et à O'Neill.



FIGURE 2.4 – Le professeur John Arquilla, de la Naval Postgraduate School, et membre fondateur du Highlands Forum, émanation du Pentagone

22. Émergence de la Noopolitik : vers une stratégie de l'information étasunienne, NdT

Les travaux d'Arquilla se voient cités dans une étude de la National Academy of Sciences, datant de 2006, sur l'avenir de la science des réseaux, commandée par l'armée étasunienne, qui conclut, sur la base de ses travaux, que : « *Les avancées technologiques en matière de traitement d'information par ordinateur et de télécommunications permettent la constitution de réseaux sociaux, qui facilitent les affiliations à des groupes, dont certains sont de nature terroriste* ». L'étude ne faisait pas de différence entre risques terroristes et groupes activistes : « *Les implications de cet état de fait pour les réseaux criminels, terroristes, contestataires et insurrectionnels ont été explorés par Arquilla et Ronfeld (2001) et constituent un sujet de discussion récurrent au sein de groupes comme le Highlands Forum, qui comprennent que les États-Unis sont hautement vulnérables à des coupures de services de leurs réseaux critiques* ». Arquilla développa ensuite des stratégies de guerre de l'information « *pour les campagnes militaires au Kosovo, en Afghanistan et en Irak* », selon le dictionnaire biographique établi par l'historien militaire Benjamin Shearer, *Home Front Heroes* (2007) — illustrant une fois de plus le rôle direct joué par certains membres clés du Forum quant à l'exécution des opérations informationnelles du Pentagone sur les théâtres de guerre.

Seymour Hersh, lauréat du prix Pulitzer, fait référence, dans son enquête de 2005 pour le *New Yorker* à une série d'articles écrits par Arquilla, établissant une nouvelle stratégie de « *réplique à la terreur* » par la pseudo-terreur. « *Il faut un réseau pour combattre un réseau* », déclare Arquilla, esquissant la thèse qu'il a soutenue au Pentagone par l'intermédiaire du Highlands Forum depuis sa fondation :

Dès lors que les opérations militaires conventionnelles et les bombardements échouèrent à vaincre l'insurrection Mau Mau au Kenya dans les années 1950, les Britanniques formèrent des équipes à base des tribus Kikuyu qui leurs étaient acquises, et qui se firent pas-

ser pour terroristes. Ces « pseudo gangs », comme on les dénommait, mirent rapidement les Mau Mau sur la défensive, soit en se liant d'amitié avec des combattants pour leur tomber dessus en embuscade juste après, soit en fournissant aux bombardiers les coordonnées des camps terroristes.

Et Arquilla de plaider pour que les services de renseignements occidentaux adoptent ce fonctionnement britannique comme modèle, en créant de nouveaux « *pseudo gangs* » terroristes, pour saper les « *vrais* » réseaux terroristes :

Ce qui a fonctionné au Kenya il y a un demi-siècle a toutes les chances de saper la confiance et les capacités de recrutement au sein des réseaux terroristes d'aujourd'hui. Constituer de nouveaux pseudo-gangs ne devait pas être tâche difficile.

Fondamentalement, l'argument d'Arquilla était que, puisque seuls des réseaux peuvent s'en prendre à d'autres réseaux, la seule manière de vaincre des ennemis employant des méthodes de guerre clandestines est d'employer soi-même des techniques de guerre clandestine contre eux. En fin de compte, le facteur déterminant la victoire n'est pas la défaite militaire en soi, mais la mesure dans laquelle la direction du conflit peut être calibrée pour influencer les populations et s'accaparer leur opposition à l'adversaire. La stratégie de « *pseudo gangs* » d'Arquilla était, selon Hersh, déjà en cours d'implémentation par le Pentagone :

Selon la nouvelle approche de Rumsfeld, on m'a expliqué que les agents militaires étasuniens avaient l'autorisation de se faire passer pour des hommes d'affaires corrompus à l'étranger, voulant acheter des biens de contrebande, pour les utiliser dans des systèmes d'armes nucléaires. Dans certains cas, si l'on en croit les conseillers du Pentagone, on parvenait à recruter des citoyens locaux et leur demander de rejoindre la guérilla ou les ter-

roristes... Les nouvelles règles permettront à la communauté des Forces Spéciales de mettre en place ce qu'elle appelle des « équipes d'action » dans les pays ciblés à l'étranger, qui pourront être utilisées pour détecter et éliminer des organisations terroristes. « Souvenez-vous des groupes d'exécution de droite au Salvador », m'interrogea l'ancien haut-dirigeant du renseignement, faisant référence aux gangs, dirigés par des soldats, qui avaient commis des atrocités au début des années 1980. « Nous les avons créés, et financés », me dit-il. « L'objectif est à présent de recruter des gens du cru partout où nous le souhaitons. Et nous n'allons pas parler de ça au Congrès ». Un ancien officier de l'armée, qui connaît les possibilités des commandos du Pentagone, m'a dit : « Nous allons chevaucher aux côtés des mauvais gars ».

Confirmation officielle du fait que cette stratégie est à présent mise en œuvre est faite en 2008, par la fuite d'un manuel pratique des opérations spéciales de l'armée étasunienne. L'armée étasunienne, dit le manuel, peut mener des *guerres clandestines et non-conventionnelles* en utilisant comme substitut des groupes non-étatiques, comme des « *forces paramilitaires, des individus, des entreprises, des organisations politiques étrangères, des organisations résistantes ou insurgées, des expatriés, des adversaires terroristes transnationaux, des membres de réseaux terroristes transnationaux déçus, des contrebandiers et d'autres 'indésirables' sociaux ou politiques* ». Scandaleusement, le manuel poursuit en confirmant explicitement que les opérations spéciales étasuniennes peuvent impliquer tant le contre-terrorisme que le « *Terrorisme* », ainsi que : « *des activités criminelles transnationales, y compris le trafic de drogues, des trafics d'armes illégaux, et des transactions financières illégales* ». L'objectif de telles opérations clandestines est, principalement, le contrôle des populations — lesdites opérations sont « *spécifiquement conçues pour faire pression sur telle ou telle fraction*

de la population indigène afin de lui faire accepter le statu quo », ou d'accepter « *telle ou telle conséquence politique* » que l'on veut lui imposer ou négocier.

Suivant cette logique biaisée, le terrorisme peut parfois être défini comme un outil légitime de l'appareil d'État étasunien, utilisable pour influencer des populations à accepter un « *compromis politique* » particulier — le tout au nom de la lutte contre le terrorisme.

Est-ce là ce que faisait le Pentagone, en [coordonnant](#) pas loin d'1 milliard de dollars de financement en provenance des régimes du Golfe, et à destination des rebelles anti-Assad en Syrie ; le plus gros de ces sommes, selon les propres informations classifiées de la CIA, finirent dans les caisses d'extrémistes islamistes violents liés à al-Qaeda, ceux-là mêmes qui engendrèrent ensuite « *État Islamique* » ?

La justification de cette nouvelle stratégie commença à être épandue dans une réunion d'août 2002 tenue par le Defense Science Board du Pentagone, qui plaide pour la création d'un « *Groupe d'opérations proactives et préventives* ²³ » au sein du National Security Council. Ce même Board proposait que le P2OG en question conduise des opérations clandestines pour infiltrer et *simuler des réactions* au sein des réseaux terroristes, pour les inciter à agir, et faciliter par là leur ciblage.

À l'image d'autres agences du Pentagone, le Defense Science Board est intimement lié au Highlands Forum, dont les travaux nourrissent les recherches du Board, qui à son tour est régulièrement présent au Forum.

À en croire les sources du renseignement étasunien qui ont parlé à Hersh, Rumsfeld s'était assuré que cette nouvelle forme d'opérations clandestines serait intégralement conduite sous juridiction du Pentagone, de manière totalement étanche par rapport à la CIA et aux commandements militaires étasuniens régionaux, et qu'elle se-

23. [Proactive, Preemptive Operations Group](#) (P2OG), NdT

rait exécutée par ses propres commandements opérationnels gardés et tenus au secret. Cette [chaîne de commandement](#) devait intégrer, outre le secrétaire à la Défense lui-même, deux de ses adjoints, sous-secrétaire à la Défense dédié aux renseignements y compris : il s'agit du poste qui supervise le Highlands Forum.

10 Communications stratégiques : propagande de guerre sur le sol étasunien et à l'étranger

Au sein du Highlands Forum, les techniques d'opérations spéciales explorées par Arquilla ont été reprises par plusieurs autres, en ciblant de plus en plus la propagande — parmi eux, le Dr. Lo-chard, dont nous avons parlé précédemment, ainsi que le Dr. Amy Zalman, qui s'intéresse surtout au concept d'utilisation par l'armée étasunienne de « *narrations stratégiques* » pour influencer les opinions publiques et ainsi gagner les guerres.

Comme son collègue Jeff Cooper, membre fondateur du Highlands Forum, le Dr Zalman provient des entrailles de la SAIC/Leidos. Entre 2007 et 2012, elle tint le poste de stratège en chef de la SAIC, avant de devenir présidente de l'Information Integration du DoD pour le National War College de l'armée des USA, où elle s'est principalement consacrée à affiner la propagande pour susciter les réponses précises désirées de la part de groupes ciblés, sur la base d'une compréhension complète de ces groupes. Durant l'été 2014, elle est devenue Directrice générale de la World Futures Society.

En 2005, l'année-même qui vit Hersh dénoncer la mise en oeuvre de la stratégie du Pentagone de « *simulation des réactions* » auprès des terroristes en les provoquant, Zalman produisit une [présentation](#) au Highlands Forum sous le titre « *L'approche d'une théorie de narration en soutien aux communications stratégiques étasuniennes* ». Depuis lors, Zalman a été [une participante régulière aux sessions du Highlands Forum](#), et a présenté ses travaux sur les communications stratégiques à toute une gamme d'agences gouver-

nementales étasuniennes, à des forums de l'OTAN, et a assuré des formations de guerre clandestine à destination de soldats dans le cadre de l'Université des opérations spéciales conjointes des USA²⁴.

Sa présentation de 2005 pour le Highlands Forum n'est pas disponible publiquement, mais l'impulsion donnée par Zalman dans la composante informationnelle des stratégies des opérations spéciales du Pentagone est mesurable sur la base des travaux qu'elle a publiés par ailleurs. En 2010, alors qu'elle était toujours attachée à la SAIC, son [article pour l'OTAN](#) notait qu'une composante clé de la guerre clandestine est de « *remporter dans une certaine mesure le soutien émotionnel de la part de la population, en influençant ses perceptions subjectives* ». Elle soutient que la meilleure méthode pour s'assurer cette sorte d'influence va bien au delà de la propagande traditionnelle et des techniques de communications habituelles. Les analystes doivent à présent « *se mettre dans la peau des personnes sous observation* ».

Zalman a publié [un autre article](#) la même année, dans le IO Journal, publié par l'Information Operations Institute, qui se décrit lui-même comme un « *groupe d'intérêt spécial* » de l'Association of Old Crows. Cette dernière est une association professionnelle rassemblant théoriciens et praticiens de la guerre



FIGURE 2.5 – Le Dr. Amy Zalman, ancienne stratège pour la SAIC, Directrice Générale de la World Futures Society, et participante de longue date au Highlands Forum au titre de consultante aux communications stratégiques dans les guerres clandestines, pour le gouvernement des USA

24. US Joint Special Operations University, NdT

électronique et des opérations d'information, présidée par Kenneth Israel — lui-même vice-président de Lockheed Martin — et dont le vice-président est David Himes, qui a pris en 2014 sa retraite après avoir été conseiller en chef sur la guerre électronique auprès du laboratoire de recherches de l'US Air Force.

Dans cet article, publié sous le titre « *La narration comme facteur d'influence dans les opérations d'information* »²⁵, Zalman se lamente sur le fait que les armées étasuniennes ont « *rencontré des difficultés à créer des narrations convaincantes — ou des histoires — que ce soit pour exprimer leurs objectifs stratégiques ou pour communiquer sur des situations particulières, comme des morts de civils* ». À la fin, elle conclut en disant que « *le sujet complexe des morts civils* » devrait être approché non seulement par « *des excuses et des compensations* » — occurrences rarement observées, de toute façon — mais en répandant des récits décrivant des personnalités avec lesquelles le public ciblé entrera en connexion (dans le cas présent « *le public ciblé* » constitue les « *populations de zones de guerre* »). Il s'agit ici de faciliter une sortie de conflit de la part du public ciblé « *d'une manière positive* », définie, bien entendu, dans le sens des intérêts militaires étasuniens. Susciter des émotions de cette façon avec « *ceux qui restent après ces morts* » causées par des actions militaires des USA pourrait « *constituer une forme d'influence empathique* ». Ce faisant, Zalman se montre incapable de remettre en question la légitimité des objectifs stratégiques étasuniens, ou de comprendre que l'impact de ces objectifs, de par l'accumulation de ces morts civiles, constitue précisément un problème qui doit être changé — au lieu de cela, elle cible idéologiquement des réponses à apporter aux populations victimes d'actions militaires.

L'« *empathie* », ici, constitue tout au plus un instrument de manipulation.

En 2012, *The Globalist* publiait [un autre article de Zalman](#),

25. Narrative as an Influence Factor in Information Operations, NdT

s'employant à démontrer que la distinction rigide entre « *hard power* » et « *soft power* » devait être gommée, pour reconnaître que l'usage de la force doit s'appuyer sur la bonne symbolique et les spécificités culturelles pour en garantir le succès :

Tant que la diplomatie de défense et économique restera cantonnée dans une boîte sous l'étiquette « hard power », nous échouerons à comprendre que leur succès dépend de leurs effets symboliques, et pas seulement matériels.

Tant que les initiatives diplomatiques et culturelles resteront cantonnées dans la boîte « soft power », nous échouerons à comprendre que ces moyens peuvent être employés en coercition ou produire des effets semblables à ceux obtenus par la violence.

Au vu de l'implication profonde de la SAIC avec le Highlands Forum, et de par le développement de stratégies d'informations basées sur la surveillance, les guerres clandestines et la propagande, il n'est pas du tout surprenant que la SAIC ait constitué la deuxième société privée à recevoir des contrats pour fabriquer de la propagande en préparation de la guerre en Irak en 2003, aux côtés de TRG.

« *Les dirigeants de la SAIC ont été impliqués à chaque phase... de la guerre en Irak* », écrivait de manière ironique *Vanity Fair* : qu'il s'agit de propager volontairement de fausses informations sur les ADM, puis enquêter sur les « *échecs de renseignements* » ayant mené aux fausses accusations sur les mêmes ADM. David Kay, par exemple, embauché par la CIA en 2003 pour chasser les ADM de Saddam Hussein à la tête de l'*Iraq Survey Group*, après avoir été vice président de la SAIC jusqu'en 2002, ne cessant pas de marteler, sous contrat avec le Pentagone, « *la menace causée par l'Irak* ». Quand on échoua à trouver les ADM, la commission du président Bush chargée d'enquêter sur cet « *échec du renseignement* » étaisunien comptait trois dirigeants de la SAIC, et parmi eux Jeffrey Cooper, membre fondateur du Highlands Forum. L'année-même où Kay se voyait nommé à l'*Iraq Survey Group*, William Perry, secré-

taire à la Défense de Clinton — l'homme qui donna les ordres pour que le Highlands Forum soit monté — rejoignit le conseil d'administration de la SAIC. L'enquête menée par Cooper et les autres innocenta l'administration Bush d'avoir fabriqué la propagande légitimant la guerre — sans surprise aucune, au vu de l'immersion de Cooper dans le même réseau du Pentagone qui avait généré cette propagande.

La SAIC comptait parmi les nombreux sous-traitants à avoir fait leur beurre sur les contrats de reconstruction en Irak, et se vit octroyer [de nouveaux contrats après la guerre](#) pour promouvoir des narrations pro-USA à l'étranger. Dans la même veine que les travaux de Rendon, l'idée était que les histoires implantées dans des médias étrangers seraient reprises par les médias étaisuniens pour consommation intérieure.

Mais la promotion par le Highlands Forum de techniques de propagande avancée n'implique pas que les participants du cœur et de longue date comme Rendon et Zalman. EN 2011, le Forum reçut deux scientifiques financés par la DARPA, Antonio et Hanna Damasio, qui constituent les enquêteurs principaux du projet de l'université de Californie du Sud « *Neurobiologie du cadrage narratif*²⁶ ». Reprenant les jalons de Zalman sur les opérations psychologiques du Pentagone nécessaires à déployer une « *influence empathique* », le [nouveau projet](#) soutenu par la DARPA vise à décrire comment les narrations résonnent souvent « *sur des valeurs fortes et sacrées pour provoquer une réponse émotionnelle* », mais selon des chemins variant avec la culture ciblée. L'élément le plus inquiétant de l'étude réside dans son objectif de déterminer comment augmenter la capacité du Pentagone à déployer des narrations réussissant à influencer leurs cibles, en passant outre tout raisonnement conventionnel, dans un contexte d'actions moralement discutables.

La [description](#) du projet explique que la réaction psychologique

26. Neurobiology of Narrative Framing, NdT



FIGURE 2.6 – Quelques participants de la 46ème session du Highlands Forum en décembre 2011, de droite à gauche : John Seely Brown, responsable scientifique/directeur pour Xerox PARC de 1990 à 2002, et membre de longue date du Conseil d'administration d'In-Q-Tel ; Ann Pendleton-Jullian, co-auteure avec Brown d'un manuscrit, Design Unbound ; Antonio et Hanna Damasio, respectivement neurologue et neurobiologiste impliqués dans un projet de propagande financé par la DARPA.

aux événements faisant l'objet du récit se voit « *influencée par la manière dont le narrateur décrit les événements, fait appel à différentes valeurs, connaissances, et expériences de l'auditeur* ». Un cadrage des narrations qui « *cible les valeurs sacrées pour l'auditeur, y compris ses valeurs fondamentales, nationalistes et/ou religieuses* » est particulièrement efficace pour influencer l'interpré-

tation de l'auditeur des événements faisant l'objet du récit, car ces *valeurs sacrées* sont étroitement liées à « *la psychologie de l'identité, l'émotion, la fabrication d'une décision morale, et la cognition sociale* ». En appliquant un cadrage s'apparentant au domaine du sacré à des sujets plus ou moins banals, ces sujets « *peuvent hériter des propriétés des valeurs sacrées et produire une forte aversion à l'utilisation d'un raisonnement conventionnel visant à les interpréter* ». Les deux Damasios et leur équipe explorent le rôle des « *mécanismes linguistiques et neuropsychologiques* » dans la détermination de l'« *efficacité du cadrage narratif par utilisation de valeurs sacrées influençant l'interprétation des événements par l'auditeur* ».

La recherche est basée sur l'extraction de récit narratifs de millions de blogs sur internet, américains iraniens et chinois, et leur sujexion à une analyse de discours automatisée pour les comparer en terme quantitatif selon les trois langues. Les enquêteurs poursuivent par l'usage d'expériences comportementales avec des lecteurs/auditeurs des différentes cultures pour évaluer leur réaction à tel ou tel récit narratif « *où chaque récit fait appel à une valeur sacrée pour expliquer ou justifier un comportement moralement discutable de la part de son auteur* ». Enfin, les scientifiques appliquent un scan neurobiologique d'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle pour corrélérer les réactions et les marqueurs de personnalité individuels aux réponses engendrées par leur cerveau.

Pourquoi le Pentagone finance-t-il des recherches visant à exploiter les *valeurs sacrées* des gens afin d'éteindre leur capacité à émettre un raisonnement logique, et d'accroître leur ouverture émotionnelle à des « *comportements moralement discutables* » ?

Le centrage de l'étude sur les langues anglaise, farsi et chinoise peut également révéler que les préoccupations actuelles du Pentagone vont massivement dans le sens d'un développement d'opérations de l'information contre deux adversaires clés, l'Iran et la Chine, ce qui correspond aux ambitions au long cours de projeter

une influence stratégique au Moyen Orient, en Asie Centrale et en Asie du Sud. De même, l'importance accordée à la langue anglaise, avec l'usage spécifique de blogs étasuniens, suggère également que le Pentagone se préoccupe de projeter une propagande efficace sur l'opinion publique domestique étasunienne.



FIGURE 2.7 – Rosemary Wenchel (à gauche), du département de la sécurité intérieure des USA, avec Jeff ‘Skunk’ Baxter, ancien musicien devenu consultant à la défense étasunienne, qui a travaillé pour des sous-traitants comme la SAIC et Northrup Grumman. On distingue Jeff Cooper, dirigeant de la SAIC/Leidos en arrière plan

Au cas où vous penseriez que le choix de la DARPA de pratiquer le minage de données massives sur des millions de blogs étasuniens, dans le cadre de ses recherches sur la « *neurobiologie du cadrage narratif* », constituerait un pur fruit du hasard, faites la connaissance de Rosemary Wenchel, une autre vice-présidente du Highlands Forum ces dernières années, ancienne directrice des

cyber-capacités et du soutien opérationnel auprès du Bureau du secrétaire de la Défense. Depuis 2012, Wenchel a été adjointe au secrétaire dédié aux stratégies et aux politiques, pour le département de sécurité intérieure.

Comme le démontre le financement complet de la propagande sur l'Irak et l'Afghanistan par le Pentagone, influencer la population et répandre cette propagande est critique, non seulement sur les théâtres stratégiques lointains, mais également sur le plan intérieur, pour étouffer à la source tout risque de voir l'opinion publique remettre en question la légitimité des politiques adoptées par le Pentagone. Sur la photo ci-dessus, Wenchel est en conversation avec Jeff Baxter, consultant de longue date pour la défense et les renseignements étasuniens. En septembre 2005, Baxter faisait partie d'un [groupe d'étude](#) soi-disant « *indépendant* » (présidé par le sous-traitant de la NSA Booz Allen Hamilton), missionné par le département de sécurité intérieure, qui préconisait d'accroître le rôle des satellites espions étasuniens [surveillant la population](#) sur le sol étasunien.

Et dans le même temps, Zalman et Rendon, chacun d'entre eux restant étroitement lié au Highlands Forum, continuaient de se voir courtisés par l'armée étasunienne pour leur expertise sur les opérations informationnelles. En octobre 2014, ils participaient tous deux à une [conférence](#) majeure stratégique d'évaluation multi-niveaux, soutenue par le DoD étasunien et les chefs d'État major des armées, intitulée « *Un nouveau paradigme de l'information ? De Genes au 'Big Data' et d'Instagram à la surveillance continue.... Implications en terme de sécurité nationale* ». On comptait parmi les participants des hauts dirigeants militaires étasuniens, des capitaines de l'industrie de la défense, des agents de la communauté du renseignement, des cercles à penser de Washington, et des représentants du monde académique.

Rendon et la SAIC/Leidos, deux sociétés qui se sont avérées centrales, au cœur même de la stratégie d'évolution du Pentagone vers les opérations informationnelles, de par leur implication

clé dans le Highlands Forum, continuent de se voir attribuer des contrats pour des opérations clés sous l'administration Obama. Un document de l'administration des services généraux étasuniens, par exemple, démontre que Rendon s'est vu octroyer un contrat colossal, sur la période 2010-2015, pour des services de soutien à diverses agences fédérales en matière de médias généralistes et de communication. De même, la SAIC/Leidos dispose d'un contrat de 400 millions de dollars portant sur la période 2010-2015, et accordé par le laboratoire de recherche de l'armée étasunienne pour la « *guerre expéditionnaire ; la guerre clandestine ; les opérations spéciales ; les opérations de stabilisation et de reconstruction* » — contrat « *en cours de renouvellement* ».

11 L'empire contre-attaque

Sous Obama, le noeud de pouvoir à la croisée des milieux d'affaire, industriels et financiers représentés par les intérêts prenant part au Highlands Forum s'est auto-consolidé à un degré sans précédent.

Hasard du calendrier, le [même](#) où Obama annonçait la démission de Hagel, le DoD publiait un [communiqué de presse](#), soulignant que Robert O. Work, adjoint au secrétaire à la Défense Hagel nommé par Obama en 2013, projetait de faire progresser le projet d'innovation de la Défense que Hagel venait d'annoncer, une semaine auparavant. Cette nouvelle initiative centrait ses efforts sur une transformation à long terme du



FIGURE 2.8 – John Rendon, directeur général du Rendon Group, à une session du Highlands Forum en 2010

Pentagone, pour se tenir à niveau par rapport aux technologies disruptives, dans les opérations informationnelles.

Quelles qu'aient été les vraies raisons de l'éjection de Hagel, il s'agissait là d'une victoire symbolique et tangible pour Marshall et la vision du Highlands Forum. Andrew Marshall, vice-président du Highlands Forum, dirigeant de l'ONA, peut prendre sa retraite tranquille. Le Pentagone d'après Hagel est peuplé de ses créatures.

Robert Work, qui préside à présent le nouveau cadre de transformation du DoD, constitue un acolyte loyal de Marshall, qui a par le passé dirigé et analysé des jeux de guerre pour l'*Office of Net Assessment*. Comme Marshall, Wells, O'Neill et d'autres membres du Highlands Forum, Work est également un fan de robots, qui dirigea un article titré « *Préparation de la guerre à l'age robotique* », publié début 2014 par le Centre pour une nouvelle sécurité de l'Amérique²⁷.

Work est également en bonne position pour déterminer l'avenir de l'ONA, avec l'aide de son stratège Tom Ehrhard et du sous-secrétaire du DoD au renseignement Michael G. Vickers, sous l'autorité duquel le Highlands Forum opère à présent. Ehrhard, qui se fait l'avocat de « *l'intégration de technologies disruptives au DoD* », a par le passé occupé le poste d'assistant militaire à l'ONA, pendant que Mike Vickers — qui supervise les agences de renseignement comme la NSA — se voyait également embauché par Marshall comme consultant au Pentagone.

Vickers figure également parmi les partisans de la guerre clandestine. Alors qu'il était assistant au secrétaire à la Défense, dédié aux opérations spéciales et aux conflits de basse intensité sous les ordres de l'ancien Secrétaire de la Défense Robert Gates, sous les administrations Bush puis Obama, la vision de Vicker de la guerre clandestine prônait des « *opérations distribuées à travers le monde* », y compris « *dans nombre de pays contre lesquels les USA ne sont pas en guerre* », dans le cadre d'un programme d'« anti-

27. Center for a New American Security (CNAS), NdT

guerre centrée sur les réseaux », s'appuyant sur « *un réseau pour combattre un réseau* » — stratégie qui bien entendu recoupe en tous points celle du Highlands Forum. Dans son poste précédent, sous les ordres de Gates, Vickers avait augmenté le budget des opérations spéciales, y compris les opérations psychologiques, les transports furtifs, le déploiement de drones Predator et « *l'usage de surveillance de haute technologie et de données de reconnaissance pour tracer et cibler les terroristes et les insurgés* ».

Obama nomma Ashton Carter en remplacement de Hagel. Carter est l'ancien adjoint du secrétaire à la Défense entre 2009 et 2013, dont l'expertise en terme de budget et d'acquisitions allait, selon le *Wall Street Journal*, « *sans doute favoriser certains des projets que l'adjoint actuel du Pentagone, Robert Work, a à cœur, avec notamment un projet de développement de nouvelles stratégies et technologies visant à préserver l'avantage établi sur le champ de bataille* ».

Revenons en 1999 ; après trois années comme assistant au secrétaire de la Défense de Clinton, Carter cosignait un article avec l'ancien secrétaire de la Défense William J. Perry. L'article prônait une nouvelle forme de « *guerre par contrôle à distance* », rendue possible par les « *technologies numériques et le flux continu d'informations* ». L'un des collègues de Carter au Pentagone à cette période était Linton Wells, co-président du Highlands Forum, et ce fut bien entendu Perry, alors secrétaire à la défense, qui en 1994 nomma Richard O'Neill pour fonder le Highlands Forum comme cercle à penser des opérations de l'information du Pentagone.

Perry, seigneur du Highlands Forum, poursuivit sa carrière en rejoignant le conseil d'administration de la SAIC, avant de devenir président d'un autre sous-traitant géant de la défense, Global Technology Partners (GTP). Et Ashton Carter figurait au conseil d'administration de GTP sous Perry, avant de se voir nommé au secrétariat à la défense par Obama. Au cours du bref séjour de Carter au Pentagone sous Obama, il avait travaillé étroitement avec Work et le sous-secrétaire de la Défense actuel, Frank Kendall. Les

sources industrielles de la défense se réjouissent de ce que la nouvelle équipe du Pentagone va « *considérablement améliorer* » les chances de « *voir se concrétiser des projets de réformes majeures* » au Pentagone « *en franchissant la ligne d'arrivée* ».

Et, de fait, la **priorité** de Carter, une fois chargé de la Défense, réside dans l'identification et l'acquisition de nouvelles « *technologies disruptives* » commerciales, pour améliorer la stratégie militaire étasunienne — en d'autres termes, d'exécuter **le projet Skynet du DoD**.

On peut retrouver les origines du nouveau projet d'innovation du Pentagone dans les idées qui circulaient déjà largement au Pentagone il y a des décennies, mais qui n'avaient pas vraiment réussi à s'enraciner jusqu'à présent. Entre 2006 et 2010, période au cours de laquelle ces idées se voyaient développées par les experts du Highlands Forum comme Lochard, Zalman et Rendon, et bien d'autres, l'*Office of Net Assessment* mit en place un mécanisme direct pour transformer ces idées en stratégie concrète et les intégrer au développement des politiques, au travers des *Quadrennial Defense Reviews*. Dans ces instances, **c'est surtout Marshall qui donnait du grain à moudre** pour l'expansion du monde « *caché* » : « *opérations spéciales* », « *guerre électronique* » et « *opérations informationnelles* ».

La **vision** de Marshall, remontant à avant le 11 septembre, d'un système militaire totalement connecté et automatisé, trouva sa concrétisation dans l'**étude Skynet du Pentagone**, publiée par l'Université de la défense nationale en septembre 2014 : cette étude avait pour co-auteur Linton Wells, collègue de Marshall au Highlands Forum. Nombre de recommandations de Wells vont à présent être suivies, de par la nouvelle initiative de l'innovation de la défense, par les anciens et les membres de l'ONA et du Highlands Forum.

Vu comme le livre blanc de Wells soulignait le vif intérêt du Pentagone à monopoliser les recherches en Intelligence artificielle pour s'assurer le monopole de la guerre robotique connectée au-



FIGURE 2.9 – Andrew Marshall, ancien dirigeant de l’Office of Net Assessment du Dod, à présent en retraite, et coprésident du Highlands Forum, à une session du Forum de 2008

tonome, il n'est pas vraiment surprenant que le partenaire-soutien du Forum que constitue la SAIC/Leidos fasse preuve d'une étrange sensibilité quand on emploie le mot « *Skynet* » en public.

Sur la page Wikipedia « *Skynet (fictional)* », des personnes connectées à des ordinateurs de la SAIC sont venues effacer plusieurs paragraphes sous la section « *Trivia* » qui faisaient référence à des « *Skynets* » du monde réel, comme le système satellite militaire britannique, et d'autres projets en matière de technologie de l'information.

Le départ de Hagel a préparé la voie pour que les dirigeants du Pentagone, liés au Highlands Forum, viennent consolider leur influence sur le gouvernement. Ces dirigeants font partie d'un réseau obscur, existant de longue date, et composé de dirigeants politiques, industriels, des médias et du monde des affaires, qui trônent dans l'ombre derrière le siège du gouvernement, et tiennent littéralement

l'agenda de ses politiques de sécurité nationales, tant domestique que sur le plan des affaires étrangères. Que l'administration soit Démocrate ou Républicaine, ce sont eux qui apportent leurs « *idées* » en forgeant les relations entre gouvernement et industrie.

C'est ce genre de fonctionnement en réseau à huis clos qui a rendu le vote des américaines inutile. Loin de se soucier de l'intérêt général ou de contribuer à la lutte contre le terrorisme, la surveillance exhaustive des communications électroniques s'est vue systématiquement abusée, et employée d'intérêts particuliers, résidant dans le domaine de l'énergie, de la défense, et de l'industrie des technologies de l'information.

L'état de guerre mondiale permanente qui constitue le résultat de ces alliances du Pentagone avec des sous-traitants privés et l'exploitation hors de tout contrôle de l'expertise en matière d'information ne sécurisent la vie de personne. Au contraire, ces processus ont engendré une nouvelle génération de terroristes sous la forme du soi-disant « *État Islamique* » — qui constitue un **sous-produit** à la Frankenstein de la combinaison putride entre la brutalité d'Assad et les opérations clandestines étasuniennes exécutées depuis longtemps dans la région. Et les sous-traitants privés **exploitent à présent cette créature avec cynisme**, en essayant de s'enrichir encore plus par l'expansion exponentielle de l'appareil de sécurité nationale, à un moment où les volatilités économiques mettent la pression sur les gouvernements pour couper dans les budgets de défense.

Selon la Commission étasunienne des titres et de la bourse, entre 2008 et 2013, les cinq plus grands sous-traitants de la défense étasunienne ont perdu 14% de leurs salariés, avec le repli des guerres étasuniennes en Irak et en Afghanistan, qui ont fait baisser les chiffres d'affaire et raboté les bénéfices. La poursuite de la « *Longue Guerre* », lancée par EI, a pour l'instant fait repartir leurs activités à la hausse. Les sociétés qui tirent profit de la nouvelle guerre intègrent **nombre de membres** du Highlands Forum, tels Leidos, Lockheed Martin, Northrup Grumman, et Boeing. La guerre

constitue bel et bien un racket.

12 La fin des ombres

Mais à long terme, les impérialistes de l'information ont déjà perdu. Cette enquête est totalement basée sur des techniques open source, et a été rendue possible principalement dans le même contexte de révolution de l'information qui a permis la création de Google. La présente enquête a été financée intégralement par des dons citoyens, au travers du financement participatif. Et l'enquête a été publiée et distribuée en dehors du circuit des médias traditionnels, précisément pour illustrer que dans ce nouvel âge du numérique, les concentrations centralisées verticalisées ne peuvent plus usurper le pouvoir du peuple, son amour de vérité et de justice, ni son désir de partage.

Que faudra-t-il retenir de cette ironie des choses ? C'est plutôt simple : la révolution de l'information est intrinsèquement décentralisée, et décentralisatrice. Big Brother ne pourra pas la contrôler ni l'assimiler. Les tentatives dans cette direction échoueront les unes après les autres, et contribueront même à l'échec de ce système.

La dernière folle tentative en date du Pentagone de dominer le monde par un contrôle de l'information et des technologies de l'information n'est pas le signe de la toute puissance de ce réseau de l'ombre. Il s'agit au contraire d'un symptôme de son désespoir borné, alors qu'il essaye d'empêcher l'accélération de son déclin hégémonique.

Mais le déclin est bel et bien en marche. Et le présent article, comme tant d'autres avant lui, est un petit signe de plus que les opportunités de mobiliser la révolution de l'information vers l'intérêt général, malgré les efforts du pouvoir en place pour rester caché à l'ombre, sont plus prégnantes que jamais.